

**SDMIS**

**SAPEURS-POMPIERS**

# **Recueil des actes administratifs**

**du service départemental-métropolitain  
d'incendie et de secours**

**N°70 – juillet 2023**



---

***Responsable de la publication***

Contrôleur général Emmanuel CLAVAUD  
Directeur départemental et métropolitain  
des services d'incendie et de secours

---

***Conception, réalisation et impression***

Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours  
Direction de l'administration et des finances  
17 rue Rabelais 69421 LYON CEDEX 03  
Tél. 04 72 84 37 25

---

***Dépôt légal***

Juillet 2023

---



# I - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

### GROUPEMENT ACCUEIL CARRIERES PAIE

- Délibération n° D/23-06/05 du 30 juin 2023 : évolution des modalités de prise en charge au titre du « forfait mobilités durables » page 1

### GROUPEMENT FORMATION - ECOLE DEPARTEMENTALE-METROPOLITAINE

- Délibération n° D/23-06/06 du 30 juin 2023 : fixation du coût lauréat consécutif à l'organisation de deux concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2021 page 5
- Délibération n° D/23-06/07 du 30 juin 2023 : fixation du coût lauréat consécutif à l'organisation du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2023 page 7
- Délibération n° D/23-06/08 du 30 juin 2023 : organisation d'un examen professionnel de caporal de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2023 page 9

## DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

- Délibération n° D/23-06/01 du 30 juin 2023 : compte-rendu des décisions prises par le bureau du conseil d'administration en application de la délégation accordée par la délibération du conseil d'administration du 9 juillet 2021 page 11

### GROUPEMENT FINANCES

- Délibération n° D/23-06/03 du 30 juin 2023 : compte-rendu des dons et des cessions à titre onéreux des matériels réformés du SDMIS page 15
- Délibération n° D/23-06/10 du 30 juin 2023 : budget principal du SDMIS et budget annexe énergies renouvelables - Comptes de gestion pour l'exercice 2022 page 19
- Délibération n° D/23-06/11 du 30 juin 2023 : budget principal du SDMIS - Compte administratif pour l'exercice 2022 page 29
- Délibération n° D/23-06/12 du 30 juin 2023 : budget annexe énergies renouvelables - Compte administratif pour l'exercice 2022 page 61
- Délibération n° D/23-06/13 du 30 juin 2023 : budget principal du SDMIS - Reprise et affectation du résultat comptable définitif de l'exercice 2022 page 73
- Délibération n° D/23-06/14 du 30 juin 2023 : budget principal du SDMIS - Projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2023 page 75
- Délibération n° D/23-06/15 du 30 juin 2023 : budget principal du SDMIS - Autorisations de programme et crédits de paiement – compte rendu 2022 page 107
- Délibération n° D/23-06/16 du 30 juin 2023 : budget annexe énergies renouvelables - Reprise et affectation du résultat comptable de l'exercice 2022 page 113
- Délibération n° D/23-06/17 du 30 juin 2023 : budget annexe énergies renouvelables - Projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2023 page 115

### **GROUPEMENT AFFAIRES JURIDIQUES**

- Délibération n° D/23-06/02 du 30 juin 2023 : compte-rendu des décisions prises en matière contentieuse par la présidente du conseil d'administration page 127

### **GROUPEMENT MARCHES ET ASSURANCES**

- Délibération n° D/23-06/04 du 30 juin 2023 : compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration pour accomplir certains actes de gestion page 131

## **DIRECTION DES MOYENS MATERIELS**

### **GROUPEMENT LOGISTIQUE**

- Délibération n° D/23-06/09 du 30 juin 2023 : restitution des équipements de protection individuelle (EPI) et des matériels mis à disposition des personnels du SDMIS lors de la cessation, temporaire ou définitive, de fonction ou d'activité page 137

### **GROUPEMENT BATIMENTS**

- Délibération n° D/23-06/18 du 30 juin 2023 : convention C2023-048 entre le SDMIS et la commune de Belleville-en-Beaujolais relative à la construction de la future caserne de sapeurs-pompiers page 139

## **II - ARRETES**

- Arrêté n°23/06/01 : ouverture d'un examen professionnel de caporal de sapeurs-pompiers professionnels, session 2023 page 145
- Arrêté n°23/06/02 : règlement de l'épreuve d'admission de l'examen professionnel de caporal de sapeurs-pompiers professionnels ouvert par le SDMIS au titre de l'année 2023 page 149
- Arrêté n°23/06/03 : modification de l'arrêté n°23/01/24 du 6 janvier 2023 portant ouverture des concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels, session 2023 page 155
- Arrêté n°23/06/05 : composition de la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie B page 157

**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**  
GROUPEMENT ACCUEIL, CARRIÈRE, PAIE

NUMÉRO **D/23 – 06/05**

OBJET **Évolution des modalités de prise en charge au titre du « forfait mobilités durables »**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Par délibération D/21-12/07 du 17 décembre 2021, le conseil d'administration du SDMIS a adopté l'instauration à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 du forfait mobilités durables selon les modalités définies par le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 pour la fonction publique territoriale.

Le bénéfice de ce forfait d'un montant annuel de 200 € était ouvert aux sapeurs-pompiers professionnels et personnels administratifs, techniques et spécialisés du SDMIS utilisant un cycle ou un cycle à pédalage assisté personnel ou étant conducteur ou passager en covoiturage plus de 100 jours par an.

Suite à la parution du décret n° 2022-1557 du 13 décembre 2022 modifiant les conditions d'octroi et les modalités d'attribution du forfait mobilités durables, il est proposé d'appliquer ces nouvelles modalités selon les termes prévus par le décret susvisé.

Ces évolutions permettent de promouvoir d'autres modes de transport plus doux et de développer les déplacements et mobilités actives et intermodales tout en répondant aux objectifs fixés par le plan d'actions du SDMIS en faveur de la transition écologique pour la période 2022-2027.

Le forfait, versable en une seule fois à terme échu, est élargi aux agents utilisant leur engin de déplacement personnel motorisé (EDPM) ou utilisant des services de mobilité partagée mentionnés à l'article R 3261-13-1 du code du travail (location ou mise à disposition en libre-service de véhicules).

Le nombre minimum de jours d'utilisation pour bénéficier du forfait mobilités durables est abaissé de 100 à 30 jours.

Le montant forfaitaire annuel de 200 € est porté à 300 € en fonction du nombre de jours d'utilisation des modes de transports éligibles :

- 100 € lorsque l'utilisation du moyen de transport est comprise entre 30 et 59 jours ;
- 200 € lorsque l'utilisation du moyen de transport est comprise entre 60 et 99 jours ;
- 300 € lorsque l'utilisation du moyen de transport est d'au moins 100 jours ;

Le forfait mobilités durables, qui était jusqu'à présent exclusif de tout autre remboursement au titre des trajets domicile-travail, évolue. Il est dorénavant possible de cumuler le bénéfice du forfait mobilités durables avec la prise en charge mensuelle par l'employeur du titre de transport public ou de l'abonnement à un service public de location de vélos.

Je vous propose, mesdames, messieurs, de bien vouloir délibérer sur la modification des modalités d'attribution du forfait mobilités durables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, selon les montants et conditions d'attribution fixés par décret. »

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente





**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

GROUPEMENT FORMATION – ÉCOLE DÉPARTEMENTALE-MÉTROPOLITAINE

NUMÉRO **D/23 – 06/06**

OBJET **Fixation du coût lauréat consécutif à l'organisation de deux concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2021**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Lors de sa séance du 16 juin 2020, le conseil d'administration du SDMIS a autorisé l'organisation de deux concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels au profit de la zone Sud-Est au titre de l'année 2021.

Le SDMIS assure la gestion et le suivi des listes d'aptitude établies à l'issue des concours ainsi que la gestion financière de l'ensemble du dispositif ; il prend en charge l'ensemble des frais qui résultent de ses obligations.

En application du principe de libre administration et dans le cadre de chaque concours, il appartient au conseil d'administration de fixer le montant du coût lauréat correspondant aux frais supportés pour leur organisation.

Ce coût sera appliqué aux services d'incendie et de secours n'ayant pas préalablement conventionné avec notre établissement et qui recruteraient un lauréat figurant sur les listes d'aptitude des concours externes de caporal organisés par le SDMIS au titre de l'année 2021. Ainsi, je vous propose, mesdames, messieurs, de fixer le coût lauréat des concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels organisés par le SDMIS au titre de l'année 2021 à 6 000 €. »

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente



**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

GROUPEMENT FORMATION – ÉCOLE DÉPARTEMENTALE-MÉTROPOLITAINE

NUMÉRO **D/23 – 06/07**

OBJET **Fixation du coût lauréat consécutif à l'organisation du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2023**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROV'TZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Lors de sa séance du 18 mars 2022, le conseil d'administration du SDMIS a autorisé l'organisation d'un concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au profit de la zone Sud-Est au titre de l'année 2023.

Le SDMIS assure la gestion et le suivi de la liste d'aptitude établi à l'issue du concours ainsi que la gestion financière de l'ensemble du dispositif ; il prend en charge l'ensemble des frais qui résultent de ses obligations.

En application du principe de libre administration et dans le cadre de chaque concours, il appartient au conseil d'administration de fixer le montant du coût lauréat correspondant aux frais supportés pour leur organisation.

Ce coût sera appliqué aux services d'incendie et de secours n'ayant pas préalablement conventionné avec notre établissement et qui recruteront un lauréat figurant sur la liste d'aptitude du concours interne de sergent organisé par le SDMIS au titre de l'année 2023.

Ainsi, je vous propose, mesdames, messieurs, de fixer le coût lauréat du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels organisé par le SDMIS au titre de l'année 2023 à 6 000 €. »

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIEI  
Présidente



**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

GROUPEMENT FORMATION – ÉCOLE DÉPARTEMENTALE-MÉTROPOLITAINE

NUMÉRO **D/23 – 06/08**

OBJET **Organisation d'un examen professionnel de caporal de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2023**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Par arrêté du 7 décembre 2022, la date de la première épreuve de l'examen professionnel de caporal de sapeur-pompier professionnels prévu à l'article 11 du décret n°2012-250 du 20 avril 2012, au titre de l'année 2023, a été fixée au 1er mars 2023. Or, aucun service d'incendie et de secours n'a ouvert cet examen sur le territoire métropolitain à cette date.

Aussi, afin d'être en mesure de proposer des perspectives de carrière aux agents du SDMIS présentant les conditions d'accès à cet examen d'avancement au grade de caporal, j'ai sollicité le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises en vue de proposer une nouvelle date d'examen en 2023.

Une suite favorable a été donnée à cette demande et, par arrêté du 13 juin 2023, la date de la première épreuve a été fixée au 19 octobre 2023.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir m'autoriser à :

- ouvrir un examen professionnel de caporal de sapeurs-pompier professionnels ;
- prendre toutes décisions relatives au déroulement de cet examen. »

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente



**SDMIS**  
**SAPEURS-POMPIERS**

**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**

NUMÉRO **D/23 – 06/01**

OBJET **Compte-rendu des décisions prises par le bureau du conseil d'administration en application de la délégation accordée par la délibération du conseil d'administration du 9 juillet 2021**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

**- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :**

« Par délibération du 9 juillet 2021 notre assemblée a accordé délégation au bureau pour prendre des décisions à l'exclusion de celles concernant les budgets et comptes ainsi que la fixation des contributions des collectivités territoriales au budget de notre établissement public.

Je vous rends compte, par le présent rapport, des décisions prises par notre bureau, dans le cadre de cette délégation, depuis notre séance du 17 mars 2023.

**Réunion du 17 mars 2023 :**

Le bureau a :

1. autorisé la présidente à lancer, passer et signer les marchés publics à procédure formalisée du SDMIS ;
2. approuvé et autorisé la présidente à signer les protocoles d'accord transactionnel dans le cadre de litiges entre 87 sapeurs-pompiers professionnels ex-logés et le SDMIS - Période 2010-2013

**Réunion du 2 juin 2023 :**

Le bureau a :

1. autorisé la présidente à lancer, passer et signer les marchés publics à procédure formalisée du SDMIS ;
2. approuvé et autorisé une demande de subvention dans le cadre de la mise en œuvre du pacte capacitaire – volet FDFEN (Feux de forêts et espaces naturels) ;
3. approuvé et autorisé une demande de subvention dans le cadre du Fonds vert – axe 1 – Rénovation- extension de la caserne de sapeurs-pompiers de Villeurbanne La Doua ;
4. approuvé et autorisé une demande de subvention dans le cadre du Fonds vert – axe 2 – Promotion d'une démarche de prévention des risques d'incendies de forêt dans les massifs rhodaniens ;
5. approuvé et autorisé l'indemnisation du préjudice subi par des sapeurs-pompiers du SDMIS dans le cadre de la protection fonctionnelle ;
6. approuvé et autorisé la présidente à signer l'accord de médiation entre le SDMIS et monsieur *anonymisé* ;
7. approuvé la création de l'association SIS DATA LAB en partenariat avec le SDIS de l'Ain, le SDIS du Doubs et le SDIS de Haute-Garonne ;
8. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention C2023-022 entre l'ENSOSP (École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers) et le SDMIS relative à l'usage d'un nouvel environnement numérique d'apprentissage mutualisé (2023-2025) ;
9. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention C2023-020 entre le SDMIS et l'ONF (Office national des forêts) portant renouvellement de la maîtrise d'œuvre pour les travaux d'entretien du site de formation à la conduite opérationnelle tout-terrain de Chamelet ;

10. approuvé et autorisé l'application d'une mesure complémentaire au régime indemnitaire des personnels de la filière médico-sociale tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;
11. approuvé et autorisé la présidente à signer le protocole C2023-034 entre le CNCMFE (Centre national civil et militaire de formation et d'entraînement NRBC-E), l'EMIZ (Etat major interministériel de la zone de défense et de sécurité sud-est) et le SDMIS relatif à l'organisation des entraînements interministériels NRBC-E de la zone de défense et de sécurité sud-est pour la période 2023-2027 ;
12. approuvé et autorisé la présidente à signer la convention C2023-035 portant renouvellement de la convention entre l'Etat, les SDIS de l'Ain, de l'Ardèche, de la Loire et le SDMIS sur l'organisation et le fonctionnement d'une USSH (Unité de sauveteurs spécialisés hélicoptérés) sur la base hélicoptère de la sécurité civile de Lyon-Bron pour la période 2023-2025 ;
13. approuvé et autorisé le raccordement du site de Lyon Duchère au réseau de chauffage urbain de la Métropole de Lyon.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de me donner acte de ce compte-rendu. »

#### **DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente





**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/23 – 06/03**

OBJET **Compte-rendu des dons et des cessions à titre onéreux des matériels réformés du SDMIS**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« La commission de réforme des matériels du SDMIS, réunie le 2 juin 2023, a autorisé les dons des véhicules et matériels suivants :

Matériels	Bénéficiaire (Coopération internationale)
1 véhicule de secours et d'assistance aux victimes	CASC APPUI
2 lampes halogènes avec trépied	
2 paires de palmes	
1 caméra thermique MSA	
250 paires de gants de feu	
20 chemises F1	
36 vestes B1	
42 pantalons B1	
63 polos	
20 paires de bottes de feu	
265 porte-accessoires	
10 sweats	
300 blouses textile	
10 parkas	
10 casques pour combinaison guêpe	FRANCE GUINÉE COOPÉRATION (ONG)
5 combinaisons guêpe	
130 paires de gants de feu	
36 vestes B1	
42 pantalons B1	
63 polos	
10 sweats	
1 palette de tuyaux divers	ASSOCIATION POMPIER FRANCE PARTAGE
20 casques pour combinaison guêpe	
5 combinaisons guêpe	
36 vestes B1	
42 pantalons B1	
2 PC fixes Lenovo M83i5	
1 PC fixe Thinkcenter M83 I5	
63 polos	ASSOCIATION FRANCE ÉTHIOPIE CORNE DE L'AFRIQUE
11 sweats	
2 PC fixes Lenovo M83i5	
1 PC fixe Thinkcenter M83 I5	
1 disqueuse double lame	ASSOCIATION ENFANTS UKRAINE 01
10 casques pour combinaison guêpe	
5 combinaisons guêpe	
2 lampes halogènes avec trépied	

20 casques pour combinaison guêpe	ASSOCIATION LA MAISON DE L'ESPOIR
5 combinaisons guêpe	
2 lampes halogènes avec trépied	
9 casques d'escalade	
100 paires de gants de feu	
25 chemises bleues	
15 chemises F1	
36 vestes B1	
42 pantalons B1	
63 polos	
15 paires de bottes de feu	
10 sweats	
5 parkas	
1 PC fixe Lenovo M83i5	
3 PC fixes Thinkcenter M83 I5	
1 palette de tuyaux divers	SOLDATS DE LA PAIX (ONG)
150 paires de gants de feu	
25 chemises bleues	
15 chemises F1	
36 vestes B1	
42 pantalons B1	
63 polos	
265 porte-accessoires	
10 sweats	
580 blouses textile	
10 parkas	
1 support barre	

Matériels	Bénéficiaire (Organismes locaux)
1 remorque secours routier	DEPARTEMENT DU RHONE
1 véhicule tout usage	GROUPEMENT DE GENDARMERIE DÉPARTEMENTALE DU RHONE
1 véhicule tout usage	CPINI DE SAVIGNEUX

Matériels	Bénéficiaire (Associations locales)
1 véhicule de secours médical	ASSOCIATION SAUVETEURS DE GIVORS
1 remorque de secours routier équipée	ASSOCIATION DIVING FOR FUTURE
5 PC fixes Lenovo M710s	ÉCOLE PRIMAIRE GEORGES BRASSENS
5 PC fixes Lenovo M800	
1 vidéoprojecteur Epson EB-915W	WEEEFUND
1 vidéoprojecteur Epson EB-955W	(réemploi de matériels informatiques et lutte contre l'exclusion numérique)

Elle a également décidé de la vente des véhicules et matériels suivants par le biais de la plate-forme AGORASTORE :

- 2 véhicules légers banalisés électriques Bluecar

- 1 véhicule de secours et d'assistance aux victimes
- 2 véhicules fourgonnettes d'intervention
- 1 véhicule atelier
- 1 remorque de secours routier
- 1 véhicule tout usage
- 1 lot 97 pneus neufs
- 1 palette de pièces Renault MASTER
- 1 palette de pièces diverses Renault
- 1 palette de pièces diverses poids lourd Renault
- 1 palette de pièces diverses pompier1
- 1 palette de vannes diverses
- 4 palettes de groupes hydrauliques et dévidoirs
- 1 lot de dévidoirs hydrauliques HS
- 1 lot de 2 groupes électrogènes HS
- 1 lot de pinces hydrauliques HS
- 1 lot de 10 pneus PL occasion
- 4 fax Brother 2940
- 1 fax Brother T106
- 1 imprimante A4 HP Laserjet Enterprise M506
- 3 imprimantes A4 HP Laserjet Pro M402dne
- 1 imprimante A4 Samsung Xpress M2825ND
- 3 imprimantes A4 Samsung Xpress M3320ND
- 2 imprimantes multifonctions Brother MFC L5700DN
- 1 imprimante multifonctions Samsung Xpress M2070W
- 16 PC fixes Lenovo M710s
- 78 PC fixes Lenovo M800
- 5 PC fixes Lenovo M83i5
- 9 PC fixes Thinkcenter M83 I5.

Elle a pris acte de la cession de 2 véhicules classés épaves suite à accident :

- 1 véhicule fourgonnette d'intervention cédé à la société Saint-Genoise pour 577 €
- 1 fourgon pompe tonne cédé à GPA pour 1 599 €.

Je vous demande mesdames, messieurs, de me donner acte des décisions de la commission de réforme des matériels du SDMIS réunie le 2 juin 2023. »

### **DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente

**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/23 – 06/10**

OBJET **Budget principal et budget annexe « énergies renouvelables » – approbation des comptes de gestion pour l'exercice 2022**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROV'TZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Madame le payeur départemental, comptable de notre établissement public, a remis pour approbation du conseil d'administration, les comptes de gestion de l'exercice 2022 du budget principal et du budget annexe « énergies renouvelables » du service départemental et métropolitain d'incendie et des secours.

Le compte de gestion décrit la totalité des opérations entre l'ouverture et la clôture de l'exercice.

Il répond à deux objectifs :

- justifier l'exécution du budget ;
- présenter l'évolution de la situation patrimoniale et financière de l'établissement.

Il comporte :

- une balance générale de tous les comptes tenus par le payeur départemental ;
- le bilan comptable du SDMIS qui décrit l'actif et le passif de celui-ci.

Les résultats de ces deux comptes de gestion sont conformes aux résultats de nos comptes administratifs pour l'exercice 2022, présentés par rapports distincts.

Je vous demande donc, mesdames, messieurs, de bien vouloir approuver ces comptes de gestion de l'exercice 2022 tel qu'ils vous ont été soumis, et d'en donner acte à madame le payeur départemental. »

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente



SDMIS RHONE METROPOLE LYON  
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION  
EXERCICE 2022

PRÉSENTÉ À  
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)  
M Jean-Luc BLANC  
Mme Delphine FREJAT

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION  
DU 01/01/2022 AU 01/01/2023  
DU 02/01/2023 AU 09/02/2023

069090 P.DEP RHONE

Nomenclature M61 sdis  
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale .....	3
1 Bilan synthétique .....	Etat I-1 4
2 Bilan .....	Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif .....	
2.2 Bilan Passif .....	
3 Compte de résultat synthétique .....	Etat I-3 13
4 Compte de résultat .....	Etat I-4 14
5 Annexe .....	18
Etats des opérations pour compte de tiers .....	Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire .....	21
1 Résultats budgétaires de l'exercice .....	Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution .....	Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits .....	Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations .....	Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs .....	41
1 Balance des comptes .....	Etat III-1 42
2 Situation des valeurs inactives .....	Etat III-2 76
4EME PARTIE : Page des signatures .....	77

## Résultats budgétaires de l'exercice

03100 - SDMIS RHONE METROPOLE LYON

Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>					
Prévisions budgétaires totales (a)	41 199 176,77	168 943 496,63	210 142 673,40		
Titres de recette émis (b)	29 028 111,45	162 532 906,24	191 561 017,69		
Réductions de titres (c)		537 385,65	537 385,65		
Recettes nettes (d = b - c)	29 028 111,45	161 995 520,59	191 023 632,04		
<b>DEPENSES</b>					
Autorisations budgétaires totales (e)	41 199 176,77	168 943 496,63	210 142 673,40		
Mandats émis (f)	33 788 626,50	163 757 627,18	197 546 253,68		
Annulations de mandats (g)		2 140 215,75	2 140 215,75		
Depenses nettes (h = f - g)	33 788 626,50	161 617 411,43	195 406 037,93		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>					
(d - h) Excédent	4 760 515,05	378 109,16	4 382 405,89		
(h - d) Déficit					

## Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

03100 - SDMIS RHONE METROPOLE LYON

Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal					
Investissement	7 478 351,38		-4 760 515,05		2 717 836,33
Fonctionnement	7 210 956,21		378 109,16		7 589 065,37
<b>TOTAL I</b>	<b>14 689 307,59</b>		<b>-4 382 405,89</b>		<b>10 306 901,70</b>
II - Budgets des services à caractère administratif					
<b>TOTAL II</b>					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
03101-ENERGIES					
RENouvelables - SDMIS	21 975,45		102 920,01		124 895,46
Investissement	-241,75		-1 336,05		-1 577,80
Fonctionnement	21 733,70		101 583,96		123 317,66
<b>Sous-Total</b>	<b>21 733,70</b>		<b>101 583,96</b>		<b>123 317,66</b>
<b>TOTAL III</b>	<b>21 711 041,29</b>		<b>-4 280 821,93</b>		<b>10 430 219,36</b>
<b>TOTAL I + II + III</b>	<b>14 711 041,29</b>		<b>-4 280 821,93</b>		<b>10 430 219,36</b>

03100 - SDMIS RHONE METROPOLE LYON

Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

BLACHE Lilian (1013703646-0), Inspecteur divisionnaire Fip classe normale

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour

le service de SDMIS RHONE METROPOLE LYON pendant l'année 2022 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

FREJAT Delphine (1005609894-0), Inspecteur principal des Finances Publiques.

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa

comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

## Page des signatures

ENERGIES RENOUVELABLES - SDMIS  
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION  
EXERCICE 2022

PRÉSENTÉ à  
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)  
M Jean-Luc BLANC  
Mme Delphine FREJAT

069090 P.DEP RHONE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION  
DU 01/01/2022 AU 01/01/2023  
DU 02/01/2023 AU 08/02/2023

Nomenclature M4 spic  
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale .....	3
1 Bilan synthétique .....	Etat I-1 4
2 Bilan .....	Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif .....	
2.2 Bilan Passif .....	
3 Compte de résultat synthétique .....	Etat I-3 13
4 Compte de résultat .....	Etat I-4 14
5 Annexe .....	18
Etats des opérations pour compte de tiers .....	Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire .....	21
1 Résultats budgétaires de l'exercice .....	Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution .....	Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits .....	Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations .....	Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs .....	34
1 Balance des comptes .....	Etat III-1 35
2 Situation des valeurs inactives .....	Etat III-2 42
4EME PARTIE : Page des signatures .....	43

## Résultats budgétaires de l'exercice

03101 - ENERGIES RENOUVELABLES - SDMIS

Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>			
Prévisions budgétaires totales (a)	224 975,45	8 491,75	233 467,20
Titres de recette émis (b)	202 001,00	3 899,40	205 900,40
Réductions de titres (c)	100,00		100,00
Recettes nettes (d = b - c)	201 901,00	3 899,40	205 800,40
<b>DEPENSES</b>			
Autorisations budgétaires totales (e)	224 975,45	8 491,75	233 467,20
Mandats émis (f)	118 973,40	5 335,45	124 308,85
Annulations de mandats (g)	19 992,41	100,00	20 092,41
Depenses nettes (h = f - g)	98 980,99	5 235,45	104 216,44
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>			
(d - h) Excédent	102 920,01		102 920,01
(h - d) Déficit		1 336,05	1 336,05

## Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

03101 - ENERGIES RENOUVELABLES - SDMIS

Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal Investissement Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial ENERGIES RENOUVELABLES - SDMIS					
Investissement	21 975,45		102 920,01		124 895,46
Fonctionnement	-241,75		-1 336,05		-1 577,80
Sous-Total	21 733,70		101 583,96		123 317,66
TOTAL III	21 733,70		101 583,96		123 317,66
TOTAL I + II + III	21 733,70		101 583,96		123 317,66

03101 - ENERGIES RENOUVELABLES - SDMIS

Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.  
Observations.

BLACHE Lilian (1013703646-0), Inspecteur divisionnaire PIP classe normale

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de ENERGIES RENOUVELABLES - SDMIS pendant l'année 2022 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

FREJAR Delphine (100569094-0), Inspecteur principal des Finances Publiques.

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A DRFIP DE RHONE-ALPES ET DU D... , le 23/02/2023

A RHONE, le 28/02/2023

A , le

**SDMIS**  
**SAPEURS-POMPIERS**

**DELIBERATION**  
**DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/23 – 06/11**

OBJET **Budget principal du SDMIS – compte administratif pour l'exercice 2022**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Pour l'ensemble de l'exercice 2022, les dépenses et les recettes autorisées lors du budget primitif et des décisions modificatives ultérieures ont atteint un montant équilibré en dépenses et en recettes de :

41 166 746,89 € Pour la section d'investissement  
168 499 878,21 € Pour la section de fonctionnement

Soit un montant global de 209 666 625,10 € (pour mémoire en 2021 : 204 137 852,00 €).

S'agissant des dépenses, les mouvements effectivement constatés font apparaître une réalisation de :

33 788 626,50 € Pour la section d'investissement (taux d'exécution de 82 %)  
161 617 411,43 € Pour la section de fonctionnement (taux d'exécution de 96 %)

Soit un total de 195 406 037,93 €, en augmentation de 2,88 % par rapport à l'an dernier (pour mémoire en 2021 : 190 122 675,90 €).

Pour ce qui concerne les recettes, les mouvements constatés sont de :

29 028 111,45 € Pour la section d'investissement  
161 995 520,59 € Pour la section de fonctionnement

Soit un total de 191 023 632,04 €, en diminution de 1,37 % par rapport à l'an dernier (pour mémoire en 2021 : 193 673 423,71 €).

Alors que l'ensemble des dépenses ont augmenté de près de 5,53 millions d'€, les recettes ont diminué dans le même temps de près de 2,65 millions d'€, conduisant à un résultat propre de :

- + 378 109,16 € en section de fonctionnement,
- - 4 760 515,05 € en section d'investissement,

Soit un résultat propre de l'exercice en déficit de 4 382 405,89 €, contre un excédent de 3 550 747,81 € en 2021.

Cela s'explique principalement par la diminution des recettes exceptionnelles perçues dans le cadre des dispositifs de lutte contre le COVID 19 et d'un recours à l'emprunt limité à 8,9 millions d'€, ne permettant pas de couvrir les restes à réaliser de l'exercice 2022.

Compte tenu des résultats antérieurs repris, le résultat de clôture fait apparaître un excédent de :

- 2 717 836,33 € en section d'investissement,
- 7 589 065,37 € en section de fonctionnement,

Soit un résultat global de l'exercice de 10 306 901,70 € contre 14 689 307,59 € en 2021, en baisse de près de 30 %

## 1- LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses mandatées s'élèvent à 33,8 millions d'€ contre 31,3 millions d'€ en 2021, en hausse de près 2,5 millions d'€, soit près de 5 %.

Cette hausse s'explique notamment par la résorption de retards de facturation et de livraison constatés en fin d'année 2021 et qui avaient provoqué une hausse significative des restes à réaliser sur l'année 2022.

Elle s'explique également par la hausse du coût de la part investissement du BEA, impactée par l'augmentation de l'indice du coût de la construction, et par le remboursement du capital d'un emprunt supplémentaire, qui a été contracté fin 2021.

Les dépenses d'investissement se décomposent classiquement en trois catégories : les opérations d'équipement, le remboursement du capital de la dette et les opérations d'ordre.

### a) Les opérations d'équipement

Les dépenses consacrées aux opérations d'équipement (hors BEA) se sont élevées à 19,85 millions d'€ en 2022 contre 19,64 millions d'€ en 2021.

Elles contribuent à la réalisation des objectifs fixés par la programmation pluriannuelle d'investissement (PPI) votée le 8 mars 2021, qui sont la réalisation de la mission opérationnelle, la santé, la sécurité, et la qualité de vie en service et l'engagement vers la transition écologique.

#### - *La gestion patrimoniale et les opérations immobilières nouvelles*

Le budget consacré à la gestion patrimoniale et aux opérations immobilières nouvelles a représenté, hors acquisitions foncières, 4,91 millions d'€ soit près de 15 % des dépenses d'investissement, contre 3,92 millions d'€ en 2021, en augmentation de près de 25 %.

Les travaux réalisés pour les constructions des casernes de Tarare, Saint-Vincent de Reins, Villié-Morgon, ainsi que pour la rénovation de la caserne de Quincieux, ont connu une avancée notable.

Ainsi, l'ensemble des dépenses relatives aux opérations immobilières nouvelles se sont élevées à 2,3 millions d'€.

De plus, ce sont près de 2,4 millions d'€ qui ont été dépensés pour la gestion patrimoniale des bâtiments en 2022, incluant notamment des travaux d'agrandissement de vestiaires, de réfection de locaux de vie et d'isolation de toitures.

La somme restante, soit 0,2 millions d'€, concerne les frais divers de géomètres, géotechniciens, architectes et notaires ainsi que des frais de mobiliers, matériels de bureau et outillages.

A cela s'ajoute l'acquisition d'un tènement à Vaulx-en-Velin en vue d'un projet d'implantation d'une nouvelle caserne de sapeurs-pompiers dans l'Est lyonnais, pour un montant de près de 3,5 millions d'€, soit 10 % des dépenses d'investissement.

<b>Gestion patrimoniale et opérations immobilières nouvelles (en K€)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
Constructions (AP/CP)	620,92	1801,01
Rénovations (AP/CP)	71,85	487,49
Chantiers programmés	3 027,75	2 379,63
Frais divers	200,44	242,80
<b>Sous-total hors acquisitions</b>	<b>3 920,96</b>	<b>4 910,93</b>
Acquisitions foncières		3 480,00
<b>TOTAL</b>	<b>3 920,96</b>	<b>8 390,93</b>

- **Les systèmes d'information**

Les dépenses liées aux systèmes d'information se sont élevées à 3,74 millions d'€, soit 11 % des dépenses d'investissement, contre 4,21 millions d'€ en 2021, en baisse de plus de 10 %.

Ces dépenses se répartissent entre :

- Les acquisitions et évolutions des logiciels et licences à hauteur de 2,3 millions d'€,
- Les acquisitions de matériel informatique à hauteur de 1,1 millions d'€,
- Les réseaux et contrôle d'accès à hauteur de 0,3 millions d'€.

<b>Les systèmes d'information (en K€)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
Licences / logiciels	3 114,97	2 323,20
Matériel informatique	739,47	1 136,05
Réseaux et contrôle d'accès	357,55	281,43
<b>TOTAL</b>	<b>4 211,98</b>	<b>3 740,68</b>

- **Les acquisitions de véhicules**

Les acquisitions de véhicules ont représenté près de 2,7 millions d'€, soit 8 % des dépenses d'investissement, contre 7,3 millions d'€ en 2021, en forte baisse du fait de moindres commandes dans un contexte économique où nos fournisseurs connaissent des difficultés d'approvisionnement et de livraison.

<b>Les véhicules (en K€)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
Véhicules (AP/CP)	7 267,01	2 693,85
<b>TOTAL</b>	<b>7 267,01</b>	<b>2 693,85</b>

- **Les acquisitions de matériels, d'équipements de protection individuelle (EPI) et effets d'habillement, notamment opérationnels**

Les dépenses relatives aux acquisitions de matériels, d'équipements de protection individuelle et effets d'habillement ont représenté 5 millions d'€ soit près de 15 % des dépenses d'investissement, contre 4,2 millions d'€ en 2021, en hausse de 18 %.

Elles se répartissent entre les matériels d'intervention pour 2,3 millions d'€, les EPI et effets d'habillement pour 1,6 millions d'€, et les autres équipements pour 0,7 millions d'€ (équipement pour les ateliers de Saint-Priest et Villefranche-sur-Saône, pour le service de santé et de secours médical et les équipements de sport).

Des premiers moniteurs multiparamétriques nécessaires au déploiement des actes de soin d'urgence dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la Loi Matras ont été achetés, pour un montant de 0,4 millions d'€.

<b>Matériels, EPI et effets d'habillements opérationnels (en K€)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
Matériels d'intervention	2 097,56	2 286,05
EPI et habillements	1 407,30	1 649,37
Matériels divers	738,21	670,70
Matériels « Loi MATRAS »		415,57
<b>TOTAL</b>	<b>4 243,07</b>	<b>5 021,69</b>

- **Le BEA (bail emphytéotique administratif)**

La part investissement du BEA s'est élevée à 6,14 millions d'€ contre 5,92 millions d'€ en 2021, soit une hausse de 3,6 % due à l'augmentation de l'indice du coût de la construction sur lequel est indexé une part du BEA.

Le BEA représente 18 % de nos dépenses d'investissement.

<b>Le BEA (bail emphytéotique administratif) (en K€)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 923,68</b>	<b>6 139,38</b>

**b) Remboursement du capital de la dette**

Le chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » s'est réalisé à hauteur de 3,5 millions d'€ pour le remboursement du capital des emprunts contre 3,1 millions d'€ en 2021. Cette hausse de près de 14 % s'explique par le nouvel emprunt contracté au cours de l'exercice 2021, d'un montant de 13,7 millions d'€, dont le remboursement des annuités a débuté en 2022.

<b>Remboursement capital de la dette (en K€)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 119,31</b>	<b>3 544,79</b>

**c) Les opérations d'ordre :**

*(dépenses d'investissement que l'on retrouve également en recettes dans la section de fonctionnement)*

Le chapitre « opérations d'ordre de transfert entre sections » d'un montant de 2,3 millions d'€ retrace l'amortissement des subventions d'investissement perçues pour près de 0,8 millions d'€ et la neutralisation des amortissements pour 1,5 millions d'€. Ce chapitre donne lieu à une recette de fonctionnement de montant identique.

**d) Les opérations patrimoniales**

*(dépenses d'investissement que l'on retrouve également en recettes dans la section d'investissement)*

Les opérations patrimoniales s'élèvent à 1,9 millions d'€ ; il s'agit d'écritures donnant lieu à une recette de même montant en investissement.

Ces opérations permettent notamment le transfert sur les comptes d'immobilisation des avances versées et la passation des écritures comptables faisant suite aux commissions de réforme des matériels. Elles donnent lieu à des recettes équivalentes en section d'investissement.

<b>Dépenses d'investissement (en K€)</b>			
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>	<i>Part des dépenses</i>
Gestion patrimoniale et opérations immobilières nouvelles	3 920,97	4 910,94	15 %
Acquisition foncières		3 480,00	10 %
Systèmes d'information	4 211,98	3 740,68	11 %
Véhicules (AP/CP)	7 267,01	2 693,85	8 %
Matériels, EPI et effets d'habillements opérationnels	4 243,07	5 021,69	15 %
BEA	5 923,68	6 139,38	18 %
Remboursement capital de la dette	3 119,31	3 544,79	10 %
Opérations d'ordre et patrimoniales	2 592,65	4 257,30	13 %
<b>TOTAL</b>	<b>31 278,67</b>	<b>33 788,63</b>	<b>100 %</b>

## **2- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Le total des recettes s'est élevé à 29,03 millions d'€, contre 32,74 millions d'€ en 2021, soit une baisse de 11 % qui s'explique pour un moindre recours à l'emprunt.

Les recettes se répartissent entre les dotations, les participations des communes aux opérations immobilières, les subventions perçues, l'emprunt contracté en fin d'année ainsi que les opérations d'ordre, dont l'amortissement des immobilisations.

**a) Les dotations**

Les dotations se limitent à la recette versée par le fonds de compensation de la TVA, qui s'est élevé à près de 3,3 millions d'€ contre 4 millions d'€ en 2021, en baisse de 17 %.

En effet, nos dépenses d'équipement éligibles au FCTVA réalisées en 2020 ont été limitées du fait de la crise sanitaire, qui a ralenti bon nombre d'investissements.

<b>Le fonds de compensation pour la TVA (en K€)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 989,41</b>	<b>3 317,62</b>

**b) Les participations des communes aux opérations immobilières**

En application des différentes délibérations et conventions prises avec les communes pour le financement des casernes implantées sur leur territoire, la somme de 31 500 € a été encaissée en 2022, répartie de la manière suivante :

- Saint-Germain-Nuelle : 21 000 €
- Sarcey : 10 500 €

**c) Subventions d'investissement reçues**

Au cours de l'exercice 2022, le SDMIS a perçu près de 130 000 € de la CNR (Compagnie Nationale du Rhône), avec laquelle une convention avait été conclue en juin 2022 pour l'acquisition de moyens nautiques.

À cela s'ajoutent 8 500 € perçus du Ministère de l'Intérieur dans le cadre du programme DEMAT<sup>ADS</sup>, visant au raccordement des services d'incendie et de secours à une plate-forme d'instruction dématérialisée des demandes d'autorisations d'urbanisme.

**d) L'emprunt**

Un emprunt de 8,9 millions d'€ souscrit auprès de la Banque Postale a abondé le compte 16 « emprunts et dettes assimilées » et couvre quant à lui près de 30 % des dépenses de la section d'investissement.

**e) Les opérations d'ordre :**

*(dépenses d'investissement que l'on retrouve également en recettes dans la section de fonctionnement)*

Les amortissements des immobilisations, d'un montant de 14,3 millions d'€, ont couvert près de 50 % des dépenses réalisées en section d'investissement.

Ils sont complétés par les écritures de cessions d'un montant de 0,4 millions d'€.

**f) Les opérations patrimoniales**

*(dépenses d'investissement que l'on retrouve également en recettes dans la section d'investissement)*

Tout comme en dépenses, les écritures relatives aux opérations patrimoniales se sont élevées à 1,9 millions d'€.

<b>Recettes d'investissement (en K€)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
Fonds de compensation pour la TVA	3 989,41	3 317,62
Participations des communes aux opérations immobilières	271,50	31,50
Subventions reçues	70,00	136,78
Emprunt	13 700,00	8 900,00
Amortissements des immobilisations	14 293,66	14 283,57
Opérations d'ordre hors amortissement	218,27	443,62
Opérations patrimoniales	193,24	1 915,02
<b>TOTAL</b>	<b>32 736,06</b>	<b>29 028,11</b>

### **3- LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Le total des dépenses de fonctionnement pour l'exercice 2022 s'est élevé à 161,62 millions d'€ contre 158,84 millions d'€ en 2021, en hausse de 2,78 millions d'€ soit une hausse maîtrisée de + 1,75 %, alors même que le point d'indice servant au calcul du traitement des fonctionnaires a augmenté de 3,5 % et que l'inflation annuelle s'est établie à + 5,2 % en 2022.

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement reste stable, à près de 96 %.

#### **a) Les charges à caractère général**

##### **Chapitre 011**

Les charges à caractère général se sont élevées à 28,65 millions d'€ contre 27,98 millions d'€ en 2021, en augmentation de près 0,68 millions d'€, soit + 2,42 %.

##### **- Les études et prestations de service**

Les études et prestations de service comprennent les prestations logistiques d'entretien des EPI, la restauration externalisée et la collecte des déchets pour un montant total de dépenses de 1,19 millions d'€ en 2022, en baisse de 12 % par rapport à l'an dernier, du fait d'une diminution du coût de la restauration au self de l'école départementale-métropolitaine.

##### **- Les fluides**

Les dépenses de fluides se sont élevées à 2,02 millions d'€ contre 1,93 millions d'€ en 2021, et comprennent l'électricité pour 1,03 millions d'€, le gaz pour 0,56 millions d'€, près de 0,3 millions d'€ pour le chauffage urbain et 0,13 millions d'€ pour l'eau.

Les montants payés sont conformes aux moyennes constatées sur la durée des marchés de gaz et d'électricité, qui se terminaient fin 2022 ; notre établissement va toutefois connaître une forte hausse en 2023, du fait de la reconduction de ces marchés à des tarifs bien plus onéreux.

##### **- Les fournitures non stockées**

Les dépenses de fournitures non stockées se sont élevées à 2,22 millions d'€ contre 1,74 millions d'€ en 2021, en forte augmentation du fait de la hausse combinée du volume de carburant consommé et du prix du litre.

En effet, les dépenses de carburant augmentent de plus de 40 %, passant de 1,32 millions d'€ à 1,87 millions d'€, alors que les volumes ont augmenté de 10 % par rapport à 2021.

Les matériaux divers, gaz propane ainsi que l'alimentation ont coûté 0,36 millions d'€.

- ***Les fournitures d'entretien et de petit équipement***

Les dépenses pour les fournitures d'entretien et de petit équipement se sont élevées à 3,97 millions d'€ contre 4,42 millions d'€ en 2021, soit une baisse de près de 10 %, rendue possible grâce à une recherche constante de l'optimisation des dépenses.

- ***Les autres fournitures***

Avec un montant total de dépenses de 0,49 millions d'€ en 2022 contre 0,46 millions d'€ en 2021, les dépenses relatives aux fournitures administratives, produits pharmaceutiques et produits d'intervention restent stables.

- ***Les services extérieurs***

Les dépenses relatives aux services extérieurs se sont élevées à 15,62 millions d'€ contre 14,76 millions d'€ en 2021, soit une hausse de près de 6 %.

En effet, ces dépenses ont été les plus impactées par l'inflation, puisqu'il s'agit principalement de contrats passés avec des tiers, qui ont répercuté au SDMIS les hausses du coût de la main d'œuvre et des fournitures de matière première, par voie d'avenants aux marchés.

Ces dépenses comprennent :

- Le financement de la partie fonctionnement de la redevance annuelle du bail emphytéotique administratif pour près de 4,91 millions d'€,
- Les différents contrats de prestations de service pour 2 millions d'€,
- Le coût des locations et charges afférentes pour les antennes, les matériels techniques, les bouteilles de gaz, mais aussi des parkings et pontons à hauteur de 0,45 millions d'€,
- Les frais d'entretien des terrains, bâtiments et des voiries à hauteur de 0,59 millions d'€,
- Les frais d'entretien des biens mobiliers pour 2,42 millions d'€, comprenant la sous-traitance extérieure et les contrôles techniques de véhicules pour 1,9 millions d'€ et 0,52 millions d'€ pour l'entretien et la réparation du matériel médical et informatique et l'outillage nécessaire à l'entretien des bâtiments et les contrôles techniques des véhicules.
- Les différents contrats de maintenance à hauteur de 3,45 millions d'€, dont 2,84 millions d'€ pour les systèmes d'information, 0,45 millions d'€ pour les bâtiments, et la part restante, 0,16 millions d'€, pour le matériel de sport, le matériel médical et la logistique,
- Les primes d'assurance (hors assurance du personnel) pour 0,78 millions d'€,
- Les frais de formation, d'études et de recherches à hauteur de 1,02 millions d'€.

- ***Les autres services extérieurs***

Les dépenses relatives aux autres services extérieurs ont été de 3,1 millions d'€ en 2022 contre 3,26 millions d'€ en 2021, en baisse de près de 5 %, justifiée en grande partie par une diminution des frais d'organisation de concours.

Les autres postes de dépenses de cette rubrique sont les frais de nettoyage des locaux, à hauteur de 1,19 millions d'€ ainsi que les frais postaux et de télécommunications, à hauteur de 0,46 millions d'€, auxquels s'ajoutent les frais d'honoraires, de communication et autres frais divers.

**- Les impôts, taxes, versements assimilés**

Le coût des cartes grises des véhicules, des taxes et redevances diverses s'est élevé à environ 30 000 €.

<b>Charges à caractère général (en €)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
<b>TOTAL</b>	<b>27 976 945,64</b>	<b>28 665 260,62</b>

**b) Les charges de personnel et frais assimilés**

**Chapitre 012**

Avec une réalisation à hauteur de 112,31 millions d'€ contre 110,48 millions d'€ en 2021, ce chapitre globalisé a augmenté de 1,83 millions d'€ soit 1,7 %, alors même que l'année a été impactée par la revalorisation de +3,5 % du point d'indice à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.

La hausse des charges de personnel a été contenue car les recrutements de caporaux initialement prévus les années antérieures n'ont pu être réalisés, dans l'attente de la publication des listes d'aptitude des concours organisés dans le courant de l'année 2022.

De plus, les difficultés de recrutement rencontrées, notamment sur les postes en tension, conduisent à des vacances de poste et de facto à un écart entre la masse salariale prévisionnelle et le réalisé.

Ce chapitre comprend la masse salariale du SDMIS pour 97,96 millions d'€, le budget alloué aux sapeurs-pompiers volontaires pour 11,79 millions d'€ et les frais divers de personnels pour 2,56 millions d'€ (chèques déjeuner, assurance du personnel, médecine du travail...).

Ainsi, pour l'exercice 2022, la masse salariale s'est élevée à 97,96 millions d'€ ; elle est constituée des rémunérations du personnel titulaire pour 96,32 millions d'€ et des rémunérations du personnel non titulaire pour 1,64 millions d'€. Elle est en augmentation de 2,74 % entre 2021 et 2022.

La rémunération des personnels titulaires, soit 96,32 millions d'€, comprend :

- Les rémunérations principales pour 42 millions d'€,
- Les régimes indemnitaires pour 30,08 millions d'€,
- Les charges et cotisations pour 24,24 millions d'€.

➤ **Le volontariat :**

Les dépenses relatives aux sapeurs-pompiers volontaires s'établissent à 11,79 millions d'€ contre 12,35 millions d'€ en 2021 soit une diminution de 4,5 %, qui s'explique en large part par la fin progressive des dispositifs de lutte contre le COVID 19.

Les dépenses relatives au volontariat comprennent principalement l'indemnisation des sapeurs-pompiers volontaires, à hauteur de 10,53 millions d'€ en 2022 contre 11,12 millions d'€ en 2021, et les allocations de fin de service des sapeurs-pompiers volontaires, regroupant plusieurs dispositifs, à hauteur de 1,26 millions d'€.

➤ **Les frais divers de personnel :**

Les frais divers de personnel s'élevaient à 2,56 millions d'€ contre 2,79 millions d'€ en 2021, année durant laquelle notre établissement avait versé près de 0,2 millions d'€ de capitaux décès.

Cette rubrique concerne principalement le coût des chèques-déjeuner, s'élevant à 1,82 millions d'€, auquel s'ajoute 0,74 millions d'€, répartis entre :

- La prime annuelle de l'assurance du personnel (0,34 millions d'€),
- La médecine du travail et les frais médicaux (0,25 millions d'€),
- Le remboursement dû à la métropole de Lyon pour les personnels mis à la disposition du SDMIS depuis la départementalisation et dans le cadre des conventions de mutualisation passées ainsi que l'indemnisation des formateurs de jeunes sapeurs-pompiers extérieurs au service (0,15 millions d'€).

<b>Les charges de personnel (en €)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
Masse salariale SPP	76 112 001,77	78 662 062,58
Masse salariale PATS	19 231 565,90	19 293 886,08
Volontariat	12 345 252,05	11 791 596,55
Autres dépenses de personnel	2 786 885,64	2 558 579,74
<b>TOTAL</b>	<b>110 475 705,36</b>	<b>112 306 124,95</b>

**c) Les dépenses diverses :**  
Chapitre 65 / chapitre 67

Les dépenses diverses regroupent les dépenses du chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » et du chapitre 67 « Charges exceptionnelles », dont le montant total sur l'exercice 2022 s'est élevé à 2,90 millions d'€.

Les charges de gestion courantes se sont élevées à 2,71 millions d'€ et permettent notamment le paiement :

- Des subventions versées aux associations et syndicats, pour un montant total de 1,93 millions d'€, dont 1,8 millions d'€ au CASC (Comité d'animation sociale et culturelle).
- Des contributions d'adhésion à différents établissements, comme l'EPARI (Établissement public pour les autoroutes rhodaniennes de l'information), l'INPT (Infrastructures nationales partageables des transmissions) et REZOPOLE (plateforme régionale d'échanges internet), à hauteur de 0,53 millions d'€.
- Des logiciels accessibles à distance via internet et non stockés sur les serveurs informatiques du SDMIS, pour la somme de 0,2 millions d'€.

Les dépenses relatives aux charges exceptionnelles, d'un montant de 0,19 millions d'€, ont couvert l'exécution de décisions de justice.

**d) Les charges financières :****Chapitre 66**

Les charges financières, constituées de la part non indexée du bail emphytéotique administratif à hauteur de 1,29 millions d'€ et des intérêts de la dette du SDMIS pour 1,02 millions d'€, se sont élevées à 2,31 millions d'€ en 2022 contre 2,23 millions d'€ en 2021.

**e) Dotations aux provisions :****Chapitre 68**

Conformément à la délibération D/22-10/04 du 21 octobre 2022 portant « Opérations relatives aux provisions – exercice 2022 », une provision de 715 000 € est constatée au compte administratif, laquelle est équilibrée partiellement par la reprise de la provision antérieure de 700 000 € en recettes de fonctionnement.

**f) Les opérations d'ordre :****Chapitre 042**

Ce chapitre retrace les dotations aux amortissements ainsi que les écritures comptables découlant des immobilisations cédées.

Les dotations aux amortissements pour l'exercice 2022 se sont élevées à 14,28 millions d'€, stables par rapport à l'an dernier.

Les sorties du patrimoine engendrent une dépense d'ordre qui s'équilibre en recette d'investissement à hauteur de 0,44 millions d'€, correspondant aux valeurs nettes comptables ainsi qu'aux plus-values des cessions enregistrées.

<b>Dépenses de fonctionnement (en K€)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
Charges à caractère général	27 976,95	28 655,26
Charges de personnel	110 475,70	112 306,12
Dépenses diverses	2 951,87	2 898,49
Dotations aux amortissements	14 293,65	14 283,56
Charges financières	3 145,84	3 473,97
<b>TOTAL</b>	<b>158 844,01</b>	<b>161 617,40</b>

**4- LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT :**

Les titres émis en section de fonctionnement représentent un montant total de 162 millions d'€, contre 160,94 millions d'€ en 2021, en hausse de 1,06 millions d'€, soit une augmentation très limitée, de + 0,66 %.

La nette diminution des remboursements perçus pour l'engagement du SDMIS dans les différents dispositifs de lutte contre le COVID 19, qui s'étaient élevés à près de 4 millions d'€ l'an dernier, explique en large part cette faible augmentation, malgré la hausse des contributions des collectivités territoriales de 1,48 millions d'€.

**a) Les contributions des collectivités territoriales :**

L'ensemble des contributions s'est élevé à 149,86 millions d'€, en application des dispositions prévues par les conventions pluriannuelles 2022-2024 relatives aux contributions financières de la métropole de Lyon et du département du Rhône au budget du SDMIS et à la délibération approuvée lors de notre séance du 17 décembre 2021

concernant la fixation des contributions des collectivités territoriales au budget principal du SDMIS pour l'exercice 2022.

Les contributions se décomposent comme suit :

- 119,89 millions d'€ pour la métropole de Lyon,
- 22,22 millions d'€ pour le département du Rhône,
- 7,75 millions d'€ pour les communes et EPCI du département du Rhône, se répartissant entre :
  - o 5,43 millions d'€ pour 148 communes du département du Rhône contributrices directes,
  - o 2,32 millions d'€ pour les trois EPCI exerçant la compétence facultative « participation financière à la lutte contre l'incendie et le secours » : Vienne Condrieu Agglomération, la communauté d'agglomération Villefranche Beaujolais Saône et la communauté d'agglomération de l'ouest rhodanien, pour un total de 60 communes.

<b>Contributions des collectivités territoriales (en €)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
Métropole de Lyon	118 698 948	119 885 937
Département du Rhône	22 003 850	22 223 889
Communes	5 371 440	5 425 154
EPCI	2 299 447	2 322 442
<b>TOTAL</b>	<b>148 373 685</b>	<b>149 857 422</b>

**a) Les recettes liées aux ressources humaines :**

Les recettes liées aux ressources humaines se sont élevées à 2,91 millions d'€.

Elles sont composées très largement du remboursement de la quote-part salariale des chèques-déjeuner, pour un montant de 0,89 millions d'€

Le SDMIS a également perçu 0,89 millions d'€ des différents organismes employant des personnels mis à disposition.

Elles sont complétées de 0,75 millions d'€ versés par le département du Rhône et la métropole de Lyon en application des conventions de mutualisation prévoyant le remboursement d'agents recrutés par le SDMIS et affectés au groupement logistique pour la maintenance mutualisée des véhicules.

À cela s'ajoutent 0,26 millions d'€ perçu du fonds de compensation du SFT et 0,12 millions d'€ d'autres recettes diverses.

### **b) Les interventions et prestations payantes :**

Le produit des interventions et prestations payantes ne se rattachant pas directement aux missions du SDMIS s'est élevé à 1,3 millions d'€ en 2022 contre 1,35 millions d'€ en 2021.

Les principales recettes sont les suivantes :

- 352 000 € pour les transports par carence,
- 280 000 € pour les jurys et facturations de stages divers,
- 150 000 € pour les secours sur autoroutes,
- 71 000 € pour les interventions sur ascenseurs,
- 40 000 € pour les interventions en dehors du département du Rhône et de la métropole de Lyon.
- 35 000 € pour les colonnes de renfort,
- 385 000 € de remboursements effectués par des tiers.

### **c) Remboursements perçus dans le cadre de la participation du SDMIS dans les dispositifs de lutte contre le COVID 19 :**

Les derniers remboursements perçus dans le cadre des dispositifs conventionnels conclus avec l'ARS d'une part et le Ministère de l'intérieur d'autre part se sont élevés à 2,5 millions d'€.

### **d) Recettes diverses**

Les recettes diverses, d'un montant global de 1,96 millions d'€, regroupent les autres produits de gestion courante (*chapitre 75*) et les produits exceptionnels (*chapitre 77*).

Elles sont complétées par le FCTVA perçue sur les dépenses de fonctionnement éligibles, pour près de 40 000 €, et par diverses subventions à hauteur de 145 000 €.

Les autres produits de gestion courante recouvrent le remboursement forfaitaire de la maintenance des véhicules du parc du département du Rhône et de la métropole de Lyon pour près de 1,26 million d'€.

Les produits exceptionnels, s'élevant à 0,52 millions d'€, se composent des remboursements des dommages causés par des tiers à nos biens ainsi que des recettes générées par les cessions à titre onéreux.

### **e) Reprises sur provisions**

Conformément à la délibération D/21-10/03 du 22 octobre 2021 portant « Provision pour risques et charges – exercice 2021 », une provision de 700 000 € a été conservée, donnant lieu à dépense de même montant en section de fonctionnement.

### **f) Opérations d'ordre**

Les opérations d'ordre de transfert entre sections s'élèvent à 2,34 millions d'€, composés de de la neutralisation des amortissements à hauteur de 1,49 millions d'€, de l'amortissement réglementaire des subventions transférées au compte de résultat pour 0,82 millions d'€ et des moins-values sur cessions d'immobilisations.

<b>Recettes de fonctionnement (en K€)</b>		
	<b>CA 2021</b>	<b>CA 2022</b>
Contributions	148 373,69	149 857,42
Recettes liées aux ressources humaines	2 753,65	2 910,11
Interventions et prestations payantes	1 346,59	1 301,54
Recettes dispositifs lutte COVID 19	4 020,03	2 471,48
Recettes diverses	1 207,25	1 962,58
Reprise sur provisions	700,00	700,00
Opérations d'ordre	2 536,17	2 792,39
<b>TOTAL</b>	<b>160 937,36</b>	<b>161 995,52</b>

Tels sont, mesdames et messieurs, les éléments d'analyse que j'ai souhaités vous livrer sur la gestion budgétaire de notre établissement pour l'exercice 2022. »

#### **DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente





## SERVICE DEPARTEMENTAL - METROPOLITAIN D'INCENDIE ET DE SECOURS

## COMPTE ADMINISTRATIF

## EXERCICE 2022

## RECAPITULATION

		DEPENSES		RECETTES		
		Crédits ouverts	Réalisé	Crédits ouverts	Réalisé	
INVESTISSEMENT	Mouvements réels	36 338 046,89	29 531 324,13	20 212 418,68	12 385 904,79	
	Mouvements d'ordre	4 828 700,00	4 257 302,37	20 954 328,21	16 642 206,66	Résultat
		41 166 746,89	33 788 626,50	41 166 746,89	29 028 111,45	-4 760 515,05
FONCTIONNEMENT	Mouvements réels	150 021 750,00	146 890 227,78	166 176 378,21	159 653 241,23	
	Mouvements d'ordre	18 478 128,21	14 727 183,65	2 323 500,00	2 342 279,36	Résultat
		168 499 878,21	161 617 411,43	168 499 878,21	161 995 520,59	378 109,16
TOTAL DES 2 SECTIONS		209 666 625,10	195 406 037,93	209 666 625,10	191 023 632,04	-4 382 405,89

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT - Compte administratif 2022

Article	Libellé article	BP 2022	Total des crédits 2022	Réalisé 2022	% Réalisé
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	3 545 000,00	3 545 000,00	3 544 785,33	99,99%
164	Emprunts auprès des établissements financiers	3 545 000,00	3 545 000,00	3 544 785,33	99,99%
1641	Emprunts en euros	3 545 000,00	3 545 000,00	3 544 785,33	99,99%
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 040 000,00	3 971 023,48	2 384 872,08	60,06%
203	Frais d'études, de recherche et de développement	40 000,00	153 339,19	61 671,00	40,22%
2031	Frais d'études	10 000,00	123 339,19	37 911,00	30,74%
2033	Frais d'insertion (marchés d'investissement)	30 000,00	30 000,00	23 760,00	79,20%
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	3 000 000,00	3 817 684,29	2 323 201,08	60,85%
2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés	3 000 000,00	3 817 684,29	2 323 201,08	60,85%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 466 000,00	17 964 401,28	14 362 505,18	79,95%
211	Terrains	4 440 000,00	72 000,00	1 442,08	2,00%
2111	Terrains nus (terrains et frais de notaire)	10 000,00	2 000,00	1 442,08	72,10%
2115	Terrains bâtis (terrains et frais de notaire)	4 430 000,00	70 000,00	-	0,00%
213	Constructions	978 000,00	6 508 485,75	5 775 105,70	88,73%
2131	Bâtiments publics	-	3 480 000,00	3 480 000,00	100,00%
21312	Centres d'incendie et de secours (achat bâtiments modulaires)		3 480 000,00	3 480 000,00	100,00%
2135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	978 000,00	3 028 485,75	2 295 105,70	75,78%
21351	Bâtiments publics - travaux sur sites en pleine propriété	938 000,00	3 014 851,43	2 282 217,14	75,70%
21351	Bâtiments publics - contrôle d'accès	40 000,00	13 634,32	12 888,56	94,53%
215	Installations, matériel et outillage techniques	8 538 000,00	9 409 711,91	7 163 227,24	76,13%
2153	Réseaux divers	740 000,00	423 701,77	266 415,66	62,88%
21531	Réseaux de transmission - radio	560 000,00	210 167,71	202 112,74	96,17%
21531	Réseaux de transmission - travaux sur sites en pleine propriété	80 000,00	84 706,20	15 436,58	18,22%
21538	Autres réseaux - téléphonie	100 000,00	128 827,86	48 866,34	37,93%
2156	Matériel d'incendie et de secours	7 393 000,00	8 428 375,21	6 479 618,60	76,88%
	<i>Total article 21561 - Véhicules d'intervention</i>	<i>3 728 000,00</i>	<i>2 884 949,97</i>	<i>2 055 362,08</i>	<i>71,24%</i>
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours - équipements ponctuels	320 000,00	287 449,97	172 009,73	59,84%
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours - MEA - Programme 2019	704 000,00	704 000,00	703 061,60	99,87%
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2020	474 000,00	459 600,00	341 853,50	74,38%
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2021	1 568 000,00	909 000,00	809 277,49	89,03%
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2022	662 000,00	524 900,00	29 159,76	5,56%
	<i>Total article 21562 - Matériel d'intervention</i>	<i>3 665 000,00</i>	<i>5 543 425,24</i>	<i>4 424 256,52</i>	<i>79,81%</i>
21562	Matériel d'extinction	320 000,00	611 693,67	604 691,93	98,86%
21562	Matériel secours d'urgence aux personnes	480 000,00	672 940,67	638 871,25	94,94%
21562	Matériel oxygène et air	300 000,00	311 796,80	291 019,61	93,34%
21562	Matériel spécialités	350 000,00	409 839,59	289 590,25	70,66%
21562	Matériel d'incendie et de secours - EPI	1 800 000,00	2 339 920,46	1 649 363,69	70,49%
21562	Matériel hors spécialités - tronc commun	250 000,00	548 045,29	461 877,76	84,28%
21562	Matériel pour service de santé et de secours médical (défibrillateurs...)	165 000,00	649 188,76	488 842,03	75,30%
2157	Matériel et outillage technique	405 000,00	557 634,93	417 192,98	74,81%
21571	Ateliers	90 000,00	65 191,23	62 999,06	96,64%
21578	Matériel et outillage - bâtiments	20 000,00	55 989,11	49 781,80	88,91%
21578	Matériel et outillage - logistique	160 000,00	301 454,59	238 438,69	79,10%
21578	Matériel et outillage - activités sportives	100 000,00	100 000,00	59 142,11	59,14%
21578	Matériel et outillage - matériel d'aptitude médicale	25 000,00	25 000,00	6 831,32	27,33%
21578	Matériel et outillage - matériel de formation médicale	10 000,00	10 000,00		0,00%
217	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	120 000,00	101 049,34	90 988,13	90,04%
2173	Constructions	110 000,00	91 049,34	88 866,53	97,60%

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT - Compte administratif 2022

Article	Libellé article	BP 2022	Total des crédits 2022	Réalisé 2022	% Réalisé
21735	Installations générales, agencements, aménagements des constructions - travaux sur bâtiments mis à disposition	100 000,00	91 049,34	88 866,53	97,60%
21735	Installations générales, agencements, aménagements des constructions - travaux sur bâtiments mis à disposition (contrôle d'accès)	10 000,00	-		
<b>2175</b>	<b>Installations, matériel et outillage techniques</b>	<b>10 000,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>2 121,60</b>	<b>21,22%</b>
217531	Réseaux de transmission - travaux sur bâtiments mis à disposition	10 000,00	10 000,00	2 121,60	21,22%
<b>218</b>	<b>Autres immobilisations corporelles</b>	<b>1 390 000,00</b>	<b>1 873 154,28</b>	<b>1 331 742,03</b>	<b>71,10%</b>
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	100 000,00	100 704,80	7 773,46	7,72%
2183	Matériel informatique	1 130 000,00	1 508 905,21	1 067 674,92	70,76%
2184	Matériel de bureau et mobilier	160 000,00	263 544,27	256 293,65	97,25%
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>4 494 000,00</b>	<b>4 717 622,13</b>	<b>3 099 780,24</b>	<b>65,71%</b>
<b>231</b>	<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	<b>3 802 000,00</b>	<b>3 185 122,13</b>	<b>2 261 205,60</b>	<b>70,99%</b>
<b>2313</b>	<b>Constructions</b>				
	<b>CONSTRUCTIONS</b>	<b>3 131 000,00</b>	<b>2 451 000,00</b>	<b>1 772 938,49</b>	<b>72,34%</b>
23131	Bâtiments publics				
231312	<i>Centres d'incendie et de secours :</i>				
231312	AP 2013 - Blacé / Salles Arbusonnas / Denicé / Montmelas / Cogny / Le Perréon / Vaux-en-Beaujolais		20 000,00	2 175,62	10,88%
231312	AP 2013 - Beaujeu / Quincié / Marchamp		-		
231312	AP 2014 - Eveux / L'Arbresle / Sain Bel-Savigny / Sourcieux les Mines / Lentilly	15 000,00	39 300,00	1 270,75	3,23%
231312	AP 2014 - Chazay d'Azergues / Lozanne / Civrieux / Morancé / Charnay-Alix	5 000,00	4 000,00	3 438,67	85,97%
231312	AP 2014 - St Symphorien d'Ozon / Sérézin du Rhône	15 000,00	13 000,00	1 502,84	11,56%
231312	AP 2014 - Ste Colombe	2 000,00	1 600,00	199,73	12,48%
231312	AP 2014 - Montrottier	10 000,00	4 840,00	4 060,25	83,89%
231312	AP 2014 - St Laurent d'Oingt / Bois d'Oingt / St Vérand	2 000,00	16 260,00	16 191,16	99,58%
231312	AP 2015 - Couzon au Mont d'or		240,00	240,00	100,00%
231312	AP 2015 - Bessenay (Extension)		-		
231312	AP 2015 - Emeringes / Juliéna (Extension)	2 000,00	1 760,00	1 102,46	62,64%
231312	AP 2021 - Villié-Morgon	400 000,00	440 000,00	386 555,38	87,85%
231312	AP 2021 - Tarare	1 900 000,00	1 320 000,00	836 036,17	63,34%
231312	AP 2021 - Saint Vincent de Reins	440 000,00	540 000,00	520 165,46	96,33%
231312	AP 2021 - Belleville en Beaujolais	90 000,00	10 000,00		0,00%
231312	AP 2021 - Millery	50 000,00	20 000,00		0,00%
231312	AP 2021 - Saint Germain Nuelles / Bully / Sarcey	50 000,00	10 000,00		0,00%
231312	AP 2021 - Ecole de St Priest - Bâtiment de simulation	150 000,00	10 000,00		0,00%
231312	AP 2021 - Vaulx-en-Velin		-		
	<b>RENOVATIONS</b>	<b>671 000,00</b>	<b>731 000,00</b>	<b>487 494,00</b>	<b>66,69%</b>
23135	Installations générales, agencements et aménagements divers				
231351	<i>Bâtiments publics :</i>				
231351	AP 2015 - Genay/Neuville sur Saône (Extension)	1 000,00	1 000,00		0,00%
231351	AP 2021- Quincioux	430 000,00	430 000,00	327 909,39	76,26%
231351	AP 2021- Fontaines-sur-Saône	40 000,00	40 000,00	4 989,59	12,47%
231351	AP 2021 - Villeurbanne la Doua	200 000,00	250 000,00	154 595,02	61,84%
231351	AP 2021 - Mions		10 000,00		0,00%
231351	Travaux pluriannuels sur bâtiments en pleine propriété		3 122,13	773,11	24,76%
<b>238</b>	<b>Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles</b>	<b>692 000,00</b>	<b>1 532 500,00</b>	<b>838 574,64</b>	<b>54,72%</b>
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles - AP 21 - Tarare		30 000,00	28 074,64	93,58%
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles - AP 19 MEA	660 000,00	660 000,00		0,00%
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles - AP 21 Véhicules	32 000,00	32 000,00		0,00%
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles - AP 22 Véhicules		810 500,00	810 500,00	100,00%

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT - Compte administratif 2022

Article	Libellé article	BP 2022	Total des crédits 2022	Réalisé 2022	% Réalisé
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 018 000,00	6 140 000,00	6 139 381,30	99,99%
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé - investissements réalisés dans le cadre du BEA L2	6 018 000,00	6 139 000,00	6 138 381,30	99,99%
275	Dépôts et cautionnement versés		1 000,00	1 000,00	100,00%
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	2 323 500,00	2 322 500,00	2 342 279,36	100,85%
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	823 500,00	823 500,00	822 822,48	99,92%
139	Subventions d'investissement transférées au compte de résultat	823 500,00	823 500,00	822 822,48	99,92%
1391	Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables	823 500,00	823 500,00	822 822,48	99,92%
13911	Subventions d'investissement - Etat	4 100,00	4 100,00	4 064,42	99,13%
13913	Subventions d'investissement - Département	693 900,00	693 900,00	693 845,58	99,99%
13914	Subventions d'investissement - Communes	107 500,00	107 500,00	106 912,48	99,45%
13918	Subventions d'investissement - Autres	18 000,00	18 000,00	18 000,00	100,00%
19	DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS	1 500 000,00	1 499 000,00	1 519 456,88	101,36%
192	Plus ou moins values sur cessions d'immobilisations		-	32 429,88	
198	Neutralisation des amortissements	1 500 000,00	1 499 000,00	1 487 027,00	99,20%
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (O/O)	2 436 200,00	2 506 200,00	1 915 023,01	76,41%
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	200 000,00	266 000,00	263 134,18	98,92%
204	Subventions d'équipement versées	200 000,00	266 000,00	263 134,18	98,92%
2044	Subventions d'équipement en nature	200 000,00	266 000,00	263 134,18	98,92%
20441	Subventions d'équipement en nature - biens mobiliers, matériel et études	200 000,00	266 000,00	263 134,18	98,92%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 236 200,00	2 240 200,00	1 651 888,83	73,74%
213	Constructions	27 000,00	27 000,00	26 720,90	98,97%
2135	Installations générales, agencements	27 000,00	27 000,00	26 720,90	98,97%
21351	Bâtiments publics	27 000,00	27 000,00	26 720,90	98,97%
215	Installations, matériel et outillage techniques	2 200 000,00	2 204 000,00	1 616 324,79	73,34%
2156	Matériel d'incendie et de secours	2 200 000,00	2 204 000,00	1 616 324,79	73,34%
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	2 200 000,00	2 204 000,00	1 616 324,79	73,34%
217	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	9 200,00	9 200,00	8 843,14	96,12%
2173	Constructions	9 200,00	9 200,00	8 843,14	96,12%
21735	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	9 200,00	9 200,00	8 843,14	96,12%
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		-	-	
020	DEPENSES IMPREVUES		-	-	
	<b>TOTAL</b>	<b>37 322 700,00</b>	<b>41 166 746,89</b>	<b>33 788 626,50</b>	<b>82,08%</b>

## RECETTES D'INVESTISSEMENT- Compte administratif 2022

Article	Libellé article	BP 2022	Total des crédits 2022	Réalisé 2022
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	3 310 000,00	3 310 000,00	3 317 621,29
1022	Fonds globalisés d'investissement	3 310 000,00	3 310 000,00	3 317 621,29
10222	FCTVA	3 310 000,00	3 310 000,00	3 317 621,29
106	Réserves	-	-	-
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	-	-	-
13	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	281 500,00	161 500,00	168 283,50
131	Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables	281 500,00	161 500,00	168 283,50
1314	Communes	151 500,00	31 500,00	31 500,00
1318	Autres (OMS, CNR...)	130 000,00	130 000,00	136 783,50
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	4 723 520,41	8 918 567,30	8 900 000,00
164	Emprunts auprès des établissements financiers	4 723 520,41	8 918 567,30	8 900 000,00
1641	Emprunts en euros	4 723 520,41	8 918 567,30	8 900 000,00
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		344 000,00	-
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	14 200 000,00	14 285 000,00	14 727 183,65
19	DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS	-	-	169 689,10
192	Plus ou moins values sur cessions d'immobilisations	-	-	169 689,10
21	CESSIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	-	273 929,32
213	Constructions	-	-	218 197,60
2131	Bâtiments publics	-	-	154 050,05
21312	Centre d'incendie et des secours	-	-	154 050,05
2135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	-	-	64 147,55
21351	Bâtiments publics	-	-	64 147,55
215	Installations, matériel et outillage techniques	-	-	53 361,20
21531	Réseaux de transmission	-	-	15 909,17
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	-	-	31 959,07
21571	Matériel et outillage technique - Ateliers	-	-	1 252,96
21578	Autre matériel et outillage technique	-	-	4 240,00
218	Autres immobilisations corporelles	-	-	2 370,52
2188	Autres	-	-	2 370,52
28	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	14 200 000,00	14 285 000,00	14 283 565,23
2804	Subventions d'équipement versées	-	-	242 592,91
280413	Projets d'infrastructures d'intérêts national	-	-	27 500,00
280441	Subvention en nature - biens mobiliers, mat. et études	-	-	215 092,91
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	-	85 000,00	2 430 488,01
28051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	-	85 000,00	2 430 488,01
281	Amortissement des immobilisations corporelles	14 200 000,00	14 200 000,00	11 610 484,31
2813	Constructions	-	-	1 589 940,00
28131	Bâtiments publics	-	-	1 252 153,00
281311	Bâtiments administratifs	-	-	3 170,00
281312	Centres d'incendie et de secours	-	-	1 248 983,00
28135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	-	-	337 787,00
281351	Bâtiments publics	-	-	337 787,00
2814	Constructions sur sol d'autrui	-	-	28 177,00
2815	Installations, matériel et outillage techniques	14 200 000,00	14 200 000,00	8 461 303,21
28153	Réseaux divers	-	-	453 321,58
281531	Réseaux de transmission	-	-	399 287,01

RECETTES D'INVESTISSEMENT- Compte administratif 2022

Article	Libellé article	BP 2022	Total des crédits 2022	Réalisé 2022
281538	Autres réseaux - Téléphonie		-	54 034,57
<b>28156</b>	<b>Matériel d'incendie et de secours</b>	<b>14 200 000,00</b>	<b>14 200 000,00</b>	<b>7 471 409,56</b>
281561	Matériel roulant d'incendie et de secours	14 200 000,00	14 200 000,00	4 466 137,39
281562	Matériel d'incendie et de secours		-	3 005 272,17
<b>28157</b>	<b>Matériel et outillage techniques</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>536 572,07</b>
281571	Ateliers		-	66 405,22
281578	Autre matériel et outillage techniques		-	470 166,85
<b>2818</b>	<b>Amortissement des autres immobilisations corporelles</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 531 064,10</b>
28181	Installations générales, agencements et aménagements divers		-	65,00
28182	Matériel de transport		-	11 765,42
28183	Matériel informatique		-	1 242 268,29
28184	Matériel de bureau et mobilier		-	276 257,39
28188	Autres immobilisations corporelles		-	708,00
<b>041</b>	<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>2 436 200,00</b>	<b>2 476 200,00</b>	<b>1 915 023,01</b>
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>36 200,00</b>	<b>36 200,00</b>	<b>35 564,04</b>
<b>203</b>	<b>Frais d'études, de recherche et de développement</b>	<b>36 200,00</b>	<b>36 200,00</b>	<b>35 564,04</b>
<b>2031</b>	<b>Frais d'études</b>	<b>36 200,00</b>	<b>36 200,00</b>	<b>35 564,04</b>
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>200 000,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>263 134,18</b>
<b>215</b>	<b>Installations, matériel et outillage techniques</b>	<b>200 000,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>263 134,18</b>
<b>2156</b>	<b>Matériel d'incendie et de secours</b>	<b>200 000,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>263 134,18</b>
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours - dons	200 000,00	200 000,00	262 213,40
21562	Matériel non mobile d'incendie et de secours - dons		-	920,78
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>2 200 000,00</b>	<b>2 240 000,00</b>	<b>1 616 324,79</b>
<b>238</b>	<b>Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles</b>	<b>2 200 000,00</b>	<b>2 240 000,00</b>	<b>1 616 324,79</b>
<b>001</b>	<b>SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE</b>	<b>7 478 351,38</b>	<b>7 478 351,38</b>	
<b>021</b>	<b>VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>4 893 128,21</b>	<b>4 193 128,21</b>	
	<b>TOTAL</b>	<b>37 322 700,00</b>	<b>41 166 746,89</b>	<b>29 028 111,45</b>

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - compte administratif 2022

Article	Libellé article	BP 2022	Total crédits 2022 (y compris TC/VC)	Réalisé 2022	% Réalisé
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>28 332 500,00</b>	<b>30 269 500,00</b>	<b>28 655 260,62</b>	<b>94,67%</b>
<b>60</b>	<b>ACHATS ET VARIATION DES STOCKS</b>	<b>9 813 000,00</b>	<b>10 583 700,00</b>	<b>9 903 719,01</b>	<b>93,58%</b>
<b>604</b>	<b>Achats d'études, prestations de services</b>	<b>1 260 000,00</b>	<b>1 335 800,00</b>	<b>1 194 837,11</b>	<b>89,45%</b>
<b>6042</b>	<b>Achats de prestations de services</b>	<b>1 260 000,00</b>	<b>1 335 800,00</b>	<b>1 194 837,11</b>	<b>89,45%</b>
6042	LOGISTIQUE - restauration / déchets / blanchisserie	965 000,00	926 800,00	863 366,32	93,16%
6042	FORMATION - restauration	280 000,00	388 000,00	310 470,79	80,02%
6042	RESSOURCES HUMAINES	15 000,00	21 000,00	21 000,00	100,00%
<b>606</b>	<b>Achats non stockés de matières et fournitures</b>	<b>8 553 000,00</b>	<b>9 247 900,00</b>	<b>8 708 881,90</b>	<b>94,17%</b>
<b>6061</b>	<b>Fournitures non stockables</b>	<b>2 240 000,00</b>	<b>2 113 400,00</b>	<b>2 021 262,83</b>	<b>95,64%</b>
60611	Eau	140 000,00	151 000,00	147 431,24	97,64%
60612	Electricité	1 200 000,00	1 060 400,00	1 030 152,72	97,15%
60612	Gaz	550 000,00	586 000,00	561 711,37	95,86%
60613	Chauffage urbain	350 000,00	316 000,00	281 967,50	89,23%
<b>6062</b>	<b>Fournitures non stockées</b>	<b>1 774 000,00</b>	<b>2 266 600,00</b>	<b>2 224 711,58</b>	<b>98,15%</b>
60621	Combustibles gaz propane	160 000,00	135 000,00	110 738,24	82,03%
60622	Carburant	1 359 000,00	1 867 700,00	1 865 550,64	99,88%
60623	Alimentation - eau, rations ...	60 000,00	62 800,00	62 246,31	99,12%
60628	Autres fournitures non stockées = matériaux logistique, huiles et lubrifiants	195 000,00	201 100,00	186 176,39	92,58%
<b>6063</b>	<b>Fournitures d'entretien et de petit équipement</b>	<b>4 059 000,00</b>	<b>4 373 400,00</b>	<b>3 972 699,32</b>	<b>90,84%</b>
60631	Fournitures et produits d'entretien	150 000,00	164 100,00	154 422,92	94,10%
60632	Fournitures de petit équipement	3 509 000,00	3 802 100,00	3 443 415,69	90,57%
60636	Habillement (hors tenue de service et d'intervention - TSI et tenues de feu)	400 000,00	407 200,00	374 860,71	92,06%
<b>6064</b>	<b>Fournitures administratives</b>	<b>120 000,00</b>	<b>117 600,00</b>	<b>117 311,44</b>	<b>99,75%</b>
<b>6066</b>	<b>Produits pharmaceutiques</b>	<b>199 000,00</b>	<b>249 700,00</b>	<b>246 961,84</b>	<b>98,90%</b>
60661	Médicaments - pharmacie à usage intérieur (PUI) et vétérinaire	106 000,00	106 400,00	104 963,47	98,65%
60662	Vaccins et sérums	15 000,00	15 600,00	15 476,88	99,21%
60668	Autres produits pharmaceutiques - hors médicaments	78 000,00	127 700,00	126 521,49	99,08%
<b>6067</b>	<b>Produits d'intervention</b>	<b>151 000,00</b>	<b>116 200,00</b>	<b>115 994,53</b>	<b>99,82%</b>
<b>6068</b>	<b>Autres matières et fournitures</b>	<b>10 000,00</b>	<b>11 000,00</b>	<b>9 940,36</b>	<b>90,37%</b>
<b>61</b>	<b>SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>15 320 000,00</b>	<b>16 180 200,00</b>	<b>15 618 127,96</b>	<b>96,53%</b>
<b>611</b>	<b>Contrats de prestations de services</b>	<b>6 914 500,00</b>	<b>7 002 300,00</b>	<b>6 912 632,53</b>	<b>98,72%</b>
611	Contrats de prestations de services - BEA L3	4 852 000,00	4 909 000,00	4 908 686,68	99,99%
611	BATIMENTS - AMO	13 000,00	11 600,00	10 604,34	91,42%
611	LOGISTIQUE - AMO	90 000,00	135 500,00	116 155,50	85,72%
611	INFORMATIQUE - Prestations assistance et expertise et prestations support	1 792 500,00	1 714 600,00	1 671 838,13	97,51%
611	RESSOURCES HUMAINES - aide aux recrutements	40 000,00	51 000,00	50 871,60	99,75%
611	MARCHES - AMO	12 000,00	10 000,00	8 864,21	88,64%
611	COMMUNICATION	10 000,00	24 000,00	21 992,87	91,64%
611	SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL	5 000,00	6 600,00	6 539,20	99,08%
611	DIVERS	100 000,00	140 000,00	117 080,00	83,63%
<b>613</b>	<b>Locations</b>	<b>440 000,00</b>	<b>454 500,00</b>	<b>414 966,81</b>	<b>91,30%</b>
6132	Locations immobilières	222 000,00	211 500,00	182 369,17	86,23%
6135	Locations mobilières	218 000,00	243 000,00	232 597,64	95,72%
<b>614</b>	<b>Charges locatives et de copropriété</b>	<b>20 000,00</b>	<b>36 000,00</b>	<b>32 230,97</b>	<b>89,53%</b>
<b>615</b>	<b>Entretien et réparations</b>	<b>6 069 000,00</b>	<b>6 693 100,00</b>	<b>6 470 328,28</b>	<b>96,67%</b>
<b>6152</b>	<b>Entretien et réparations sur biens immobiliers</b>	<b>556 500,00</b>	<b>667 700,00</b>	<b>595 467,49</b>	<b>89,18%</b>
61521	Entretien de terrains	98 000,00	143 000,00	142 987,51	99,99%
615221	Entretien de bâtiments	400 000,00	475 000,00	405 551,92	85,38%

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - compte administratif 2022

Article	Libellé article	BP 2022	Total crédits 2022 (y compris TC/VC)	Réalisé 2022	% Réalisé
615221	Contrôles techniques bâtiments	55 000,00	40 500,00	37 796,64	93,33%
615221	Réparations vidéo-protection, stations de carburants	3 500,00	5 500,00	5 462,70	99,32%
615231	Voiries		3 700,00	3 668,72	99,15%
<b>6155</b>	<b>Entretien et réparations sur biens mobiliers</b>	<b>2 075 000,00</b>	<b>2 530 200,00</b>	<b>2 424 815,30</b>	<b>95,83%</b>
61551	Sous-traitance entretien et réparation matériel roulant - MMVD	1 500 000,00	1 940 600,00	1 901 929,23	98,01%
61551	Contrôles techniques sur véhicules	92 000,00	100 500,00	84 019,52	83,60%
61558	BATIMENTS - Entretien et réparation matériel pour bâtiments	5 000,00	5 000,00	3 639,96	72,80%
61558	LOGISTIQUE - Contrôle technique sur matériel	401 000,00	363 800,00	318 068,08	87,43%
61558	INFORMATIQUE - Entretien et réparation matériel radio	57 000,00	109 300,00	106 314,03	97,27%
61558	SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL - Entretien et réparation matériel médical	20 000,00	11 000,00	10 844,48	98,59%
<b>6156</b>	<b>Maintenance</b>	<b>3 437 500,00</b>	<b>3 495 200,00</b>	<b>3 450 045,49</b>	<b>98,71%</b>
6156	BATIMENTS	402 000,00	463 500,00	448 761,64	96,82%
6156	LOGISTIQUE	96 000,00	112 300,00	112 266,83	99,97%
6156	INFORMATIQUE	2 866 500,00	2 852 400,00	2 837 443,86	99,48%
6156	FORMATION	35 000,00	35 000,00	20 786,56	59,39%
6156	SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL	38 000,00	32 000,00	30 786,60	96,21%
<b>616</b>	<b>Primes d'assurances</b>	<b>750 000,00</b>	<b>780 000,00</b>	<b>777 446,48</b>	<b>99,67%</b>
6161	Primes d'assurances - multirisques	750 000,00	780 000,00	777 446,48	99,67%
<b>617</b>	<b>Etudes et recherches</b>	<b>72 500,00</b>	<b>86 800,00</b>	<b>46 360,67</b>	<b>53,41%</b>
<b>618</b>	<b>Divers</b>	<b>1 054 000,00</b>	<b>1 127 500,00</b>	<b>964 162,22</b>	<b>85,51%</b>
<b>6182</b>	<b>Documentation générale et technique</b>	<b>39 000,00</b>	<b>45 000,00</b>	<b>39 747,04</b>	<b>88,33%</b>
61821	Documentation générale et technique - abonnements	30 000,00	35 500,00	32 995,78	92,95%
61828	Documentation générale et technique	9 000,00	9 500,00	6 751,26	71,07%
<b>6184</b>	<b>Versements à des organismes de formation</b>	<b>895 000,00</b>	<b>962 500,00</b>	<b>814 999,18</b>	<b>84,68%</b>
6184	Versements à des organismes de formation - CFA	75 000,00	110 000,00	78 834,49	71,67%
6184	Versements à des organismes de formation - SPP	470 000,00	471 000,00	380 132,64	80,71%
6184	Versements à des organismes de formation - PATS	80 000,00	82 500,00	77 620,25	94,09%
6184	Versements à des organismes de formation - SPV	270 000,00	299 000,00	278 411,80	93,11%
<b>6188</b>	<b>Autres frais divers</b>	<b>120 000,00</b>	<b>120 000,00</b>	<b>109 416,00</b>	<b>91,18%</b>
<b>62</b>	<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>3 149 500,00</b>	<b>3 446 500,00</b>	<b>3 102 151,12</b>	<b>90,01%</b>
<b>622</b>	<b>Rémunération d'intermédiaires et honoraires</b>	<b>215 000,00</b>	<b>338 700,00</b>	<b>308 709,16</b>	<b>91,15%</b>
6226	Honoraires - protection fonctionnelle.....	200 000,00	328 000,00	302 416,50	92,20%
6227	Frais d'actes et de contentieux	10 000,00	6 000,00	2 016,47	33,61%
6228	Divers - Prestation "chèque déjeuner"	5 000,00	4 700,00	4 276,19	90,98%
<b>623</b>	<b>Publicité, publications, relations publiques</b>	<b>175 000,00</b>	<b>178 500,00</b>	<b>150 409,20</b>	<b>84,26%</b>
6231	Annonces et insertions	30 000,00	30 000,00	28 080,00	93,60%
6232	Fêtes et cérémonies	70 000,00	89 000,00	68 074,27	76,49%
6234	Réceptions	5 000,00	6 000,00	4 586,55	76,44%
6236	Catalogues, imprimés et publications	70 000,00	53 500,00	49 668,38	92,84%
<b>624</b>	<b>Transport de biens et transports collectifs</b>	<b>190 000,00</b>	<b>207 900,00</b>	<b>194 708,32</b>	<b>93,65%</b>
6241	Transports de biens	20 000,00	19 900,00	18 852,54	94,74%
6247	Transports collectifs du personnel	120 000,00	144 000,00	134 279,98	93,25%
6248	Transports divers	50 000,00	44 000,00	41 575,80	94,49%
<b>625</b>	<b>Déplacements et missions</b>	<b>213 000,00</b>	<b>282 300,00</b>	<b>272 721,58</b>	<b>96,61%</b>
6251	Voyages, déplacements et missions	185 000,00	243 000,00	238 564,73	98,17%
6255	Frais de déménagement	5 000,00	16 300,00	16 244,34	99,66%
6258	Divers	23 000,00	23 000,00	17 912,51	77,88%

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - compte administratif 2022

Article	Libellé article	BP 2022	Total crédits 2022 (y compris TC/VC)	Réalisé 2022	% Réalisé
<b>626</b>	<b>Frais postaux et frais de télécommunications</b>	<b>453 000,00</b>	<b>489 500,00</b>	<b>456 963,60</b>	<b>93,35%</b>
6261	Frais d'affranchissement	80 000,00	111 500,00	102 897,65	92,28%
6262	Frais de télécommunications	373 000,00	378 000,00	354 065,95	93,67%
<b>627</b>	<b>Services bancaires et assimilés</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>21,68</b>	<b>21,68%</b>
<b>628</b>	<b>Divers</b>	<b>1 903 400,00</b>	<b>1 949 500,00</b>	<b>1 718 617,58</b>	<b>88,16%</b>
6282	Frais de gardiennage	5 000,00	21 000,00	16 889,22	80,42%
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 304 500,00	1 193 100,00	1 192 438,14	99,94%
6287	Remboursement de frais	583 900,00	725 400,00	500 120,22	68,94%
6288	Autres	10 000,00	10 000,00	9 170,00	91,70%
<b>63</b>	<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>	<b>50 000,00</b>	<b>59 100,00</b>	<b>31 262,53</b>	<b>52,90%</b>
<b>635</b>	<b>Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts)</b>	<b>43 000,00</b>	<b>52 100,00</b>	<b>30 565,53</b>	<b>58,67%</b>
<b>6351</b>	<b>Impôts directs</b>	<b>-</b>	<b>1 000,00</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
63512	Taxes foncières	-	1 000,00	0	0,00%
<b>6355</b>	<b>Taxes et impôts sur les véhicules</b>	<b>43 000,00</b>	<b>51 100,00</b>	<b>30 565,53</b>	<b>59,82%</b>
<b>637</b>	<b>Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes) - REOM</b>	<b>7 000,00</b>	<b>7 000,00</b>	<b>697,00</b>	<b>9,96%</b>
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>112 892 250,00</b>	<b>113 498 250,00</b>	<b>112 306 124,95</b>	<b>98,95%</b>
<b>62</b>	<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>95 000,00</b>	<b>110 000,00</b>	<b>100 355,88</b>	<b>91,23%</b>
<b>621</b>	<b>Personnel extérieur au service</b>	<b>95 000,00</b>	<b>110 000,00</b>	<b>100 355,88</b>	<b>91,23%</b>
6218	Autre personnel extérieur - remboursement personnel ex-COURLY - Métropole	61 000,00	65 000,00	64 938,27	99,91%
6218	Autre personnel extérieur - remboursement personnel convention Département et Métropole, MAD RESCUe	4 000,00	16 100,00	11 087,03	68,86%
6218	Autre personnel extérieur - gratification de stage	20 000,00	20 000,00	15 807,93	79,04%
6218	Autre personnel extérieur - convention avec Chambre d'Agriculture	10 000,00	8 900,00	8 522,65	95,76%
<b>63</b>	<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>	<b>690 000,00</b>	<b>693 000,00</b>	<b>682 949,46</b>	<b>98,55%</b>
<b>633</b>	<b>Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)</b>	<b>690 000,00</b>	<b>693 000,00</b>	<b>682 949,46</b>	<b>98,55%</b>
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	690 000,00	693 000,00	682 949,46	98,55%
<b>64</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>112 107 250,00</b>	<b>112 695 250,00</b>	<b>111 522 819,61</b>	<b>98,96%</b>
<b>641</b>	<b>Rémunérations du personnel</b>	<b>83 535 400,00</b>	<b>84 405 900,00</b>	<b>83 640 941,61</b>	<b>99,09%</b>
<b>6411</b>	<b>Personnel titulaire</b>	<b>72 050 700,00</b>	<b>72 386 200,00</b>	<b>72 086 413,18</b>	<b>99,59%</b>
64111	Rémunération principale	41 060 000,00	41 014 000,00	40 949 562,65	99,84%
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	1 415 000,00	1 368 500,00	1 309 537,07	95,69%
64113	NBI	685 000,00	700 000,00	672 708,42	96,10%
64114	Indemnité inflation		31 000,00	29 400,00	94,84%
64118	Autres indemnités	27 840 000,00	28 216 000,00	28 100 713,41	99,59%
64118	Autres indemnités - formations	1 050 700,00	1 056 700,00	1 024 491,63	96,95%
<b>6413</b>	<b>Personnel non titulaire</b>	<b>611 200,00</b>	<b>1 044 200,00</b>	<b>976 972,89</b>	<b>93,56%</b>
64131	Rémunération principale	460 000,00	760 000,00	720 333,54	94,78%
64131	Rémunérations - Indemnité de résidence	4 600,00	5 600,00	4 995,98	89,21%
64131	Rémunérations - SFT	4 000,00	4 000,00	1 219,93	30,50%
64131	Rémunérations - Autres indemnités	142 600,00	272 600,00	248 923,44	91,31%
64134	Indemnité inflation		2 000,00	1 500,00	75,00%
<b>6414</b>	<b>Personnel rémunéré à la vacation</b>	<b>10 873 500,00</b>	<b>10 973 500,00</b>	<b>10 575 955,54</b>	<b>96,38%</b>
64141	Indemnités versées aux sapeurs-pompiers volontaires	10 823 500,00	10 923 500,00	10 534 085,57	96,44%
64148	Autres vacations - formateurs	50 000,00	50 000,00	41 869,97	83,74%
<b>6417</b>	<b>Rémunération des apprentis</b>	<b>-</b>	<b>2 000,00</b>	<b>1 600,00</b>	<b>80,00%</b>
64172	Indemnité inflation - Apprentis		2 000,00	1 600,00	80,00%

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - compte administratif 2022

Article	Libellé article	BP 2022	Total crédits 2022 (y compris TC/VC)	Réalisé 2022	% Réalisé
<b>645</b>	<b>Charges sociales et de prévoyance</b>	<b>24 529 850,00</b>	<b>24 299 350,00</b>	<b>24 063 034,60</b>	<b>99,03%</b>
6451	Cotisations à l'URSSAF	6 780 000,00	6 600 000,00	6 557 305,76	99,35%
6453	Cotisations aux caisses de retraite	15 878 650,00	15 805 650,00	15 745 418,02	99,62%
6455	Cotisations pour assurance du personnel	360 000,00	360 000,00	340 151,51	94,49%
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux - mutuelle part patronale	516 200,00	520 200,00	489 515,18	94,10%
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux - contribution transport	802 000,00	805 500,00	799 521,95	99,26%
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux - Prestation de fidélisation et de reconnaissance des SPV	120 000,00	135 000,00	131 122,18	97,13%
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux - Compte engagement citoyen	73 000,00	73 000,00	0,00	0,00%
<b>646</b>	<b>Allocation de vétéran</b>	<b>1 220 000,00</b>	<b>1 205 000,00</b>	<b>1 117 866,15</b>	<b>92,77%</b>
<b>647</b>	<b>Autres charges sociales</b>	<b>772 000,00</b>	<b>923 500,00</b>	<b>864 745,46</b>	<b>93,64%</b>
6471	Prestations versées pour le compte du FNAL	228 000,00	229 500,00	207 391,61	90,37%
6472	Prestations familiales directes	38 000,00	38 000,00	25 235,75	66,41%
6472	Prestations familiales directes - prestations enfants	66 000,00	80 000,00	76 746,64	95,93%
6473	Allocations de chômage	165 000,00	305 000,00	303 218,50	99,42%
6475	Médecine du travail - frais médicaux externes	240 000,00	240 000,00	235 152,96	97,98%
6475	Médecine du travail, pharmacie - accident du travail	35 000,00	31 000,00	17 000,00	54,84%
<b>648</b>	<b>Autres charges de personnel</b>	<b>2 050 000,00</b>	<b>1 861 500,00</b>	<b>1 836 231,79</b>	<b>98,64%</b>
6484	Congé pour risque opérationnel	50 000,00	21 500,00	20 351,79	94,66%
6488	Autres charges - valeur nominale "chèque déjeuner", ...	2 000 000,00	1 840 000,00	1 815 880,00	98,69%
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>2 729 500,00</b>	<b>2 782 500,00</b>	<b>2 710 052,81</b>	<b>97,40%</b>
<b>651</b>	<b>Redevances pr concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires</b>	<b>247 500,00</b>	<b>266 500,00</b>	<b>202 265,38</b>	<b>75,90%</b>
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage	247 500,00	266 500,00	202 265,38	75,90%
<b>653</b>	<b>Indemnités et frais de mission et de formation des élus du SDMIS</b>	<b>50 000,00</b>	<b>49 990,00</b>	<b>44 548,62</b>	<b>89,12%</b>
6531	Indemnités des élus	45 000,00	44 990,00	41 553,30	92,36%
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	5 000,00	5 000,00	2 995,32	59,91%
<b>654</b>	<b>Pertes sur créances irrécouvrables</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
6541	Créances admises en non valeur			-	-
6542	Créances éteintes				-
<b>656</b>	<b>Participations (réseau EPARI, contribution à l'INPT, cotisation Rézopôle, Adhésion RESAH)</b>	<b>532 000,00</b>	<b>532 000,00</b>	<b>530 141,20</b>	<b>99,65%</b>
<b>657</b>	<b>Subventions (CASC, ADMJSP, œuvre des pupilles, syndicats...)</b>	<b>1 900 000,00</b>	<b>1 934 000,00</b>	<b>1 933 095,66</b>	<b>99,95%</b>
<b>658</b>	<b>Charges diverses de gestion courante</b>	<b>-</b>	<b>10,00</b>	<b>1,95</b>	<b>19,50%</b>
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>2 523 500,00</b>	<b>2 547 500,00</b>	<b>2 315 351,93</b>	<b>90,89%</b>
<b>661</b>	<b>Charges d'intérêts</b>	<b>2 503 500,00</b>	<b>2 527 500,00</b>	<b>2 310 901,93</b>	<b>91,43%</b>
<b>6611</b>	<b>Intérêts des emprunts et dettes</b>	<b>1 212 500,00</b>	<b>1 236 500,00</b>	<b>1 024 666,14</b>	<b>82,87%</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	967 500,00	967 500,00	967 230,12	99,97%
66112	Intérêts - rattachements des ICNE	245 000,00	269 000,00	57 436,02	21,35%
<b>6615</b>	<b>Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs (ligne de crédit - trésorerie)</b>	<b>1 000,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
<b>6618</b>	<b>Intérêts des autres dettes BEA L1</b>	<b>1 290 000,00</b>	<b>1 290 000,00</b>	<b>1 286 235,79</b>	<b>99,71%</b>
<b>668</b>	<b>Autres charges financières</b>	<b>20 000,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>4 450,00</b>	<b>22,25%</b>
<b>6688</b>	<b>Autres</b>	<b>20 000,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>4 450,00</b>	<b>22,25%</b>
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>34 000,00</b>	<b>209 000,00</b>	<b>188 437,47</b>	<b>90,16%</b>
<b>671</b>	<b>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</b>	<b>9 000,00</b>	<b>28 100,00</b>	<b>25 388,27</b>	<b>90,35%</b>
6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	8 000,00	2 500,00	872,45	34,90%
6712	Amendes fiscales et pénales	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00%
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		24 600,00	24 515,82	99,66%
<b>673</b>	<b>Titres annulés (sur exercices antérieurs)</b>	<b>10 000,00</b>	<b>20 300,00</b>	<b>16 604,14</b>	<b>81,79%</b>
<b>678</b>	<b>Autres charges exceptionnelles</b>	<b>15 000,00</b>	<b>160 600,00</b>	<b>146 445,06</b>	<b>91,19%</b>

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - compte administratif 2022

Article	Libellé article	BP 2022	Total crédits 2022 (y compris TC/VC)	Réalisé 2022	% Réalisé
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS	-	715 000,00	715 000,00	100,00%
681	Dotations aux provisions - Charges de fonctionnement	-	715 000,00	715 000,00	100,00%
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement	-	700 000,00	700 000,00	100,00%
6817	Provision pour dépréciation des actifs circulants		15 000,00	15 000,00	100,00%
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	14 200 000,00	14 285 000,00	14 727 183,65	103,10%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	443 618,42	
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	-	-	273 929,32	
676	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement	-	-	169 689,10	
6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement	-	-	169 689,10	
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	14 200 000,00	14 285 000,00	14 283 565,23	99,99%
681	Dotations aux amortissements - Charges de fonctionnement	14 200 000,00	14 285 000,00	14 283 565,23	99,99%
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	14 200 000,00	14 285 000,00	14 283 565,23	99,99%
022	DEPENSES IMPREVUES		-	-	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	4 893 128,21	4 193 128,21	-	0,00%
	<b>TOTAL</b>	<b>165 604 878,21</b>	<b>168 499 878,21</b>	<b>161 617 411,43</b>	<b>95,92%</b>

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - Compte administratif 2022

Article	Libellé article	BP 2022	Total des crédits 2022	Réalisé 2022
<b>013</b>	<b>ATTENUATION DE CHARGES</b>	<b>1 025 000,00</b>	<b>1 025 000,00</b>	<b>1 181 480,00</b>
6096	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats d'approvisionnements non stockés (chèques restaurant retournés)		-	52 071,00
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel - < 2018 = services civiques		-	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel - maintenance mutualisée	675 000,00	675 000,00	747 350,78
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel - autres	250 000,00	250 000,00	255 283,02
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel - indemnités d'assurances	100 000,00	100 000,00	94 275,20
6459	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance		-	32 500,00
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>	<b>2 960 000,00</b>	<b>3 440 000,00</b>	<b>3 561 390,34</b>
<b>706</b>	<b>Prestations de services</b>	<b>1 675 000,00</b>	<b>1 787 000,00</b>	<b>1 789 701,55</b>
7061	Interventions soumises à facturation - services de sécurité	25 000,00	35 000,00	34 205,14
7061	Interventions soumises à facturation - convention interventions par carences	260 000,00	352 000,00	352 284,00
7061	Interventions soumises à facturation - ascenseurs	90 000,00	100 000,00	70 770,00
7061	Interventions soumises à facturation - autoroutes	150 000,00	150 000,00	149 318,89
7061	Interventions soumises à facturation - jurys SSIAP et stages divers	150 000,00	150 000,00	280 401,76
7068	Autres prestations de services - recrutements sur listes d'aptitude	50 000,00	50 000,00	7 761,76
7068	Autres prestations de services - chèques restaurant	950 000,00	950 000,00	894 960,00
<b>708</b>	<b>Autres produits</b>	<b>1 285 000,00</b>	<b>1 653 000,00</b>	<b>1 771 688,79</b>
70848	Mise à disposition du personnel aux autres organismes	590 000,00	768 000,00	885 741,32
70878	Remboursements de frais par des tiers - jugements	15 000,00	55 000,00	35 519,10
70878	Remboursements de frais par des tiers - charges et fluides des locaux mis à disposition	80 000,00	80 000,00	87 085,54
70878	Remboursements de frais par des tiers	200 000,00	350 000,00	385 195,38
70878	Remboursements de frais par des tiers - concours et examens professionnels	400 000,00	400 000,00	378 147,45
<b>74</b>	<b>CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>151 115 422,00</b>	<b>152 455 422,00</b>	<b>152 430 165,59</b>
<b>744</b>	<b>FCTVA</b>	<b>43 000,00</b>	<b>43 000,00</b>	<b>36 559,55</b>
<b>747</b>	<b>Contributions et participations</b>	<b>151 007 422,00</b>	<b>152 333 422,00</b>	<b>152 354 993,95</b>
74718	Autres - colonnes de renfort	50 000,00	161 000,00	35 665,00
74718	Autres - Remboursement Etat vaccination	1 100 000,00	2 315 000,00	2 316 088,56
7473	Département du Rhône	22 223 889,00	22 223 889,00	22 223 889,00
7474	Communes	5 425 154,00	5 425 154,00	5 425 154,00
7475	Métropole de Lyon	119 885 937,00	119 885 937,00	119 885 937,00
7475	EPCI	2 322 442,00	2 322 442,00	2 322 442,00
7477	Fonds européens		-	32 383,29
7478	Autres organismes		-	113 435,10
<b>748</b>	<b>Autres participations - interventions hors département</b>	<b>65 000,00</b>	<b>79 000,00</b>	<b>38 612,09</b>
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>900 000,00</b>	<b>1 260 000,00</b>	<b>1 260 001,65</b>
<b>758</b>	<b>Produits divers de gestion courante</b>	<b>900 000,00</b>	<b>1 260 000,00</b>	<b>1 260 001,65</b>
758	Produits divers de gestion courante - maintenance mutualisée Métropole et Département	900 000,00	1 260 000,00	1 260 000,15
758	Produits divers de gestion courante - arrondi prélèvement à la source (PAS)			1,50
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>70 000,00</b>	<b>85 000,00</b>	<b>520 203,65</b>
<b>771</b>	<b>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</b>	<b>15 000,00</b>	<b>17 000,00</b>	<b>34 483,31</b>
7711	Dédits et pénalités perçus	5 000,00	5 000,00	21 960,00
7713	Libéralités reçues	10 000,00	12 000,00	12 415,37
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur		-	
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		-	107,94
<b>773</b>	<b>Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par déchéance quadriennale</b>	<b>5 000,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>4 440,50</b>
<b>775</b>	<b>Produits de cessions d'immobilisations</b>			<b>411 188,54</b>

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - Compte administratif 2022

Article	Libellé article	BP 2022	Total des crédits 2022	Réalisé 2022
778	Autres produits exceptionnels	50 000,00	63 000,00	70 091,30
7788	Autres produits exceptionnels - remboursement des dommages causés par des tiers au matériel	50 000,00	63 000,00	70 091,30
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	-	700 000,00	700 000,00
781	Reprises sur amortissements et provisions	-	700 000,00	700 000,00
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant		700 000,00	700 000,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	2 323 500,00	2 323 500,00	2 342 279,36
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 323 500,00	2 323 500,00	2 342 279,36
776	Différence sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat	1 500 000,00	1 500 000,00	1 519 456,88
7761	Produits exceptionnels différences sur réalisations (- values)			32 429,88
7768	Neutralisation des amortissements	1 500 000,00	1 500 000,00	1 487 027,00
777	Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	823 500,00	823 500,00	822 822,48
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	-	-	-
7811	Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles		-	-
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	7 210 956,21	7 210 956,21	-
	<b>TOTAL</b>	<b>165 604 878,21</b>	<b>168 499 878,21</b>	<b>161 995 520,59</b>



ARRETE - SIGNATURES

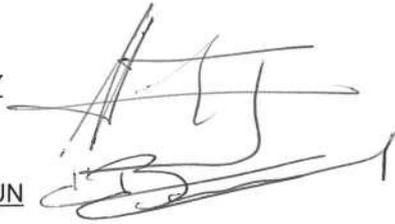
Présenté par la présidente du conseil d'administration du SDMIS  
A Lyon, le 30 juin 2023

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 

Délibéré par le conseil d'administration du SDMIS  
A Lyon, le 30 juin 2023

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bertrand ARTIGNY



Claude GOY



Jean-Jacques BRUN



Christophe GUILLOTEAU



Corinne CARDONA



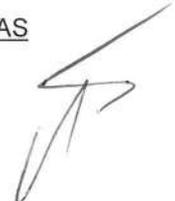
Zémorda KHELIFI



Pascal CHARMOT



Jean-Charles KOHLHAAS



Christiane CHARNAY

Pierre MARMONIER



Mohamed CHIHI

Claire PEIGNÉ

Blandine COLLIN



Renaud PFEFFER



Guy CORAZZOL

Alexandre PORTIER



Gilbert-Luc DEVINAZ



Véronique SARSELLI



Gilles GASCON

Patrice VERCHÈRE

Christophe GEOURJON

Sonia ZDOROVITZOFF





**SDMIS**  
**SAPEURS-POMPIERS**

**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/23 – 06/12**

OBJET **Budget annexe énergies renouvelables – compte administratif pour l'exercice 2022**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Lors de sa séance du 2 juin 2023, le conseil d'exploitation de la régie « Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours » a émis un avis favorable sur le compte administratif du budget annexe énergies renouvelables pour l'exercice 2022, soumis aujourd'hui à votre approbation.

Pour l'ensemble de l'exercice 2022, les dépenses et les recettes autorisées lors du budget primitif ont atteint un montant équilibré en dépenses et en recettes de :

- 246 775,00 € Pour la section d'investissement
- 15 000,00 € Pour la section de fonctionnement

Soit un montant global de 261 775 €.

S'agissant des dépenses, les mouvements effectivement constatés font apparaître une réalisation de :

- 98 980,99 € Pour la section d'investissement
- 5 235,45 € Pour la section de fonctionnement

Soit un total de 104 216,44 € de dépenses cumulées sur les deux sections.

S'agissant des recettes, les mouvements constatés sont de :

- 201 901,00 € Pour la section d'investissement
- 3 899,40 € Pour la section de fonctionnement

Soit un total de 205 800,40 € de recettes cumulées sur les deux sections.

Le résultat propre de l'exercice 2022 s'élève donc à :

- 102 920,01 € en section d'investissement
- - 1 336,05 € en section de fonctionnement

Soit un résultat propre de l'exercice de 101 583,96 €.

Le résultat de clôture s'élève à :

- 124 895,46 € en section d'investissement
- - 1 577,80 € en section de fonctionnement

Soit un résultat de clôture de 123 317,66 €.

**1- LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT**

Les dépenses mandatées s'élèvent à 98 980,99 €, réparties entre les travaux d'installations de panneaux photovoltaïques sur les toits des casernes de Villié-Morgon, Quincieux et Saint Vincent de Reins, à hauteur de 95 980,99 € et le remboursement du capital des emprunts en cours pour 3 000 €.

## **2- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Les recettes titrées s'élèvent à 201 901 € et sont composées par les emprunts mobilisés auprès de la Banque postale (100 000 €) et de la Caisse des dépôts et consignations (100 000 €), afin de financer les travaux d'installations de panneaux évoqués ci-avant.

Ces recettes sont complétées par le montant des amortissements des panneaux photovoltaïques déjà installés.

## **3- LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Les dépenses mandatées s'élèvent à 5 235,45 €.

Elles comprennent d'une part les dépenses nécessaires au fonctionnement des panneaux photovoltaïques et les charges financières et d'autre part les dotations aux amortissements – l'ensemble de ces dépenses étant détaillé dans l'annexe n°1 jointe au présent rapport.

## **4- LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Les recettes titrées s'élèvent à 3 899,40 € et correspondent à la vente de l'électricité produite par les panneaux photovoltaïques installés sur le toit de la caserne des Auberges.

Pour rappel, les recettes issues de la vente d'électricité sont perçues une fois par an, dans le dernier quart de l'année suivant l'année de production.

Compte tenu de ces éléments, je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir approuver le compte administratif 2022 de la régie « Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours ». »

### **DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente





## SERVICE DEPARTEMENTAL - METROPOLITAIN D'INCENDIE ET DE SECOURS

BUDGET ANNEXE ENERGIES RENOUVELABLES  
COMPTE ADMINISTRATIF

## EXERCICE 2022

## RECAPITULATION

		DEPENSES		RECETTES		
		Crédits ouverts	Réalisé	Crédits ouverts	Réalisé	
INVESTISSEMENT	Mouvements réels	224 975,45	98 980,99	221 975,45	200 000,00	
	Mouvements d'ordre	0,00	0,00	3 000,00	1 901,00	Résultat
		224 975,45	98 980,99	224 975,45	201 901,00	102 920,01
		DEPENSES		RECETTES		
		Crédits ouverts	Réalisé	Crédits ouverts	Réalisé	
FONCTIONNEMENT	Mouvements réels	5 491,75	3 334,45	8 491,75	3 899,40	
	Mouvements d'ordre	3 000,00	1 901,00	0,00	0,00	Résultat
		8 491,75	5 235,45	8 491,75	3 899,40	-1 336,05
		DEPENSES		RECETTES		
		Crédits ouverts	Réalisé	Crédits ouverts	Réalisé	Résultat
TOTAL DES 2 SECTIONS		233 467,20	104 216,44	233 467,20	205 800,40	101 583,96

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Article	Libellé article	Total des crédits 2022	Réalisé 2022
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	3 000,00	3 000,00
164	Emprunts auprès des établissements financiers	3 000,00	3 000,00
1641	Emprunts en euros	3 000,00	3 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	197 975,45	75 988,58
215	Installations, matériel et outillage technique	197 975,45	75 988,58
2153	Installations à caractère spécifique	197 975,45	75 988,58
2153	Opérations Villié Morgon, Saint Vincent de Reins, Quincieux	197 975,45	75 988,58
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	24 000,00	19 992,41
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	24 000,00	19 992,41
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	24 000,00	19 992,41
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (O/O)		
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		
020	DEPENSES IMPREVUES		
<b>TOTAL</b>		<b>224 975,45</b>	<b>98 980,99</b>

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Article	Libellé article	Total crédits 2022	Réalisé 2022
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	200 000,00	200 000,00
164	Emprunts auprès des établissements financiers	200 000,00	200 000,00
1641	Emprunts en euros	200 000,00	200 000,00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 000,00	1 901,00
28	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	3 000,00	1 901,00
281	Amortissement des immobilisations corporelles	3 000,00	1 901,00
28153	Installations à caractère spécifique	3 000,00	1 901,00
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	21 975,45	
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		
<b>TOTAL</b>		<b>224 975,45</b>	<b>201 901,00</b>

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Article	Libellé article	Total crédits 2022	Réalisé 2022
011	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	3 700,00	1 968,81
61	<b>SERVICES EXTERIEURS</b>	2 850,00	1 162,11
611	<b>Contrats de prestations de services</b>	200,00	33,69
611	Contrats de prestations de services - Location compteur	200,00	33,69
615	<b>Entretien et réparations</b>	1 450,00	-
61528	Entretiens et réparations	950,00	
6156	Maintenance (et télé suivi)	500,00	
616	<b>Primes d'assurances</b>	1 200,00	1 128,42
6161	Primes d'assurances - multirisques - RC	1 200,00	1 128,42
62	<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	850,00	806,70
627	<b>SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES</b>	850,00	806,70
627	Services bancaires et assimilés	850,00	806,70
65	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	50,00	-
658	<b>Charges diverses de gestion courante</b>	50,00	-
658	Charges diverses de gestion courante	50,00	
66	<b>CHARGES FINANCIERES</b>	900,00	892,13
661	<b>Charges d'intérêts</b>	800,00	792,13
6611	<b>Intérêts des emprunts et dettes</b>	800,00	792,13
66111	Intérêts réglés à l'échéance	420,00	412,13
66112	Intérêts - rattachements des ICNE	380,00	380,00
668	<b>Autres charges financières</b>	100,00	100,00
6688	Commission d'engagement emprunt	100,00	100,00
67	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	600,00	473,51
671	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION</b>	600,00	473,51
6711	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES</b>	600,00	473,51
6711	Intérêts moratoires	600,00	473,51
042	<b>OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS</b>	3 000,00	1 901,00
68	<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS</b>	3 000,00	1 901,00
681	<b>Dotations aux amortissements - Charges de fonctionnement</b>	3 000,00	1 901,00
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	3 000,00	1 901,00
022	<b>DEPENSES IMPREVUES</b>		
023	<b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		
002	<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE</b>	241,75	
<b>TOTAL</b>		<b>8 491,75</b>	<b>5 235,45</b>

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Article	Libellé article	Total crédits 2022	Réalisé 2022
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	8 441,75	3 899,08
707	Vente de marchandises - vente électricité	8 441,75	3 899,08
75	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	50,00	0,32
758	Produits divers de gestion courante	50,00	0,32
7588	Autres produits de gestion courante	50,00	0,32
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		
<b>TOTAL</b>		<b>8 491,75</b>	<b>3 899,40</b>



ARRETE - SIGNATURES

Présenté par la présidente du conseil d'administration du SDMIS  
A Lyon, le 30 juin 2023

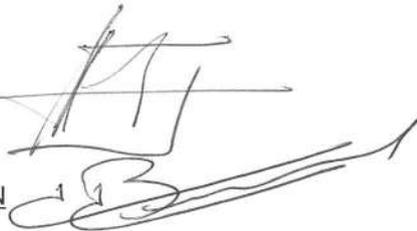
## LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Délibéré par le conseil d'administration du SDMIS  
A Lyon, le 30 juin 2023



## LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bertrand ARTIGNY



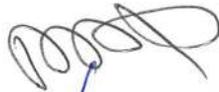
Claude GOY



Jean-Jacques BRUN

Christophe GUILLOTEAU

Corinne CARDONA



Zémorda KHELIFI



Pascal CHARMOT



Jean-Charles KOHLHAAS

Christiane CHARNAY

Pierre MARMONIER



Mohamed CHIH

Claire PEIGNÉ

Blandine COLLIN



Renaud PFEFFER



Guy CORAZZOL

Alexandre PORTIER



Gilbert-Luc DEVINAZ



Véronique SARSELLI



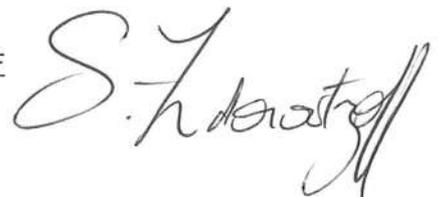
Gilles GASCON



Patrice VERCHÈRE

Christophe GEOURJON

Sonia ZDOROVITZOFF





**SDMIS**  
**SAPEURS-POMPIERS**

**DELIBERATION**  
**DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/23 – 06/13**

OBJET **Budget principal du SDMIS – Reprise et affectation du résultat comptable définitif de l'exercice 2022**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Par délibération D/23-03/03 du conseil d'administration du 17 mars 2023, nous avons approuvé la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2022 au budget primitif 2023 afin de permettre son équilibre, et particulièrement à la section de fonctionnement.

Le compte administratif de l'exercice 2022 et le compte de gestion de madame le payeur départemental du Rhône, comptable de notre établissement public, vous ont été présentés par deux rapports distincts et confirment les résultats qui ont été repris de façon anticipée au budget primitif 2023.

Le résultat propre de l'exercice 2022 fait apparaître un excédent de fonctionnement de 378 109,16 € et un déficit d'investissement de 4 760 515,05 €.

Compte tenu des résultats antérieurs repris, et de la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement, le résultat de clôture est excédentaire de :

- 2 717 836,33 € pour la section d'investissement,
- 7 589 065,37 € pour la section de fonctionnement.

Ces résultats corroborent ce qui a été exposé dans la délibération précédemment citée, à savoir que l'excédent d'investissement cumulé ne permet pas de couvrir l'intégralité des restes à réaliser de l'exercice 2022 qui s'élèvent à 3 882 112,67 €.

Aussi, une partie de l'excédent de la section de fonctionnement doit obligatoirement être affectée au besoin de financement de la section d'investissement comme suit :

- 1 164 276,34 € inscrits à la section d'investissement (compte 1068),
- 6 424 789,03 € maintenus en section de fonctionnement (compte 002).

Je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir arrêter définitivement ces résultats de l'exercice 2022 selon les modalités exposées ci-dessus. »

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente



**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/23 – 06/14**

OBJET **Budget principal du SDMIS – budget supplémentaire pour l'exercice 2023**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :

« Le projet de budget supplémentaire 2023 soumis à délibération de notre conseil d'administration s'équilibre en recettes et en dépenses à 2 463 500,00 € contre 206 886 097,70 € au budget primitif 2023, répartis à raison de :

INVESTISSEMENT						
	DEPENSES			RECETTES		
	BP 2023	BS 2023	Total	BP 2023	BS 2023	Total
Mouvements réels	32 373 112,67	1 999 500,00	34 372 612,67	20 810 212,67	2 000 499,00	22 810 711,67
<i>Mouvements d'ordre</i>	<i>4 573 100,00</i>	<i>1 000,00</i>	<i>4 574 100,00</i>	<i>16 136 000,00</i>	<i>1,00</i>	<i>16 136 001,00</i>
<b>Total</b>	<b>36 946 212,67</b>	<b>2 000 500,00</b>	<b>38 946 712,67</b>	<b>36 946 212,67</b>	<b>2 000 500,00</b>	<b>38 946 712,67</b>
FONCTIONNEMENT						
	DEPENSES			RECETTES		
	BP 2023	BS 2023	Total	BP 2023	BS 2023	Total
Mouvements réels	156 039 885,03	462 999,00	156 502 884,03	167 602 785,03	462 000,00	168 064 785,03
<i>Mouvements d'ordre</i>	<i>13 900 000,00</i>	<i>1,00</i>	<i>13 900 001,00</i>	<i>2 337 100,00</i>	<i>1 000,00</i>	<i>2 338 100,00</i>
<b>Total</b>	<b>169 939 885,03</b>	<b>463 000,00</b>	<b>170 402 885,03</b>	<b>169 939 885,03</b>	<b>463 000,00</b>	<b>170 402 885,03</b>
<b>TOTAL</b>	<b>206 886 097,70</b>	<b>2 463 500,00</b>	<b>209 349 597,70</b>	<b>206 886 097,70</b>	<b>2 463 500,00</b>	<b>209 349 597,70</b>

Le budget supplémentaire a pour principal objet d'ajuster les dépenses et les recettes afin de tenir compte des évolutions intervenues depuis la préparation du budget primitif ; ce dernier, approuvé le 17 mars 2023, intégrait d'ores et déjà la reprise des résultats et des restes à réaliser de l'exercice 2022.

### 1- LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT :

Les crédits ouverts en dépenses d'investissement augmentent de 2 millions d'€, passant de 36,95 millions d'€ au budget primitif à 38,95 millions d'€, soit une augmentation de 5,41%.

En effet, le SDMIS a saisi l'opportunité de bénéficier de subventions dans le cadre de dispositifs d'aide de l'État et a déposé des demandes de subventions dans les trois dispositifs suivants : les pactes capacitaires, le contrat capacitaire interministériel (CCI) et le fonds vert.

Les pactes capacitaires permettront de subventionner à hauteur de 50 % minimum l'acquisition de véhicules dans le cadre de la lutte contre les feux de forêt, et de moyens nautiques pour la couverture du risque aquatique.

Le SDMIS a déposé une demande pour des acquisitions dont le coût est estimé à 3 millions d'€ hors taxe, qui s'étaleront entre 2023 et 2025. Ces dépenses seront partiellement couvertes par une subvention d'a minima 1,5 millions d'€.

Le contrat capacitaire interministériel (CCI) concerne l'acquisition de matériels destinés à la couverture du risque NRBC-e, notamment en perspective des grands événements à venir – Coupe du monde de rugby et jeux olympiques et paralympiques. Concernant ce dispositif, 100 % de dépenses hors taxe seront prises en charge par l'État, soit près de 800 000 €.

Enfin, le fonds vert offre des financements pour la rénovation énergétique des bâtiments ainsi que la prévention des risques d'incendies de forêts et de végétations.

Le SDMIS a déposé deux dossiers, l'un concernant la rénovation de la caserne de Villeurbanne-La Doua, et l'autre la promotion d'une démarche de prévention des risques d'incendies de forêt dans les massifs rhodaniens. Les demandes sont en cours d'instruction, mais les subventions pourraient atteindre 1,3 millions d'€.

Ainsi, les crédits supplémentaires que je vous demande d'approuver permettrait de percevoir entre 3 et 4 millions d'€ de subventions dans les années à venir, étant entendu que chaque nouvelle dépense ne sera engagée qu'après acceptation du dossier de subvention correspondant.

#### a) La gestion patrimoniale et les opérations immobilières nouvelles

Les crédits consacrés au patrimoine immobilier (hors BEA) restent inchangés par rapport au budget primitif, soit 12,33 millions d'€.

Quelques ajustements sont opérés entre chapitres afin de tenir compte de l'avancée des projets immobiliers.

En effet, les crédits de paiement alloués aux opérations immobilières diminuent de 581 000 €, du fait de l'allongement de certains délais d'exécution des travaux, permettant d'augmenter les crédits destinés à la gestion patrimoniale de notre parc immobilier du même montant.

Certaines installations de chauffage pourront ainsi être remplacées par des solutions recourant à des énergies vertes.

<b>Gestion patrimoniale et opérations immobilières nouvelles (en K€)</b>			
	<b>BP 2023</b>	<b>BS 2023</b>	<b>TOTAL</b>
Constructions (AP/CP)	3 125,00	- 498,50	2 626,50
Rénovations (AP/CP)	685,00	- 83,00	602,00
Chantiers programmés	1 768,50	566,50	2 335,00
Acquisitions et frais divers	345,00	15,00	360,00
<b>TOTAL</b>	<b>5 923,50</b>	<b>0,00</b>	<b>5 923,50</b>

### b) Les acquisitions de véhicules

Les prévisions initiales restent inchangées en ce qui concerne l'acquisition de véhicules dans le cadre de la programmation pluriannuelle d'investissement du SDMIS.

Toutefois, des crédits supplémentaires sont inscrits afin de permettre la mise en œuvre du volet « Feux de forêt » du pacte capacitaire.

Pour l'année 2023, 478 500 € sont à prévoir pour le versement d'avances destinées à l'acquisition d'un CCFM (camion-citerne forestier moyen) et de deux VFTTT (véhicule d'intervention tout terrain).

Les véhicules (en K€)			
	BP 2023	BS 2023	TOTAL
Véhicules (AP/CP)	4 200,00	-	4 200,00
Véhicules « Pactes capacitaires »		478,50	478,50
<b>TOTAL</b>	<b>4 200,00</b>	<b>478,50</b>	<b>4 678,50</b>

### c) Les acquisitions de matériels, d'équipements de protection individuelle (EPI) et effets d'habillement, notamment opérationnels

Pour ce qui concerne les acquisitions de matériels, des crédits supplémentaires à hauteur de 971 000 € sont inscrits afin de permettre la mise en œuvre du dispositif « contrat capacitaire interministériel ».

Par ailleurs, afin de respecter le planning de mise en œuvre des dispositions de la loi Matras relatives aux actes de soins d'urgence, une enveloppe supplémentaire de 550 000 € est inscrite pour l'achat de matériels, dont l'acquisition était initialement prévue l'an prochain.

Matériels, EPI et effets d'habillements opérationnels (en K€)				
	BP 2023	Transferts / Virements de crédits	BS 2023	TOTAL
Matériels d'intervention	2 051,00	-167,00	-	1 884,00
EPI et habillements	2 090,00	-	-	2 090,00
Matériels divers	861,00	167,00	-	1 028,00
Matériels « Loi MATRAS »	650,00	-	550,00	1 200,00
Matériels « CCI »		-	971,00	971,00
<b>TOTAL</b>	<b>5 652,00</b>	<b>-</b>	<b>1 521,00</b>	<b>7 173,00</b>

**d) Les opérations d'ordre**

Afin d'enregistrer comptablement l'amortissement des subventions d'équipement reçues, il convient d'augmenter de 1 000 € les crédits destinés aux opérations d'ordre.

S'agissant d'une écriture d'ordre, elle s'équilibre par une recette de même montant en section de fonctionnement.

<b>Dépenses d'investissement (en K€)</b>			
	<b>BP 2023</b>	<b>BS 2023</b>	<b>TOTAL</b>
Gestion patrimoniale et opérations immobilières nouvelles	5 924,00	-	5 924,00
Les systèmes d'information	6 136,00	-	6 136,00
Véhicules (AP/CP)	4 200,00	-	4 200,00
Véhicules « Pactes capacitaires »		478,50	478,50
Matériels, EPI et effets d'habillements opérationnels	5 001,00	-	5 001,00
Matériels « Loi MATRAS »	650,00	550,00	1 200,00
Matériels « CCI »		971,00	971,00
BEA	6 407,00	-	6 407,00
Remboursement capital de la dette	4 054,00	-	4 054,00
Opérations d'ordre et patrimoniales	4 574,00	1,00	4 575,00
<b>TOTAL</b>	<b>36 946,00</b>	<b>2 000,50</b>	<b>38 946,50</b>

**2- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT :**

Les recettes devant couvrir les nouvelles dépenses d'investissement, et dans l'attente de la confirmation des subventions demandées, l'équilibre prévisionnelle du budget supplémentaire sera principalement assuré par la hausse du montant de l'emprunt prévisionnel.

**a) FCTVA**

L'automatisation de la gestion du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour les dépenses exécutées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021<sup>1</sup> a conduit à la modification de l'assiette des dépenses d'investissement éligibles.

Ainsi, le compte 2051 « concessions et droits similaires » a été supprimé de l'assiette d'éligibilité.

Cela a pour conséquence une diminution de 445 000 € du FCTVA par rapport aux prévisions inscrites au budget primitif 2023.

<sup>1</sup> Automatisation prévue par la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

### b) Pactes capacitaires / CCI

A ce jour, le SDMIS est assuré de percevoir des avances pour les dispositifs « CCI » et « Pactes capacitaires – volet feux de forêt », pour un montant estimé à près de 314 000 €.

Le solde de ces subventions sera versé au fil de l'exécution des dépenses, qui s'étalent sur plusieurs exercices, sur présentation des factures acquittées.

### c) L'emprunt

Après prise en compte des éléments précités, l'emprunt nécessaire à l'équilibre de la section d'investissement s'élève désormais à près de 15,93 millions d'€ contre 13,80 millions d'€ au budget primitif, soit une augmentation de 2,13 millions d'€.

<b>Recettes d'investissement (en K€)</b>			
	<b>BP 2023</b>	<b>BS 2023</b>	<b>TOTAL</b>
Fonds de compensation pour la TVA	2 850,00	-445,00	2 405,00
Participations des communes et autres entités aux opérations immobilières et d'équipements	281,00	-	281,00
Avance de subvention « CCI »		242,50	242,50
Avance de subvention « Pacte capacitaire »		72,00	72,00
Emprunt prévisionnel	13 797,00	2 131,00	15 928,00
Amortissements des immobilisations	13 900,00	-	13 900,00
Excédent d'investissement reporté	2 718,00	-	2 718,00
Excédent de fonctionnement capitalisé	1 164,00	-	1 164,00
Opérations patrimoniales	2 236,00	-	2 236,00
Virement de la section de fonctionnement	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>36 946,00</b>	<b>2 000,50</b>	<b>38 946,50</b>

### **3- DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :**

Les crédits ouverts en dépenses de fonctionnement augmentent de 463 000 €, passant de 169,94 millions d'€ au budget primitif à 170,40 millions d'€, soit une hausse maîtrisée de + 0,27 %.

#### a) Les charges à caractère général

Les charges à caractère général augmentent de 748 000 €, passant de 33,72 millions d'€ à 34,46 millions d'€ soit une hausse d'un peu plus de 2 %.

Une diminution de 970 000 € des crédits ouverts pour le gaz et l'électricité est rendue possible notamment grâce aux effets du bouclier tarifaire dont peut bénéficier le SDMIS. Cela permet d'absorber en partie les effets de l'inflation sur les charges à caractère général.

Quelques dépenses nouvelles nécessitent l'ajout de crédits supplémentaires, notamment pour tenir compte des nouvelles dispositions relatives au forfait mobilités durables et du déploiement de mesures dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le SDMIS anticipe également la fin programmée de la gratuité du réseau EPARI dont il bénéficiait jusqu'alors pour l'accès des casernes à la fibre, en concluant dès à présent de nouveaux contrats avec les opérateurs de télécommunication.

<b>Charges à caractère général (en €)</b>			
	<b>BP 2023</b>	<b>BS 2023</b>	<b>TOTAL</b>
<b>TOTAL</b>	<b>33 717 530,00</b>	<b>748 000,00</b>	<b>34 465 530,00</b>

**b) Les charges de personnel et frais assimilés**

Les charges de personnels sont ajustées pour tenir compte de l'état des effectifs connu à ce jour.

En effet, les difficultés de recrutement auxquelles le SDMIS fait face, tout comme l'ensemble des collectivités territoriales, conduisent à des vacances de poste et une diminution de la masse salariale estimée à 1 million d'€.

Les crédits alloués au volontariat, qui avaient été revus à la baisse lors du budget primitif afin de tenir compte des recettes immédiatement disponibles, peuvent être abondés de près de 370 000 €.

Toutefois, cette augmentation pourrait s'avérer insuffisante eu égard à l'activité opérationnelle des sapeurs-pompiers volontaires.

<b>Les charges de personnel (en €)</b>			
	<b>BP 2023</b>	<b>BS 2023</b>	<b>TOTAL</b>
Masse salariale SPP	82 954 800,00	- 750 000,00	82 204 800,00
Masse salariale PATS	20 511 200,00	- 235 000,00	20 276 200,00
Volontariat	10 292 855,00	368 999,00	10 661 854,00
Autres dépenses de personnel	2 844 000,00	-	2 844 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>116 602 855,00</b>	<b>-616 001,00</b>	<b>115 986 854,00</b>

**c) Les autres charges de gestion courante**

Les autres charges de gestion courante augmentent de 50 000 €, passant de 2,79 millions d'€ à 2,84 millions d'€ afin d'ajuster le montant des subventions annuelles versées aux associations.

**d) Les charges exceptionnelles**

Les charges exceptionnelles sont augmentées de 281 000 € afin d'exécuter les protocoles transactionnels conclus au cours du premier semestre 2023 dans la cadre des délibérations DB/23-03-02/02 du 17 mars 2023 et DB/23-06/06 du 2 juin 2023.

**e) Virement à la section d'investissement**

Les dépenses et les recettes s'équilibrant au plus juste, la section de fonctionnement ne permet pas de dégager d'autofinancement et aucun virement à la section d'investissement ne sera réalisé.

<b>Dépenses de fonctionnement (en K€)</b>			
	<b>BP 2023</b>	<b>BS 2023</b>	<b>TOTAL</b>
Charges à caractère général	33 718,00	748,00	34 466,00
Charges de personnel	116 603,00	-616,00	115 987,00
Dépenses diverses	2 900,00	331,00	3 231,00
Dotations aux amortissements	13 900,00	-	13 900,00
Charges financières	2 819,00	-	2 819,00
Virement à la section d'investissement	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>169 940,00</b>	<b>463,00</b>	<b>170 403,00</b>

#### **4- RECETTES DE FONCTIONNEMENT :**

Les crédits ouverts en recettes de fonctionnement augmentent du même montant que les dépenses, soit 463 000 €, passant de 169,94 millions d'€ au budget primitif à 170,40 millions d'€.

##### **a) Interventions, prestations payantes et autres dispositifs conventionnels**

Les recettes liées aux interventions, prestations payantes et autres dispositifs conventionnels augmentent de 308 000 €, principalement pour les interventions par carences, les interventions sur ascenseurs et les colonnes de renfort, et des subventions à percevoir à hauteur de 90 000 €.

##### **b) Les recettes diverses**

La participation du département pour la maintenance de ses véhicules au sein des ateliers mutualisés est augmentée de 260 000 €.

Par ailleurs, la correction d'une écriture budgétaire prévue au budget primitif 2023 nécessite de diminuer les crédits inscrits en produits exceptionnels de 95 000 €.

<b>Recettes de fonctionnement (en K€)</b>			
	<b>BP 2023</b>	<b>BS 2023</b>	<b>TOTAL</b>
Contributions	154 816,00	-	154 816,00
Recettes liées aux ressources humaines	2 950,00	-11,00	2 939,00
Interventions et prestations payantes	2 140,00	308,00	2 448,00
Recettes diverses	1 147,00	165,00	1 312,00
Opérations d'ordre	2 462,00	1,00	2 463,00
Excédent antérieur reporté	6 425,00	-	6 425,00
<b>TOTAL</b>	<b>169 940,00</b>	<b>463,00</b>	<b>170 403,00</b>

Compte tenu de ce qui précède, je vous demande, mesdames, messieurs :

- de bien vouloir adopter le projet de budget supplémentaire de l'exercice 2023,
- de bien vouloir vous prononcer sur les ajustements des montants des crédits de paiement de l'exercice 2023 pour les programmes en cours tels qu'ils vous sont présentés dans le budget supplémentaire. Vous trouverez, joint en annexe, les tableaux récapitulatifs des autorisations de programme et des crédits de paiement concernés. »

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente





## PROJET DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE - EXERCICE 2023

	DEPENSES			RECETTES		
	Mouvements réels	Mouvements d'ordre	Total	Mouvements réels	Mouvements d'ordre	Total
INVESTISSEMENT	1 999 500,00	1 000,00	2 000 500,00	2 000 499,00	1,00	2 000 500,00
FONCTIONNEMENT	462 999,00	1,00	463 000,00	462 000,00	1 000,00	463 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 462 499,00</b>	<b>1 001,00</b>	<b>2 463 500,00</b>	<b>2 462 499,00</b>	<b>1 001,00</b>	<b>2 463 500,00</b>

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Article	Libellé article	Restes à réaliser N-1	Propositions 2023	BP 2023	BS 2023	TC / VC	Total des crédits 2023
16	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>	-	4 054 000,00	4 054 000,00	-	-	4 054 000,00
164	Emprunts auprès des établissements financiers	-	4 054 000,00	4 054 000,00	-	-	4 054 000,00
1641	Emprunts en euros		4 054 000,00	4 054 000,00			4 054 000,00
166	Refinancement de dette	-			-		-
20	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	1 156 772,31	2 630 000,00	3 786 772,31	15 000,00	-	3 801 772,31
203	Frais d'études, de recherche et de développement	44 880,00	65 000,00	109 880,00	15 000,00	-	124 880,00
2031	Frais d'études	44 880,00	35 000,00	79 880,00	15 000,00	-	94 880,00
2033	Frais d'insertion (marchés d'investissement)		30 000,00	30 000,00			30 000,00
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	1 111 892,31	2 565 000,00	3 676 892,31	-	-	3 676 892,31
2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés	1 111 892,31	2 565 000,00	3 676 892,31		-	3 676 892,31
21	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	2 722 991,34	10 672 700,00	13 395 691,34	2 287 500,00	-	15 683 191,34
211	Terrains	69 504,45	10 000,00	79 504,45	-	- 69 504,45	10 000,00
2111	Terrains nus (terrains et frais de notaire)		10 000,00	10 000,00			10 000,00
2115	Terrains bâtis (terrains et frais de notaire)	69 504,45		69 504,45		- 69 504,45	-
213	Constructions	712 287,44	769 000,00	1 481 287,44	636 500,00	89 504,45	2 207 291,89
2131	Bâtiments publics	-	-	-	-	70 704,45	70 704,45
21312	Centres d'incendie et de secours (achat bâtiments modulaires)			-	-	70 704,45	70 704,45
2132	Bâtiments privés	-	-	-	-		-
2135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	712 287,44	769 000,00	1 481 287,44	636 500,00	18 800,00	2 136 587,44
21351	Bâtiments publics - travaux sur sites en pleine propriété	712 287,44	759 000,00	1 471 287,44	636 500,00	- 1 200,00	2 106 587,44
21351	Bâtiments publics - contrôle d'accès		10 000,00	10 000,00		20 000,00	30 000,00
214	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-		-
215	Installations, matériel et outillage techniques	1 425 812,55	8 018 700,00	9 444 512,55	1 731 000,00	-	11 175 512,55
2153	Réseaux divers	98 050,91	460 000,00	558 050,91	-	-	558 050,91
21531	Réseaux de transmission - radio	1 373,45	200 000,00	201 373,45			201 373,45
21531	Réseaux de transmission - travaux sur sites en pleine propriété	27 855,90	70 000,00	97 855,90			97 855,90
21538	Autres réseaux - téléphonie	68 821,56	190 000,00	258 821,56			258 821,56
2156	Matériel d'incendie et de secours	1 203 859,86	6 988 700,00	8 192 559,86	1 721 000,00	-	9 913 559,86
	<i>Total article 21561 - Véhicules d'intervention</i>	<i>115 338,33</i>	<i>3 613 700,00</i>	<i>3 729 038,33</i>	<i>200 000,00</i>	<i>-</i>	<i>3 929 038,33</i>
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours - équipements ponctuels	115 338,33	320 000,00	435 338,33	200 000,00		635 338,33
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2020		174 300,00	174 300,00			174 300,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2021		770 400,00	770 400,00			770 400,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours - Programme 2022		2 349 000,00	2 349 000,00			2 349 000,00
	<i>Total article 21562 - Matériel d'intervention</i>	<i>1 088 521,53</i>	<i>3 375 000,00</i>	<i>4 463 521,53</i>	<i>1 521 000,00</i>	<i>-</i>	<i>5 984 521,53</i>
21562	Matériel d'extinction	293,82	200 000,00	200 293,82			200 293,82
21562	Matériel secours d'urgence aux personnes	33 991,57	210 000,00	243 991,57			243 991,57
21562	Matériel oxygène et air		300 000,00	300 000,00			300 000,00
21562	Matériel spécialités	120 242,43	275 000,00	395 242,43	971 000,00		1 366 242,43
21562	Matériel d'incendie et de secours - EPI	690 460,55	1 400 000,00	2 090 460,55			2 090 460,55
21562	Matériel hors spécialités - tronc commun	86 073,85	825 000,00	911 073,85	550 000,00	-200 000,00	1 261 073,85
21562	Matériel pour service de santé et de secours médical (défibrillateurs...)	157 459,31	165 000,00	322 459,31		200 000,00	522 459,31
2157	<b>Matériel et outillage technique</b>	<b>123 901,78</b>	<b>570 000,00</b>	<b>693 901,78</b>	<b>10 000,00</b>	<b>-</b>	<b>703 901,78</b>
21571	Ateliers	2 172,48	120 000,00	122 172,48			122 172,48
21578	Matériel et outillage - bâtiments	5 708,58	25 000,00	30 708,58	10 000,00		40 708,58
21578	Matériel et outillage - logistique	65 223,63	300 000,00	365 223,63			365 223,63
21578	Matériel et outillage - activités sportives	40 849,09	90 000,00	130 849,09			130 849,09
21578	Matériel et outillage - matériel d'aptitude médicale		25 000,00	25 000,00			25 000,00
21578	Matériel et outillage - matériel de formation médicale	9 948,00	10 000,00	19 948,00			19 948,00
217	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	1 224,89	240 000,00	241 224,89	- 70 000,00	- 21 000,00	150 224,89
2172	Terrains	-	-	-	-	-	-
21728	Immobilisat° reçues au titre d'une mise à disposit° - Terrain - Chamelet			-	-		-
2173	<b>Constructions</b>	<b>1 224,89</b>	<b>230 000,00</b>	<b>231 224,89</b>	<b>- 70 000,00</b>	<b>- 21 000,00</b>	<b>140 224,89</b>
21735	Installations générales, agencements, aménagements des constructions - travaux sur bâtiments mis à disposition	1 224,89	200 000,00	201 224,89	- 70 000,00	- 1 000,00	130 224,89

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Article	Libellé article	Restes à réaliser N-1	Propositions 2023	BP 2023	BS 2023	TC / VC	Total des crédits 2023
21735	Installations générales, agencements, aménagements des constructions - travaux sur bâtiments mis à disposition (contrôle d'accès)		30 000,00	30 000,00		- 20 000,00	10 000,00
<b>2175</b>	<b>Installations, matériel et outillage techniques</b>	-	<b>10 000,00</b>	<b>10 000,00</b>	-	-	<b>10 000,00</b>
217531	Réseaux de transmission - travaux sur bâtiments mis à disposition		10 000,00	10 000,00			10 000,00
<b>218</b>	<b>Autres immobilisations corporelles</b>	<b>514 162,01</b>	<b>1 635 000,00</b>	<b>2 149 162,01</b>	- <b>10 000,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>2 140 162,01</b>
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	82 611,08		82 611,08		1 000,00	83 611,08
2183	Matériel informatique	426 550,47	1 415 000,00	1 841 550,47			1 841 550,47
2184	Matériel de bureau et mobilier	5 000,46	220 000,00	225 000,46	- 10 000,00	-	215 000,46
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>2 349,02</b>	<b>4 727 300,00</b>	<b>4 729 649,02</b>	- <b>303 000,00</b>	-	<b>4 426 649,02</b>
<b>231</b>	<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	<b>2 349,02</b>	<b>3 821 000,00</b>	<b>3 823 349,02</b>	- <b>581 500,00</b>	-	<b>3 241 849,02</b>
<b>2313</b>	<b>Constructions</b>						
	<b>CONSTRUCTIONS</b>	-	<b>3 125 000,00</b>	<b>3 125 000,00</b>	- <b>498 500,00</b>	-	<b>2 626 500,00</b>
23131	Bâtiments publics						
231312	<i>Centres d'incendie et de secours :</i>						
231312	AP 2013 - Blacé /Salles Arbusonnas / Denicé / Montmelas / Cogny / Le Perréon / Vaux-en-Beaujolais		10 000,00	10 000,00			10 000,00
231312	AP 2013 - Beaujeu / Quincé / Marchamp			-			-
231312	AP 2014 - Eveux / L'Arbresle / Sain Bel-Savigny / Sourcieux les Mines / Lentilly		10 000,00	10 000,00	- 2 000,00		8 000,00
231312	AP 2014 - Chazay d'Azergues / Lozanne / Civrieux / Morancé / Charnay-Alix			-			-
231312	AP 2014 - St Symphorien d'Ozon / Sérézin du Rhône		5 000,00	5 000,00	11 000,00		16 000,00
231312	AP 2014 - Ste Colombe			-	5 000,00		5 000,00
231312	AP 2014 - Montrottier			-	5 500,00	800,00	6 300,00
231312	AP 2014 - St Laurent d'Oingt / Bois d'Oingt / St Vérand		10 000,00	10 000,00	- 1 000,00	- 800,00	8 200,00
231312	AP 2015 - Couzon au Mont d'or			-			-
231312	AP 2015 - Bessenay (Extension)		5 000,00	5 000,00		1 000,00	6 000,00
231312	AP 2015 - Emeringes / Juliéna (Extension)		5 000,00	5 000,00	- 2 000,00	- 1 000,00	2 000,00
231312	AP 2021 - Villié-Morgon		50 000,00	50 000,00			50 000,00
231312	AP 2021 - Tarare		2 200 000,00	2 200 000,00			2 200 000,00
231312	AP 2021 - Saint Vincent de Reins		60 000,00	60 000,00	5 000,00		65 000,00
231312	AP 2021 - Belleville en Beaujolais		130 000,00	130 000,00	- 100 000,00		30 000,00
231312	AP 2021 - Millery		70 000,00	70 000,00			70 000,00
231312	AP 2021 - Saint Germain Nuelles / Bully / Sarcey		40 000,00	40 000,00	- 10 000,00		30 000,00
231312	AP 2021 - Ecole de St Priest - Bâtiment de simulation		10 000,00	10 000,00	- 10 000,00		-
231312	AP 2021 - Vaulx-en-Velin		350 000,00	350 000,00	- 310 000,00		40 000,00
231312	AP 2023 - Déploiement panneaux photovoltaïques		170 000,00	170 000,00	- 90 000,00		80 000,00
	<b>RENOVATIONS</b>	-	<b>685 000,00</b>	<b>685 000,00</b>	- <b>83 000,00</b>	-	<b>602 000,00</b>
23135	Installations générales, agencements et aménagements divers						
231351	<i>Bâtiments publics :</i>						
231351	AP 2015 - Genay/Neuville sur Saône (Extension)		5 000,00	5 000,00	- 3 000,00		2 000,00
231351	AP 2021- Quincieux		100 000,00	100 000,00	60 000,00		160 000,00
231351	AP 2021- Fontaines-sur-Saône		60 000,00	60 000,00			60 000,00
231351	AP 2021 - Villeurbanne la Doua		500 000,00	500 000,00	- 120 000,00		380 000,00
231351	AP 2021 - Mions		20 000,00	20 000,00	- 20 000,00		-
231351	Travaux pluriannuels sur bâtiments en pleine propriété	2 349,02	11 000,00	13 349,02			13 349,02
<b>2317</b>	<b>Immobilisat° reçues au titre d'une mise à disposit°</b>	-	-	-	-	-	-
231735	Aménagement des constructions - Grosses réparations programmées sur bâtiments mis à disposition						
<b>238</b>	<b>Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles</b>	-	<b>906 300,00</b>	<b>906 300,00</b>	<b>278 500,00</b>	-	<b>1 184 800,00</b>
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles - Véhicules hors AP		906 300,00	906 300,00	278 500,00		1 184 800,00
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	-	<b>6 407 000,00</b>	<b>6 407 000,00</b>	-	-	<b>6 407 000,00</b>
<b>2764</b>	<b>Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé - investissements réalisés dans le cadre du BEA L2</b>		<b>6 407 000,00</b>	<b>6 407 000,00</b>		-	<b>6 407 000,00</b>

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Article	Libellé article	Restes à réaliser N-1	Propositions 2023	BP 2023	BS 2023	TC / VC	Total des crédits 2023
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	-	2 337 100,00	2 337 100,00	1 000,00	-	2 338 100,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-	837 100,00	837 100,00	1 000,00	-	838 100,00
139	Subventions d'investissement transférées au compte de résultat	-	837 100,00	837 100,00	1 000,00	-	838 100,00
1391	Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables	-	837 100,00	837 100,00	1 000,00	-	838 100,00
13911	Subventions d'investissement - Etat		4 100,00	4 100,00			4 100,00
13913	Subventions d'investissement - Département		694 000,00	694 000,00			694 000,00
13914	Subventions d'investissement - Communes		108 000,00	108 000,00			108 000,00
13918	Subventions d'investissement - Autres		31 000,00	31 000,00	1 000,00		32 000,00
19	DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS	-	1 500 000,00	1 500 000,00	-	-	1 500 000,00
192	Plus ou moins values sur cessions d'immobilisations			-	-		-
198	Neutralisation des amortissements		1 500 000,00	1 500 000,00			1 500 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (O/O)	-	2 236 000,00	2 236 000,00	-	-	2 236 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	200 000,00	200 000,00	-	-	200 000,00
204	Subventions d'équipement versées	-	200 000,00	200 000,00	-	-	200 000,00
2044	Subventions d'équipement en nature	-	200 000,00	200 000,00	-	-	200 000,00
20441	Subventions d'équipement en nature - biens mobiliers, matériel et études		200 000,00	200 000,00			200 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	2 036 000,00	2 036 000,00	-	-	2 036 000,00
213	Constructions	-	36 000,00	36 000,00	-	-	36 000,00
2135	Installations générales, agencements	-	36 000,00	36 000,00	-	-	36 000,00
21351	Bâtiments publics		36 000,00	36 000,00			36 000,00
215	Installations, matériel et outillage techniques	-	2 000 000,00	2 000 000,00	-	-	2 000 000,00
2156	Matériel d'incendie et de secours	-	2 000 000,00	2 000 000,00	-	-	2 000 000,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours		2 000 000,00	2 000 000,00			2 000 000,00
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	-			-		-
020	DEPENSES IMPREVUES	-			-		-
	<b>TOTAL</b>	<b>3 882 112,67</b>	<b>33 064 100,00</b>	<b>36 946 212,67</b>	<b>2 000 500,00</b>	<b>-</b>	<b>38 946 712,67</b>

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Article	Libellé article	BP 2023	BS 2023	Total des crédits 2023
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	4 014 276,34	- 445 000,00	3 569 276,34
1022	Fonds globalisés d'investissement	2 850 000,00	- 445 000,00	2 405 000,00
10222	FCTVA	2 850 000,00	- 445 000,00	2 405 000,00
106	Réserves	1 164 276,34	-	1 164 276,34
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 164 276,34		1 164 276,34
13	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	281 500,00	314 200,00	595 700,00
131	Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables	281 500,00	314 200,00	595 700,00
1311	Etat		314 200,00	314 200,00
1314	Communes	151 500,00		151 500,00
1318	Autres (OMS, CNR...)	130 000,00		130 000,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	13 796 600,00	2 131 299,00	15 927 899,00
164	Emprunts auprès des établissements financiers	13 796 600,00	2 131 299,00	15 927 899,00
1641	Emprunts en euros	13 796 600,00	2 131 299,00	15 927 899,00
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS			-
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	13 900 000,00	1,00	13 900 001,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-	1,00	1,00
139	Subventions d'investissement transférées au compte de résultat	-	1,00	1,00
1393	Fonds affectés à l'équipement	-	1,00	1,00
13931	Subventions d'investissement - FAI		1,00	1,00
28	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	13 900 000,00	-	13 900 000,00
281	Amortissement des immobilisations corporelles	13 900 000,00	-	13 900 000,00
2815	Installations, matériel et outillage techniques	13 900 000,00	-	13 900 000,00
28156	Matériel d'incendie et de secours	13 900 000,00	-	13 900 000,00
281561	Matériel roulant d'incendie et de secours	13 900 000,00		13 900 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	2 236 000,00	-	2 236 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	36 000,00	-	36 000,00
203	Frais d'études, de recherche et de développement	36 000,00	-	36 000,00
2031	Frais d'études	36 000,00		36 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	200 000,00	-	200 000,00
215	Installations, matériel et outillage techniques	200 000,00	-	200 000,00
2156	Matériel d'incendie et de secours	200 000,00	-	200 000,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours - dons	200 000,00		200 000,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 000 000,00	-	2 000 000,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	2 000 000,00		2 000 000,00
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	2 717 836,33		2 717 836,33
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			-
	<b>TOTAL</b>	<b>36 946 212,67</b>	<b>2 000 500,00</b>	<b>38 946 712,67</b>

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Article	Libellé article	BP 2023	BS 2023	TC/VC	Total crédits 2023 (y compris TC/VC)
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	33 717 530,00	748 000,00	-	34 465 530,00
60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	14 335 000,00	- 377 500,00	- 45 000,00	13 912 500,00
604	Achats d'études, prestations de services	1 255 000,00	70 000,00	-	1 325 000,00
6042	Achats de prestations de services	1 255 000,00	70 000,00	-	1 325 000,00
6042	LOGISTIQUE	840 000,00	30 000,00		870 000,00
6042	FORMATION	400 000,00	40 000,00		440 000,00
6042	RESSOURCES HUMAINES	15 000,00			15 000,00
606	Achats non stockés de matières et fournitures	13 080 000,00	- 447 500,00	- 45 000,00	12 587 500,00
6061	Fournitures non stockables	6 220 000,00	- 955 000,00	- 25 000,00	5 240 000,00
60611	Eau	140 000,00	10 000,00		150 000,00
60612	Electricité	3 600 000,00	- 780 000,00		2 820 000,00
60612	Gaz	1 900 000,00	- 190 000,00		1 710 000,00
60613	Chauffage urbain	580 000,00	5 000,00	- 25 000,00	560 000,00
6062	Fournitures non stockées	2 262 000,00	- 36 500,00	- 10 000,00	2 215 500,00
60621	Combustibles gaz propane	160 000,00	- 41 500,00		118 500,00
60622	Carburant	1 859 000,00		- 10 000,00	1 849 000,00
60623	Alimentation - eau, rations ...	63 000,00	5 000,00		68 000,00
60628	Autres fournitures non stockées = matériaux logistique, huiles et lubrifiants	180 000,00			180 000,00
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	4 080 000,00	529 000,00	- 10 000,00	4 599 000,00
60631	Fournitures et produits d'entretien	155 000,00			155 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	3 525 000,00	529 000,00	-10 000,00	4 044 000,00
60636	Habillement (hors tenue de service et d'intervention - TSI et tenues de feu)	400 000,00			400 000,00
6064	Fournitures administratives	120 000,00	-	-	120 000,00
6066	Produits pharmaceutiques	237 000,00	-	-	237 000,00
60661	Médicaments - pharmacie à usage intérieur (PUI) et vétérinaire	144 000,00			144 000,00
60662	Vaccins et sérums	15 000,00			15 000,00
60668	Autres produits pharmaceutiques - hors médicaments	78 000,00			78 000,00
6067	Produits d'intervention	151 000,00	-	-	151 000,00
6068	Autres matières et fournitures	10 000,00	15 000,00	-	25 000,00
61	SERVICES EXTERIEURS	15 896 000,00	865 500,00	81 300,00	16 842 800,00
611	Contrats de prestations de services	7 095 000,00	116 000,00	22 200,00	7 233 200,00
611	Contrats de prestations de services - BEA L3	5 035 000,00	35 000,00	- 35 000,00	5 035 000,00
611	BATIMENTS - AMO	15 000,00	8 000,00	50 000,00	73 000,00
611	LOGISTIQUE - AMO	110 000,00	10 000,00	10 000,00	130 000,00
611	INFORMATIQUE - Prestations assistance et expertise et prestations support	1 688 000,00	40 000,00	- 30 000,00	1 698 000,00
611	RESSOURCES HUMAINES - aide aux recrutements	45 000,00	- 7 000,00		38 000,00
611	MARCHES - AMO	12 000,00		- 7 800,00	4 200,00
611	COMMUNICATION - prestations communication	25 000,00		35 000,00	60 000,00
611	SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL	5 000,00			5 000,00
611	DIVERS	160 000,00	30 000,00		190 000,00
613	Locations	398 000,00	16 900,00	40 000,00	454 900,00
6132	Locations immobilières	192 000,00	-	40 000,00	232 000,00
6135	Locations mobilières	206 000,00	16 900,00	-	222 900,00
614	Charges locatives et de copropriété	30 000,00	8 000,00	-	38 000,00
615	Entretien et réparations	6 320 000,00	679 600,00	2 800,00	7 002 400,00
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers	584 000,00	36 500,00	-	620 500,00
61521	Entretien de terrains	98 000,00	15 000,00		113 000,00
615221	Entretien de bâtiments	425 000,00	40 000,00		465 000,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Article	Libellé article	BP 2023	BS 2023	TC/VC	Total crédits 2023 (y compris TC/VC)
615221	Contrôles techniques bâtiments	55 000,00	- 18 500,00		36 500,00
615221	Réparations vidéo-protection, stations de carburants	6 000,00			6 000,00
<b>6155</b>	<b>Entretien et réparations sur biens mobiliers</b>	<b>2 218 500,00</b>	<b>475 800,00</b>	<b>-</b>	<b>2 694 300,00</b>
61551	Sous-traitance entretien et réparation matériel roulant - MMVD	1 600 000,00	381 100,00		1 981 100,00
61551	Contrôles techniques sur véhicules	122 000,00	26 000,00		148 000,00
61558	BATIMENTS - Entretien et réparation matériel pour bâtiments	5 000,00			5 000,00
61558	LOGISTIQUE - Contrôle technique sur matériel	389 000,00	33 700,00		422 700,00
61558	INFORMATIQUE - Entretien et réparation matériel radio	82 500,00	35 000,00		117 500,00
61558	SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL - Entretien et réparation matériel médical	20 000,00			20 000,00
<b>6156</b>	<b>Maintenance</b>	<b>3 517 500,00</b>	<b>167 300,00</b>	<b>2 800,00</b>	<b>3 687 600,00</b>
6156	BATIMENTS	420 000,00	60 000,00		480 000,00
6156	LOGISTIQUE	96 000,00	12 300,00	2 800,00	111 100,00
6156	INFORMATIQUE	2 933 500,00	95 000,00	0,00	3 028 500,00
6156	FORMATION	30 000,00			30 000,00
6156	SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL	38 000,00			38 000,00
<b>616</b>	<b>Primes d'assurances</b>	<b>815 000,00</b>	<b>25 000,00</b>	<b>16 300,00</b>	<b>856 300,00</b>
<b>6161</b>	<b>Primes d'assurances - multirisques</b>	<b>815 000,00</b>	<b>25 000,00</b>	<b>16 300,00</b>	<b>856 300,00</b>
<b>6162</b>	<b>Assurance obligatoire dommage - construction</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
617	Etudes et recherches	88 000,00	10 000,00	-	98 000,00
618	Divers	1 150 000,00	10 000,00	-	1 160 000,00
<b>6182</b>	<b>Documentation générale et technique</b>	<b>45 000,00</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>45 000,00</b>
61821	Documentation générale et technique - abonnements	36 000,00			36 000,00
61828	Documentation générale et technique	9 000,00			9 000,00
<b>6184</b>	<b>Versements à des organismes de formation</b>	<b>985 000,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>-</b>	<b>995 000,00</b>
6184	Versements à des organismes de formation - CFA	115 000,00	- 8 000,00		107 000,00
6184	Versements à des organismes de formation - SPP	470 000,00	18 000,00		488 000,00
6184	Versements à des organismes de formation - PATS	100 000,00			100 000,00
6184	Versements à des organismes de formation - SPV	300 000,00			300 000,00
<b>6188</b>	<b>Autres frais divers</b>	<b>120 000,00</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>120 000,00</b>
<b>62</b>	<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>3 429 530,00</b>	<b>260 000,00</b>	<b>- 33 500,00</b>	<b>3 656 030,00</b>
<b>622</b>	<b>Rémunération d'intermédiaires et honoraires</b>	<b>216 000,00</b>	<b>25 000,00</b>	<b>- 29 400,00</b>	<b>211 600,00</b>
6226	Honoraires	200 000,00	25 000,00	- 29 400,00	195 600,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	10 000,00			10 000,00
6228	Divers - Prestation "chèque déjeuner"	6 000,00			6 000,00
<b>623</b>	<b>Publicité, publications, relations publiques</b>	<b>190 000,00</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>190 000,00</b>
6231	Annonces et insertions	30 000,00			30 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	90 000,00			90 000,00
6234	Réceptions	10 000,00			10 000,00
6236	Catalogues, imprimés et publications	60 000,00			60 000,00
<b>624</b>	<b>Transport de biens et transports collectifs</b>	<b>218 000,00</b>	<b>55 000,00</b>	<b>-</b>	<b>273 000,00</b>
6241	Transports de biens	18 000,00	5 000,00		23 000,00
6247	Transports collectifs du personnel	150 000,00	50 000,00		200 000,00
6248	Transports divers	50 000,00			50 000,00
<b>625</b>	<b>Déplacements et missions</b>	<b>229 500,00</b>	<b>30 000,00</b>	<b>-</b>	<b>259 500,00</b>
6251	Voyages, déplacements et missions	201 500,00	30 000,00		231 500,00
6255	Frais de déménagement	5 000,00			5 000,00
6258	Divers	23 000,00			23 000,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Article	Libellé article	BP 2023	BS 2023	TC/VC	Total crédits 2023 (y compris TC/VC)
<b>626</b>	<b>Frais postaux et frais de télécommunications</b>	<b>486 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	-	<b>536 000,00</b>
6261	Frais d'affranchissement	100 000,00			100 000,00
6262	Frais de télécommunications	386 000,00	50 000,00		436 000,00
<b>627</b>	<b>Services bancaires et assimilés</b>	<b>100,00</b>	-	-	<b>100,00</b>
<b>628</b>	<b>Divers</b>	<b>2 089 930,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>- 4 100,00</b>	<b>2 185 830,00</b>
6282	Frais de gardiennage	20 000,00		-	20 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 200 000,00	85 000,00		1 285 000,00
6287	Remboursement de frais	859 930,00	15 000,00	- 14 100,00	860 830,00
6288	Autres	10 000,00		10 000,00	20 000,00
<b>63</b>	<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>	<b>57 000,00</b>	-	<b>- 2 800,00</b>	<b>54 200,00</b>
<b>635</b>	<b>Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts)</b>	<b>50 000,00</b>	-	<b>- 2 800,00</b>	<b>47 200,00</b>
<b>6351</b>	<b>Impôts directs</b>	<b>12 000,00</b>	-	-	<b>12 000,00</b>
63512	Taxes foncières	12 000,00			12 000,00
<b>6355</b>	<b>Taxes et impôts sur les véhicules</b>	<b>38 000,00</b>	-	<b>- 2 800,00</b>	<b>35 200,00</b>
<b>637</b>	<b>Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes) - REOM</b>	<b>7 000,00</b>	-	-	<b>7 000,00</b>
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>116 602 855,03</b>	<b>- 616 001,00</b>	-	<b>115 986 854,03</b>
<b>62</b>	<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>99 000,00</b>	<b>15 000,00</b>	-	<b>114 000,00</b>
<b>621</b>	<b>Personnel extérieur au service</b>	<b>99 000,00</b>	<b>15 000,00</b>	-	<b>114 000,00</b>
6218	Autre personnel extérieur - remboursement personnel ex-COURLY - Métropole	54 000,00			54 000,00
6218	Autre personnel extérieur - remboursement personnel convention Département et Métropole MAD RESCUE	15 000,00			15 000,00
6218	Autre personnel extérieur - concours				-
6218	Autre personnel extérieur - gratification de stage	20 000,00	15 000,00		35 000,00
6218	Autre personnel extérieur - convention avec Chambre d'Agriculture	10 000,00			10 000,00
<b>63</b>	<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>	<b>701 000,00</b>	-	-	<b>701 000,00</b>
<b>633</b>	<b>Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)</b>	<b>701 000,00</b>	-	-	<b>701 000,00</b>
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	701 000,00			701 000,00
<b>64</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>115 802 855,03</b>	<b>- 631 001,00</b>	-	<b>115 171 854,03</b>
<b>641</b>	<b>Rémunérations du personnel</b>	<b>85 947 155,03</b>	<b>- 381 001,00</b>	-	<b>85 566 154,03</b>
<b>6411</b>	<b>Personnel titulaire</b>	<b>76 346 500,00</b>	<b>- 750 000,00</b>	-	<b>75 596 500,00</b>
64111	Rémunération principale	43 505 913,00	- 650 000,00		42 855 913,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	450 000,00			450 000,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	1 030 000,00			1 030 000,00
64113	NBI	752 110,00			752 110,00
64118	Autres indemnités	29 540 777,00	- 100 000,00		29 440 777,00
64118	Autres indemnités - formations	1 067 700,00			1 067 700,00
<b>6413</b>	<b>Personnel non titulaire</b>	<b>774 200,00</b>	-	-	<b>774 200,00</b>
64131	Rémunération principale	619 600,00			619 600,00
64131	Rémunérations - Indemnité de résidence	5 600,00			5 600,00
64131	Rémunérations - SFT	4 000,00			4 000,00
64131	Rémunérations - Autres indemnités	145 000,00			145 000,00
<b>6414</b>	<b>Personnel rémunéré à la vacation</b>	<b>8 826 455,03</b>	<b>368 999,00</b>	-	<b>9 195 454,03</b>
64141	Indemnités versées aux sapeurs-pompiers volontaires	8 776 455,03	368 999,00		9 145 454,03
64148	Autres vacations - formateurs	50 000,00			50 000,00
<b>645</b>	<b>Charges sociales et de prévoyance</b>	<b>25 568 400,00</b>	<b>- 250 000,00</b>	-	<b>25 318 400,00</b>
6451	Cotisations à l'URSSAF	6 895 000,00			6 895 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	16 581 000,00	- 250 000,00		16 331 000,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	400 000,00			400 000,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Article	Libellé article	BP 2023	BS 2023	TC/VC	Total crédits 2023 (y compris TC/VC)
6456	Versement au FNC du SFT	0,00			-
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux - mutuelle part patronale	569 000,00			569 000,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux - contribution transport - SPP	837 000,00			837 000,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux - Prestation de fidélisation et de reconnaissance des SPV	180 400,00			180 400,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux - Compte engagement citoyen	106 000,00			106 000,00
646	Allocation de vétéran	1 220 000,00	-	-	1 220 000,00
647	Autres charges sociales	951 300,00	-	-	951 300,00
6471	Prestations versées pour le compte du FNAL	233 300,00			233 300,00
6472	Prestations familiales directes	38 000,00			38 000,00
6472	Prestations familiales directes - prestations enfants	85 000,00			85 000,00
6473	Allocations de chômage	320 000,00			320 000,00
6475	Médecine du travail - frais médicaux externes, pharmacie, accident du travail	275 000,00			275 000,00
648	Autres charges de personnel	2 116 000,00	-	-	2 116 000,00
6484	Congé pour risque opérationnel	66 000,00			66 000,00
6488	Autres charges - valeur nominale "chèque déjeuner" ...	2 050 000,00			2 050 000,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 789 500,00	50 000,00	-	2 839 500,00
651	Redevances pr concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	282 500,00	-20 000,00	0,00	262 500,00
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage	282 500,00	-20 000,00		262 500,00
653	Indemnités et frais de mission et de formation des élus du SDMIS	50 000,00	-	20,00	49 980,00
6531	Indemnités des élus	45 000,00	-	20,00	44 980,00
6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	5 000,00			5 000,00
656	Participations	535 000,00	0,00	0,00	535 000,00
656	Participations (réseau EPARI, contribution à l'INPT, cotisation Rézopôle, Adhésion RESAH)	535 000,00			535 000,00
657	Subventions (CASC, ADMJSP, œuvre des pupilles, syndicats...)	1 922 000,00	70 000,00	-	1 992 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	-	-	20,00	20,00
66	CHARGES FINANCIERES	2 819 000,00	-	-	2 819 000,00
661	Charges d'intérêts	2 804 000,00	-	-	2 804 000,00
6611	Intérêts des emprunts et dettes	1 513 000,00	-	-	1 513 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 234 000,00			1 234 000,00
66112	Intérêts - rattachements des ICNE	279 000,00		-	279 000,00
6615	Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs (ligne de crédit - trésorerie)	1 000,00	-	-	1 000,00
6618	Intérêts des autres dettes - BEA L1	1 290 000,00	-	-	1 290 000,00
668	Autres charges financières	15 000,00	-	-	15 000,00
6688	Autres	15 000,00	-	-	15 000,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	111 000,00	281 000,00	-	392 000,00
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	9 000,00	-	-	9 000,00
6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	8 000,00			8 000,00
6712	Amendes fiscales et pénales	1 000,00			1 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	87 000,00	91 000,00		178 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	15 000,00	190 000,00	-	205 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	15 000,00	190 000,00		205 000,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Article	Libellé article	BP 2023	BS 2023	TC/VC	Total crédits 2023 (y compris TC/VC)
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	13 900 000,00	1,00	-	13 900 001,00
678	Autres charges exceptionnelles		1,00	-	1,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	13 900 000,00	-	-	13 900 000,00
681	Dotations aux amortissements - Charges de fonctionnement	13 900 000,00	-	-	13 900 000,00
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	13 900 000,00		-	13 900 000,00
022	DEPENSES IMPREVUES			-	-
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-		-	-
<b>TOTAL</b>		<b>169 939 885,03</b>	<b>463 000,00</b>	<b>-</b>	<b>170 402 885,03</b>

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Article	Libellé article	BP 2023	BS 2023	TC/VC 2023	Total des crédits 2023
013	<b>ATTENUATION DE CHARGES</b>	1 130 000,00	-	-	1 130 000,00
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel - maintenance mutualisée	750 000,00	30 000,00		780 000,00
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel - autres	250 000,00			250 000,00
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel - indemnités d'assurances	100 000,00			100 000,00
6459	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance	30 000,00	- 30 000,00		-
70	<b>PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>	3 520 000,00	97 000,00	-	3 617 000,00
706	<b>Prestations de services</b>	1 970 000,00	83 000,00	-	2 053 000,00
7061	Interventions soumises à facturation - services de sécurité	50 000,00			50 000,00
7061	Interventions soumises à facturation - convention interventions par carences	450 000,00	33 000,00		483 000,00
7061	Interventions soumises à facturation - ascenseurs	70 000,00			70 000,00
7061	Interventions soumises à facturation - autoroutes	150 000,00	50 000,00		200 000,00
7061	Interventions soumises à facturation - jurys SSIAP et stages divers	300 000,00			300 000,00
7068	Autres prestations de services - recrutements sur listes d'aptitude	50 000,00			50 000,00
7068	Autres prestations de services - chèques restaurant	900 000,00			900 000,00
708	<b>Autres produits</b>	1 550 000,00	14 000,00	-	1 564 000,00
70848	Mise à disposition du personnel aux autres organismes	920 000,00	- 11 000,00		909 000,00
70878	Remboursements de frais par des tiers - jugements	20 000,00			20 000,00
70878	Remboursements de frais par des tiers - charges et fluides des locaux mis à disposition	100 000,00			100 000,00
70878	Remboursements de frais par des tiers	300 000,00	25 000,00		325 000,00
70878	Remboursements de frais par des tiers - concours et examens professionnels	210 000,00			210 000,00
74	<b>CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	155 352 996,00	200 000,00	-	155 552 996,00
744	<b>FCTVA</b>	37 000,00	40 000,00		77 000,00
747	<b>Contributions et participations</b>	155 275 996,00	160 000,00	-	155 435 996,00
74718	Autres - colonnes de renfort	400 000,00	50 000,00		450 000,00
7473	Département du Rhône	22 959 246,00			22 959 246,00
7474	Communes	5 639 269,00			5 639 269,00
7475	Métropole de Lyon	123 852 796,00			123 852 796,00
7475	EPCI	2 364 685,00			2 364 685,00
7477	Fonds européens	60 000,00	50 000,00		110 000,00
7478	Autres organismes		60 000,00		60 000,00
748	<b>Autres participations - interventions hors département</b>	40 000,00			40 000,00
75	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	1 000 000,00	260 000,00	-	1 260 000,00
758	<b>Produits divers de gestion courante</b>	1 000 000,00	260 000,00	-	1 260 000,00
758	Produits divers de gestion courante - maintenance mutualisée Métropole et Département	1 000 000,00	260 000,00		1 260 000,00
77	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	175 000,00	- 95 000,00	-	80 000,00
771	<b>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</b>	20 000,00	-	-	20 000,00
7711	Dédits et pénalités perçus	20 000,00			20 000,00
773	<b>Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par déchéance quadriennale</b>	5 000,00	- 95 000,00	100 000,00	10 000,00
775	<b>Produits de cessions d'immobilisations</b>	100 000,00		- 100 000,00	-
778	<b>Autres produits exceptionnels</b>	50 000,00	-		50 000,00
7788	Autres produits exceptionnels - remboursement des dommages causés par des tiers au matériel	50 000,00			50 000,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Article	Libellé article	BP 2023	BS 2023	TC/VC 2023	Total des crédits 2023
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	2 337 100,00	1 000,00	-	2 338 100,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 337 100,00	1 000,00	-	2 338 100,00
776	Différence sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat	1 500 000,00	-	-	1 500 000,00
7761	Produits exceptionnels différences sur réalisations (- values)				
7768	Neutralisation des amortissements	1 500 000,00			1 500 000,00
777	Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	837 100,00	1 000,00		838 100,00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	6 424 789,03			6 424 789,03
	<b>TOTAL</b>	<b>169 939 885,03</b>	<b>463 000,00</b>		<b>170 402 885,03</b>

**AUTORISATIONS DE PROGRAMME - 2014**

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT												Reste à financer (ex. au-delà de (N-1))
	Montant de l'AP votés y compris ajustements	Révision de l'exercice 2023	Nouveau montant d'AP	REALISE 2014	REALISE 2015	REALISE 2016	REALISE 2017	REALISE 2018	REALISE 2019	REALISE 2020	REALISE 2021	REALISE 2022	CP couverts au BP 2023	Modifications proposées au BS 2023	CP ouverts au titre de l'exercice 2023	
<b>PROGRAMME 2014</b>																
<b>CONSTRUCTION ET RENOVATION DE CASERNES</b>	10 275 000,00		10 275 000,00	37 798,00	75 276,54	259 993,56	1 094 854,82	4 469 355,13	3 350 534,09	801 233,01	88 157,51	26 663,40	25 000,00	18 500,00	43 500,00	175 094,57
AP Construction et rénovation de casernes	10 275 000,00		10 275 000,00	37 798,00	75 276,54	259 993,56	1 094 854,82	4 469 355,13	3 350 534,09	801 233,01	88 157,51	26 663,40	25 000,00	18 500,00	43 500,00	175 094,57
<b>OPERATIONS =</b>																
- Eveux / L'Arbresle / Sain-Bel & Savigny / Sourcieux-les-Mines / Lentilly																
- Chazay-d'Azergues / Lozanne / Cuvieux / Morancé / Charnay-Alix																
- Saint-Symphorien-d'Ozon / Sérèzin-du-Rhône																
- Sainte-Colembe																
- Montrottier																
- Saint-Laurent-d'Oingt / Le Bois-d'Oingt / Saint-Vérand																

**AUTORISATIONS DE PROGRAMME - 2015**

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT										Reste à financer (ex. au-delà de N+1)	
	Montant de l'AP votée y compris ajustements	Révision de l'exercice 2023	Nouveau montant d'AP		REALISE 2015	REALISE 2016	REALISE 2017	REALISE 2018	REALISE 2019	REALISE 2020	REALISE 2021	REALISE 2022	CP ouverts au BP 2023	Modifications proposées au BS 2023		CP ouverts au titre de l'exercice 2023
<b>PROGRAMME 2015</b>																
<b>CONSTRUCTION ET RENOVATION DE CASERNES</b>	945 000,00	0,00	945 000,00		0,00	117 328,40	211 639,53	302 253,94	320 896,30	37 083,18	10 476,66	1 102,46	15 000,00	-5 000,00	16 000,00	33 225,53
AP Construction et rénovation de casernes	945 000,00	0,00	945 000,00		0,00	117 328,40	211 639,53	302 253,94	320 896,30	37 083,18	10 476,66	1 102,46	15 000,00	-5 000,00	16 000,00	33 225,53
<b>OPERATIONS =</b>																
- Bessensy																
- Genay / Neuville-sur-Saône																
- Emeringes / Juliénas																

**AUTORISATIONS DE PROGRAMME - 2018**

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT						Reste à financer (ex. au-delà de N+1)
	Montant de l'AP votée y compris ajustements	Révision de l'exercice 2023	Nouveau montant d'AP	REALISE 2018	REALISE 2019	REALISE 2020	REALISE 2021	REALISE 2022		
<b>PROGRAMME 2018 ACQUISITION DE VEHICULES</b>	3 900 000,00	-50 535,88	3 849 464,12	2 070 601,57	639 827,43	358 496,07	780 539,05	0,00		
<b>AP Véhicules d'intervention et hors intervention</b>	3 900 000,00	-50 535,88	3 849 464,12	2 070 601,57	639 827,43	358 496,07	780 539,05	0,00		
Opération véhicules d'intervention et de transport => Cloturée par délibération D/22/12-04	3 900 000,00	-50 535,88	3 849 464,12	2 070 601,57	639 827,43	358 496,07	780 539,05	0,00		

**AUTORISATIONS DE PROGRAMME - 2019**

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CRÉDITS DE PAIEMENT						
	Montant de l'AP votée y compris ajustements	Révision de l'exercice 2023	Nouveau montant d'AP	REALISE 2019	REALISE 2020	REALISE 2021	REALISE 2022	CP ouverts au BP 2023	Modifications proposées au BS 2023	CP ouverts au titre de l'exercice 2023	Reste à financer (ex. au-delà de N+1)
<b>PROGRAMME 2019</b>											
<b>ACQUISITION DE VEHICULES</b>											
AP Véhicules d'intervention et hors intervention	11 900 000,00	-65 296,26	11 834 703,74	2 122 586,27	2 629 743,72	2 834 544,55	709 061,60	0,00	0,00	0,00	3 544 765,60
Opération véhicules d'intervention et de transport => Cloture par délibération D/22/12-04	5 400 000,00	-65 296,26	5 334 703,74	2 122 586,27	2 129 343,72	1 086 771,75	0,00				
AP 2019-2023 Moyens élévateurs aériens	6 500 000,00	0,00	6 500 000,00	0,00	504 400,00	1 747 772,80	709 061,60	0,00	0,00	0,00	3 544 765,60
Opération moyens élévateurs aériens	6 500 000,00		6 500 000,00		504 400,00	1 747 772,80	709 061,60	0,00	0,00	0,00	3 544 765,60

**AUTORISATIONS DE PROGRAMME - 2020**

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT						
	Montant de l'AP votée	Révision de l'exercice 2022	Nouveau montant d'AP	REALISE 2020	REALISE 2021	REALISE 2022	Crédits ouverts au BP 2023	Modifications proposées au BS 2023	CP ouverts au titre de l'exercice 2023	Reste à financer (ex. au-delà de N+1)	
<b>PROGRAMME 2020 ACQUISITION DE VEHICULES</b>	4 900 000,00	0,00	4 900 000,00	2 692 160,40	1 665 496,75	341 853,50	174 300,00	0,00	174 300,00	26 189,35	
AP Véhicules d'intervention et hors intervention	4 900 000,00	0,00	4 900 000,00	2 692 160,40	1 665 496,75	341 853,50	174 300,00	0,00	174 300,00	26 189,35	
Opération véhicules d'intervention et de transport	4 900 000,00		4 900 000,00	2 692 160,40	1 665 496,75	341 853,50	174 300,00	0,00	174 300,00	26 189,35	

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME - 2021

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT					
	Montant de l'AP votée y compris ajustements	Révision de l'exercice 2023	Nouveau montant d'AP	REALISE 2021	REALISE 2022	Crédits ouverts au BP 2023	Modifications proposées au BS 2023	CP ouverts au titre de l'exercice 2023	Reste à financer (ex. au-delà de N+1)	
<b>PROGRAMME 2021</b> <b>ACQUISITION DE VEHICULES</b>	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	1 986 428,87	725 400,00	725 400,00	0,00	725 400,00	1 288 171,13	
AP Véhicules d'intervention et hors intervention	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	1 986 428,87	725 400,00	725 400,00	0,00	725 400,00	1 288 171,13	
Opération véhicules d'intervention et de transport	4 000 000,00		4 000 000,00	1 986 428,87	0,00	725 400,00	0,00	725 400,00	1 288 171,13	
<b>PROGRAMME 2021</b> <b>CONSTRUCTION ET RENOVATION DE CASERNES</b>	22 900 000,00	0,00	22 900 000,00	484 888,64	2 258 325,65	3 590 000,00	-505 000,00	3 085 000,00	17 071 785,71	
AP Opérations immobilières	22 900 000,00	0,00	22 900 000,00	484 888,64	2 258 325,65	3 590 000,00	-505 000,00	3 085 000,00	17 071 785,71	
<b>OPERATIONS =</b> - Villié-Morgon - Tarare - Saint-Vincent de Reins - Belleville en Beaujolais - Millery - Saint Germain Nuelles / Bully / Sarcey - Ecole de Saint Priest - Bâtiment de simulation - Quincy - Fontaines-sur-Saône - Villeurbanne la Doua - Vaulx-en-Velin - Milions										

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME - 2022

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT				
	Montant de l'AP votée y compris ajustements	Révision de l'exercice 2023	Nouveau montant d'AP	REALISE 2022	Crédits ouverts au BP 2023	Modifications proposées au BS 2023	CP ouverts au titre de l'exercice 2023	Reste à financer (ex. au-delà de N+1)	
<b>PROGRAMME 2022 ACQUISITION DE VEHICULES</b>	4 200 000,00	0,00	4 200 000,00	839 659,76	2 349 000,00	0,00	2 349 000,00	1 011 340,24	
<b>AP Véhicules d'intervention et hors intervention</b>	4 200 000,00	0,00	4 200 000,00	839 659,76	2 349 000,00	0,00	2 349 000,00	1 011 340,24	
Opération véhicules d'intervention et de transport	4 200 000,00	0,00	4 200 000,00	839 659,76	2 349 000,00	0,00	2 349 000,00	1 011 340,24	

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME - 2023

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME					CREDITS DE PAIEMENT				
	Montant de l'AP votée y compris ajustements	Révision de l'exercice 2023	Nouveau montant d'AP	REALISE 2022	Crédits ouverts au BP 2023	Modifications proposées au BS 2023	CP ouverts au titre de l'exercice 2023	Reste à financer (ex. au-delà de N+1)		
<b>PROGRAMME 2023 DEPLOIEMENT PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES</b>	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	170 000,00	90 000,00	80 000,00	1 920 000,00		
<b>AP Déploiement panneaux photovoltaïques</b>	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	170 000,00	-90 000,00	80 000,00	1 920 000,00		
Opération Déploiement panneaux photovoltaïques	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	170 000,00	-90 000,00	80 000,00	1 920 000,00		

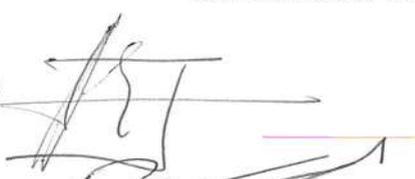
**ARRETE - SIGNATURES**

Présenté par la présidente du conseil d'administration du SDMIS  
A Lyon, le 30 juin 2023

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 

Délibéré par le conseil d'administration du SDMIS  
A Lyon, le 30 juin 2023

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bertrand ARTIGNY 

Jean-Jacques BRUN

Corinne CARDONA 

Pascal CHARMOT

Christiane CHARNAY

Mohamed CHIHI

Blandine COLLIN 

Guy CORAZZOL

Gilbert-Luc DEVINAZ 

Gilles GASCON

Christophe GEOURJON

Claude GOY 

Christophe GUILLOTEAU 

Zémorda KHELIFI

Jean-Charles KOHLHAAS

Pierre MARMONIER 

Claire PEIGNÉ

Renaud PFEFFER 

Alexandre PORTIER 

Véronique SARSELLI

Patrice VERCHÈRE

Sonia ZDOROVITZOFF 



**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/23 – 06/15**

OBJET **Budget principal du SDMIS - Autorisations de programme et crédits de paiement - compte-rendu annuel pour l'année 2022**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Depuis le début de l'exercice 2003, le SDMIS a décidé de mettre en place une gestion par autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) pour les investissements relatifs aux constructions et rénovations de casernes, ainsi que pour ceux relatifs aux acquisitions de véhicules, afin de faciliter leur gestion et leur suivi.

Le code général des collectivités territoriales fait obligation de présenter un suivi de l'exécution des programmes votés ; aussi vous trouverez en annexe les tableaux de suivi des différentes opérations au 31 décembre 2022.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de me donner acte de ce compte-rendu. »

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente



## AUTORISATIONS DE PROGRAMME CONSTRUCTIONS DE CASERNES

OPERATIONS	MONTANT DE L'AP ET DES OPERATIONS	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Réalisé 2014	Réalisé 2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	CUMUL REALISE	Restes à réaliser au 31/12/22
<b>Programme 2013</b>	<b>3 225 000,00</b>		0,00	24 195,13	23 823,16	326 164,56	817 903,40	783 699,36	1 039 659,01	131 177,74	10 697,27	2 175,62	3 159 495,25	65 504,75
Opération Elasé	1 287 000,00		0,00	24 195,13	23 823,16	286 954,56	773 597,13	89 692,35	39 850,08	11 689,76	9 929,27	2 175,62	1 263 907,06	23 092,94
Opération Beaugen & Lantignot/Quarcé-sur-Beaulieu & Marchamp	1 938 000,00		0,00	0,00	0,00	39 210,00	42 306,27	694 007,01	999 808,93	119 487,98	768,00	0,00	1 895 588,19	42 411,81
<b>Total des AP de construction</b>	<b>3 225 000,00</b>	0,00	0,00	24 195,13	23 823,16	326 164,56	817 903,40	783 699,36	1 039 659,01	131 177,74	10 697,27	2 175,62	3 159 495,25	65 504,75

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME CONSTRUCTIONS ET RENOVATIONS DE CASERNES

OPERATIONS	MONTANT PREVISIONNEL DE L'OPERATION	Réalisé 2014	Réalisé 2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	CUMUL REALISE	Reste à réaliser au 31/12/22
<b>Programme 2014 - AP 10 275 000 €</b>												
Opération Evreux / L'Arbresle / Sain-Bel & Savigny / Soucieux-les-Mines / Lentilly - Construction	2 820 000,00	37 796,00	75 276,54	259 593,56	1 034 854,82	4 382 294,50	3 350 554,09	801 233,01	88 157,51	26 663,40	10 056 405,43	218 594,57
Opération Chazay-d'Azergues / Lozanne / Cerveux-d'Azergues / Monardé / Charnay-Alix - Construction	1 700 000,00	7 138,00	18 390,54	52 641,76	19 969,19	1 037 668,37	418 773,60	113 566,50	448,38	3 438,67	1 674 035,01	25 964,99
Opération Saint-Symphorien-d'Oron / Sézan-dur-Rhône - Construction	1 500 000,00	0,00	13 110,00	7 576,56	4 687,68	53 504,30	1 062 239,27	351 433,08	47 742,54	1 502,84	1 541 795,07	48 203,93
Opération Sainte-Colombe - Construction	1 320 000,00	0,00	0,00	52 598,91	426 157,16	678 153,90	124 545,75	32 160,61	0,00	199,73	1 313 816,06	6 183,94
Opération Montrotier - Construction	1 100 000,00	0,00	0,00	16 575,39	4 756,45	155 865,38	727 692,61	117 143,83	26 433,30	4 060,25	1 050 527,41	49 472,59
Opération Saint-Laurent-d'Oingt / Le Bois d'Oingt / Saint-Vérand - Construction	1 745 000,00	0,00	0,00	41 621,52	34 756,03	630 334,98	816 618,12	127 417,85	9 751,06	16 191,16	1 676 670,72	68 329,28
<b>Programme 2015 - AP 2 540 127,87 €</b>												
Opération Couzon au Mont d'Or - Construction	1 598 539,47		0,00	0,00	24 330,00	406 918,92	1 038 592,76	120 789,82	7 667,97		1 598 539,47	0,00
Opération Bessemy - Construction	245 000,00		0,00	17 961,20	167 298,61	49 637,82	0,00	0,00	0,00	0,00	234 888,63	10 111,37
Opération Emeringes / Juberas - Construction	530 000,00		0,00	0,00	34 629,83	118 938,71	303 570,82	36 677,05	9 995,84	1 102,46	504 914,71	25 085,29
Opération Genay / Neuville sur Saône - Rénovation	170 000,00		0,00	367,20	9 720,09	133 677,41	17 525,48	-406,13	474,82	0,00	161 971,13	8 028,87
<b>Programme 2021 - AP 22 900 000 €</b>												
Opération Ville-Mogon - Construction	860 000,00								484 888,64	2 258 325,65	2 743 214,29	20 156 785,71
Opération Tharet - Construction	3 240 000,00								328 473,01	386 555,38	715 028,39	144 971,61
Opération Saint-Vincent de Reins - Construction	700 000,00								41 719,45	864 110,81	905 830,26	2 334 169,74
Opération Belleville en Beaujolais - Construction	3 020 000,00								57 097,66	520 165,46	577 263,12	122 736,88
Opération Milley - Construction	1 170 000,00								0,00	0,00	0,00	3 020 000,00
Opération Saint Germain Nuelles / Bully / Saucy - Construction	1 400 000,00								0,00	0,00	0,00	1 170 000,00
Opération Ecole de Saint Priest - Bâtiment de simulation - Construction	5 000 000,00								0,00	0,00	0,00	1 400 000,00
Opération Vaulx-en-Velin	1 000 000,00									0,00	0,00	5 000 000,00
Opération Quincieux - Rénovation	500 000,00									0,00	0,00	1 000 000,00
Opération Fontaines-sur-Saône - Rénovation / Extension	910 000,00								11 428,82	327 909,39	339 338,21	160 661,79
Opération Villeurbanne la Doua - Rénovation / Extension	4 500 000,00								83,72	4 989,59	5 073,31	904 926,69
Opération Micas - Rénovation / Extension	600 000,00								46 085,98	154 594,02	200 681,00	4 299 319,00
<b>Total des AP constructions et rénovations</b>		37 796,00	75 276,54	277 921,96	1 270 824,35	5 091 467,36	4 710 223,15	959 106,01	591 184,78	2 286 331,51	15 299 933,66	20 418 605,81

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME VEHICULES

OPERATIONS	MONTANT DU PROGRAMME ET DE L'AP	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	CUMUL REALISE	Reste à réaliser au 31/12/22
<b>Programme 2018</b>		2 070 601,57	639 827,43	358 496,07	780 539,05		3 849 464,12	0,00
Véhicules d'intervention et hors intervention	3 849 464,12		639 827,43	358 496,07	780 539,05	Opération clôturée D22-12/04	3 849 464,12	0,00
<b>Programme 2019</b>			2 122 588,27	2 629 743,72	2 834 544,58	703 061,60	8 289 938,14	3 544 765,60
Véhicules d'intervention et de transport	11 834 703,74		2 122 588,27	2 629 743,72	2 834 544,58	703 061,60	8 289 938,14	3 544 765,60
Moyens élévateurs aéériens	5 334 703,74		2 122 588,27	2 125 343,72	1 086 771,75	Opération clôturée D22-12/04	5 334 703,74	0,00
<b>Programme 2020</b>			0,00	504 400,00	1 747 772,80	703 061,60	2 955 234,40	3 544 765,60
Véhicules d'intervention et hors intervention	6 500 000,00		0,00	504 400,00	1 747 772,80	703 061,60	2 955 234,40	3 544 765,60
<b>Programme 2021</b>				2 692 140,40	1 665 496,75	341 853,50	4 690 510,65	200 489,35
Véhicules d'intervention et hors intervention	4 900 000,00			2 692 140,40	1 665 496,75	341 853,50	4 690 510,65	200 489,35
<b>Programme 2022</b>					1 986 428,87	809 277,49	2 795 706,36	1 204 293,64
Véhicules d'intervention et hors intervention	4 000 000,00				1 986 428,87	809 277,49	2 795 706,36	1 204 293,64
<b>Total des AP de véhicules</b>		2 070 601,57	2 762 415,70	5 680 400,19	7 267 009,22	2 693 832,35	20 474 279,03	8 309 888,83



**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/23 – 06/16**

OBJET **Reprise et l'affectation du résultat comptable pour l'exercice 2022 de la régie  
« Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de  
secours »**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROV'TZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Lors de sa séance du 2 juin 2023, le conseil d'exploitation de la régie « Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours » a émis un avis favorable sur la reprise et l'affectation du résultat comptable pour l'exercice 2022, soumis aujourd'hui à votre approbation.

Le compte administratif de l'exercice 2022 et le compte de gestion de madame le payeur départemental du Rhône, comptable de notre établissement public, vous ont été présentés par deux rapports distincts.

Le résultat propre de l'exercice 2022 fait apparaître un déficit de fonctionnement de 1 336,05 € et un excédent d'investissement de 102 920,01 €.

Compte tenu des résultats antérieur repris, le résultat de clôture est :

- - 1 577,80 € en section de fonctionnement,
- + 124 895,46 € en section d'investissement,

Soit un résultat de clôture de 123 317,66 €.

Ces résultats seront intégrés au budget supplémentaire pour l'exercice 2023.

L'encaissement du produit de la vente d'électricité sur l'exercice 2022 n'a pas permis de couvrir la totalité des dépenses de fonctionnement et le déficit de fonctionnement reporté de 2021.

Toutefois, le rattachement des recettes à l'exercice en fin d'année 2023 permettra d'apurer ce déficit de fonctionnement.

Je vous demande, madame, messieurs, de bien vouloir approuver la reprise et l'affectation du résultat comptable pour l'exercice 2022 de la régie « Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours » »

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente



**SDMIS**  
**SAPEURS-POMPIERS**

**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT FINANCES

NUMÉRO **D/23 – 06/17**

OBJET **Budget annexe énergies renouvelables – projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2023**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Lors de sa séance du 2 juin 2023, le conseil d'exploitation de la régie « Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours » a émis un avis favorable sur le budget supplémentaire pour l'exercice 2023 soumis aujourd'hui à votre approbation.

Le projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2023 a pour principal objet la reprise des résultats de fonctionnement et d'investissement 2022, à savoir :

- Un excédent d'investissement de 124 895,46 €
- Un déficit de fonctionnement de 1 577,80 €

Il traduit également les ajustements nécessaires en cours d'année pour tenir compte de l'état d'avancement des projets.

Tenant compte de ces éléments, le budget supplémentaire que je soumets à votre approbation est en diminution et s'équilibre, en dépenses et en recettes, à - 88 036,74 € répartis à raison de :

- - 90 279,54 € Pour la section d'investissement
- + 2 242,80 € Pour la section de fonctionnement

**1- LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT :**

Le budget primitif 2023 approuvé en décembre 2022 comprenait 235 000 € pour l'acquisition et la pose de nouveaux équipements photovoltaïques, dont 25 000 € pour les frais d'assistance en maîtrise d'ouvrage.

Eu égard à l'état d'avancement des différents projets, dont la réalisation n'interviendra finalement qu'en 2024, le montant de ces dépenses est diminué de près de 114 000 €.

Toutefois des crédits supplémentaires à hauteur de 24 000 € doivent être inscrits au chapitre des opérations patrimoniales afin de transférer sur le compte d'immobilisation les avances versées ; cette écriture s'équilibre au sein de la section d'investissement puisqu'elle donne lieu à une recette de même montant.

Ainsi, les dépenses d'investissement diminuent de près de 90 000 €.

**2- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT :**

La reprise des excédents d'investissement antérieurs que nous venons d'approuver permet d'abonder les recettes d'investissement de 124 895,46 €.

De plus, compte tenu de la diminution des dépenses de 90 000 €, aucun emprunt ne sera nécessaire durant l'exercice 2023 et sa prévision budgétaire de 239 175 € peut être supprimée.

### **3- DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :**

Les dépenses de fonctionnement augmentent de 2 242,80 €, du fait notamment de la reprise du déficit de fonctionnement constaté à la fin de l'exercice 2022 à hauteur de 1 577,80 €, complété par une dépense de 665 € pour couvrir les intérêts courus non échus.

### **4- RECETTES DE FONCTIONNEMENT :**

L'équilibre du budget supplémentaire 2023 est assuré par une augmentation des recettes prévisionnelles de même montant que les dépenses, soit 2 242,80 €

Compte tenu de ce qui précède, je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir approuver le projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2023 de la régie « Énergies renouvelables du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours ».

### **DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente





**BUDGET ANNEXE****BUDGET ENERGIES RENOUVELABLES****PROJET DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE - EXERCICE 2023**

	DEPENSES			RECETTES		
	Mouvements réels	Mouvements d'ordre	Total	Mouvements réels	Mouvements d'ordre	Total
INVESTISSEMENT	-114 279,54	24 000,00	-90 279,54	-114 279,54	24 000,00	-90 279,54
FONCTIONNEMENT	2 242,80	0,00	2 242,80	2 242,80	0,00	2 242,80
<b>TOTAL</b>	<b>-112 036,74</b>	<b>24 000,00</b>	<b>-88 036,74</b>	<b>-112 036,74</b>	<b>24 000,00</b>	<b>-88 036,74</b>

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Article	Libellé article	BP 2023	Restes à réaliser 2022	Propositions nouvelles 2023	BS 2023	Total crédits 2023 (y compris TC/VC)
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	11 775,00	-	-	-	11 775,00
164	Emprunts auprès des établissements financiers	11 775,00	-	-	-	11 775,00
1641	Emprunts en euros	11 775,00			-	11 775,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	210 000,00	2 385,58	- 91 665,12	- 89 279,54	120 720,46
215	Installations, matériel et outillage technique	210 000,00	2 385,58	- 91 665,12	- 89 279,54	120 720,46
2153	Installations à caractère spécifique	210 000,00	2 385,58	- 91 665,12	- 89 279,54	120 720,46
2153	Opérations	210 000,00	2 385,58	- 91 665,12	- 89 279,54	120 720,46
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	25 000,00	-	- 25 000,00	- 25 000,00	-
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	25 000,00	-	- 25 000,00	- 25 000,00	-
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	25 000,00		- 25 000,00	- 25 000,00	-
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				-	-
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (O/O)			24 000,00	24 000,00	24 000,00
2153	Installations à caractère spécifique			24 000,00	24 000,00	24 000,00
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE				-	-
020	DEPENSES IMPREVUES				-	-
	<b>TOTAL</b>	<b>246 775,00</b>	<b>2 385,58</b>	<b>- 92 665,12</b>	<b>- 90 279,54</b>	<b>156 495,46</b>

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Article	Libellé article	BP 2023	BS 2023	Total des crédits 2023
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	239 175,00	- 239 175,00	-
164	Emprunts auprès des établissements financiers	239 175,00	- 239 175,00	-
1641	Emprunts en euros	239 175,00	- 239 175,00	-
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	7 600,00	-	7 600,00
28	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	7 600,00	-	7 600,00
281	Amortissement des immobilisations corporelles	7 600,00	-	7 600,00
28153	Installations à caractère spécifique	7 600,00		7 600,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES		24 000,00	24 000,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles		24 000,00	24 000,00
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		124 895,46	124 895,46
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		-	-
	<b>TOTAL</b>	<b>246 775,00</b>	<b>- 90 279,54</b>	<b>156 495,46</b>

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Article	Libellé article	BP 2023	BS 2023	TC/VC	Total crédits 2023 (y compris TC/VC)
011	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	940,00	-	-	940,00
61	<b>SERVICES EXTERIEURS</b>	940,00	-	-	940,00
611	<b>Contrats de prestations de services</b>	140,00	-	-	140,00
611	Contrats de prestations de services - Location compteur	140,00			140,00
615	<b>Entretien et réparations</b>	800,00	-	-	800,00
61528	Entretiens et réparations	500,00			500,00
6156	Maintenance (et télé-suivi)	300,00			300,00
616	<b>Primes d'assurances</b>	-	-	-	-
6161	Primes d'assurances - multirisques - RC				-
62	<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	-	-	-	-
623	<b>Publicité, publications, relations publiques</b>	-	-	-	-
6231	Annonces et insertions				-
627	<b>SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES</b>	-	-	-	-
627	Services bancaires et assimilés				-
65	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	-	-	-	-
658	<b>Charges diverses de gestion courante</b>	-	-	-	-
658	Charges diverses de gestion courante				-
66	<b>CHARGES FINANCIERES</b>	6 460,00	665,00	-	7 125,00
661	<b>Charges d'intérêts</b>	6 200,00	665,00	-	6 865,00
6611	<b>Intérêts des emprunts et dettes</b>	6 200,00	665,00	-	6 865,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 700,00			5 700,00
66112	Intérêts - rattachements des ICNE	500,00	665,00		1 165,00
668	<b>Autres charges financières</b>	260,00	-	-	260,00
6688	Commission d'engagement emprunt	260,00			260,00
67	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	-	-	-	-
671	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION</b>	-	-	-	-
6711	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES</b>	-	-	-	-
6711	Intérêts moratoires				-
042	<b>OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS</b>	7 600,00	-	-	7 600,00
68	<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS</b>	7 600,00	-	-	7 600,00
681	<b>Dotations aux amortissements - Charges de fonctionnement</b>	7 600,00	-	-	7 600,00
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	7 600,00			7 600,00
022	<b>DEPENSES IMPREVUES</b>				-
023	<b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>				-
002	<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE</b>		1 577,80	-	1 577,80
	<b>TOTAL</b>	<b>15 000,00</b>	<b>2 242,80</b>	<b>-</b>	<b>17 242,80</b>

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Article	Libellé article	BP 2023	BS 2023	Total des crédits 2023
<b>70</b>	<b>PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>	<b>15 000,00</b>	<b>2 242,80</b>	<b>17 242,80</b>
707	Vente de marchandises - vente électricité	15 000,00	1 882,80	16 882,80
70878	Remboursement de frais par des tiers		360,00	360,00
<b>75</b>	<b>VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>758</b>	<b>Produits divers de gestion courante</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
7588	Autres produits de gestion courante			
<b>042</b>	<b>OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS</b>			
<b>002</b>	<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE</b>			
	<b>TOTAL</b>	<b>15 000,00</b>	<b>2 242,80</b>	<b>17 242,80</b>



ARRETE - SIGNATURES

Présenté par la présidente du conseil d'administration du SDMIS  
A Lyon, le 30 juin 2023

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Délibéré par le conseil d'administration du SDMIS  
A Lyon, le 30 juin 2023

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bertrand ARTIGNY

Jean-Jacques BRUN

Corinne CARDONA

Pascal CHARMOT

Christiane CHARNAY

Mohamed CHIH

Blandine COLLIN

Guy CORAZZOL

Gilbert-Luc DEVINAZ

Gilles GASCON

Christophe GEOURJON

Claude GOY

Christophe GUILLOTEAU

Zémorda KHELIFI

Jean-Charles KOHLHAAS

Pierre MARMONIER

Claire PEIGNÉ

Renaud PFEFFER

Alexandre PORTIER

Véronique SARSELLI

Patrice VERCHÈRE

Sonia ZDOROVITZOFF



**DELIBERATION**  
**DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT AFFAIRES JURIDIQUES

NUMÉRO **D/23 – 06/02**

OBJET **Compte-rendu des décisions prises en matière contentieuse par la présidente du conseil d'administration depuis le 24 juin 2022**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

- *après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Le conseil d'administration du SDMIS a, le 3 novembre 2020, accordé à la présidente une délégation – renouvelée le 9 juillet 2021 - pour agir au nom de l'établissement devant les différentes juridictions, aussi bien en action qu'en défense.

Aux termes de ces délibérations, je suis tenue de vous rendre compte annuellement des décisions prises en vertu de cette délégation qui concerne les actions en justice dans lesquelles le SDMIS est partie.

Je vous invite donc à prendre connaissance des différentes décisions prises depuis le 24 juin 2022, date du dernier compte-rendu présenté devant le conseil d'administration :

- 9 décisions relèvent de contentieux devant les juridictions administratives devant le tribunal administratif de Lyon ou la cour administrative d'appel de Lyon, et sont en cours d'instruction.
- 6 décisions relèvent de contentieux devant les juridictions pénales. Il s'agit de constitutions de partie civile faites au nom du SDMIS suite à des atteintes aux biens et/ou intérêts de l'établissement.  
4 affaires ont été jugées et 2 sont appelées à une audience à venir.

**1. Contentieux devant les juridictions administratives - Affaires en cours :****➤ Affaire *anonymisée* – Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 23 mai 2022,
- Contentieux portant sur une demande indemnitaire - 1 589 664,33 € - suite à l'intervention des sapeurs-pompiers lors du double incendie survenu le 3 février 2019 rue Louis Braille à Villeurbanne.

**➤ Affaire *anonymisée* – Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 1<sup>er</sup> juillet 2022,
- Contentieux portant sur la non-reconnaissance de l'imputabilité au service de l'accident dont l'agent dit avoir été victime le 15 avril 2022.

**➤ Affaire *anonymisée* – Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 1<sup>er</sup> septembre 2022,
- Contentieux portant sur l'annulation de l'arrêté de la présidente du conseil d'administration du SDMIS du 29 juin 2022 portant licenciement pour insuffisance professionnelle.

➤ **Affaire *anonymisée* – Cour administrative d’appel de Lyon :**

- Requête en appel du 1<sup>er</sup> septembre 2022 contre le jugement du tribunal administratif de Lyon du 29 juin 2022,
- Contentieux portant sur l’annulation de l’arrêté du président du conseil d’administration du SDMIS du 10 juillet 2019 portant sanction disciplinaire d’exclusion temporaire de fonctions d’une durée de 3 jours pour une absence injustifiée le 17 décembre 2018 et l’indemnisation des préjudices découlant de la décision de sanction en cause.

➤ **Affaire *anonymisée* – Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 5 septembre 2022,
- Contentieux portant sur des demandes indemnitaires - 76 116,13 € (*anonymisé*) et 47 406,19 € (*anonymisé*) – suite à l’intervention des sapeurs-pompiers lors du double incendie survenu le 3 février 2019 rue Louis Braille à Villeurbanne.

➤ **Affaire *anonymisée* – Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 5 décembre 2022,
- Contentieux portant sur la non-reconnaissance de l’imputabilité au service de prolongations d’arrêt de travail et de soins.

➤ **Affaire *anonymisée* – Cour administrative d’appel de Lyon :**

- Renvoi après annulation de l’arrêt de la Cour administrative d’appel de Lyon du 20 octobre 2020 par le Conseil d’Etat (arrêt du 22 décembre 2022) – Médiation,
- Contentieux portant sur l’arrêté du président du conseil d’administration du SDMIS du 24 mars 2016 portant radiation des cadres pour abandon de poste.

➤ **Affaire *anonymisée* - Cour administrative d’appel de Lyon :**

- Requête en appel du 25 janvier 2023 contre le jugement du tribunal administratif de Lyon du 22 décembre 2022,
- Contentieux portant sur le refus d’indemnisation de la société - montant en principal de 33 467, 70 € - correspondant à des pénalités appliquées à la société dans le cadre de l’exécution du marché de nettoyage dont elle était titulaire.

➤ **Affaire *anonymisée* – Tribunal administratif de Lyon :**

- Recours du 27 février 2023,
- Contentieux portant sur l’annulation du refus d’accorder des autorisations spéciales d’absence, la décision du 15 novembre 2022 portant suspension de fonctions pris en application de l’article 14 de la loi n°2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire, et la condamnation du SDMIS au versement des indemnisations afférentes.

## 2. Contentieux devant les juridictions pénales :

### 2.1. Affaires jugées :

- **Affaire *anonymisée* - Tribunal judiciaire de Lyon :** constitution de partie civile du SDMIS pour des faits de vol de vêtements appartenant au SDMIS commis le 10 septembre 2017 à Lyon 3<sup>ème</sup>.

Par un jugement du 24 mai 2022, le prévenu a été condamné à verser au SDMIS la somme de de 282,54 euros à titre de dommages et intérêts.

➤ **Affaire anonymisée – Tribunal judiciaire de Lyon :** constitution de partie civile du SDMIS pour des faits de violences avec ITT à l'encontre d'un sapeur-pompier du SDMIS commis le 11 février 2018 à Lyon 3<sup>ème</sup>.

Par jugement du 7 septembre 2022, le prévenu a été condamné à régler au SDMIS la somme de 1 003,73 euros au titre du remboursement du traitement versé et des charges patronales acquittées par le SDMIS durant la période d'arrêt de travail du sapeur-pompier victime.

➤ **Affaire anonymisée – Tribunal pour enfants de Lyon :** constitution de partie civile du SDMIS pour des faits de dégradations de biens publics (projectiles lancés sur deux véhicules d'intervention) et de vols (clé de contacts d'un véhicule d'intervention) commis le 13 juin 2021 à Villeurbanne.

Par jugement du 21 octobre 2022, le prévenu a été condamné in solidum avec sa mère civilement responsable à verser au SDMIS la somme de 120 € à titre de dommages et intérêts.

➤ **Affaire anonymisée – Tribunal judiciaire de Lyon :** constitution de partie civile du SDMIS pour des faits de violences avec ITT à l'encontre d'un sapeur-pompier du SDMIS commis le 11 septembre 2021 à Rillieux-La-Pape.

Par jugement du 1<sup>er</sup> décembre 2022, le prévenu a été condamné à régler au SDMIS la somme de 785,47 euros au titre du remboursement du traitement versé et des charges patronales acquittées par le SDMIS durant la période d'arrêt de travail du sapeur-pompier victime.

## 2.2. Affaires en cours :

➤ **Affaire anonymisée – Tribunal judiciaire de Lyon :** constitution de partie civile du SDMIS pour des faits d'appels malveillants réitérés commis entre le 11 février 2022 et le 5 mai 2022 au CTA CODIS à Lyon 3<sup>ème</sup>.

Le dossier sera évoqué à l'audience du 16 juin 2023 devant le tribunal judiciaire de Lyon.

➤ **Affaire anonymisée – Tribunal judiciaire de Lyon :** constitution de partie civile du SDMIS pour des faits de dégradations de biens publics (projecteur avant-droit d'un véhicule d'intervention cassé) commis le 29 mars 2023 à Lyon 9<sup>ème</sup>.

Le dossier sera évoqué à l'audience du 12 juillet 2023 devant le tribunal judiciaire de Lyon.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de me donner acte de cette communication »

## DECIDE

- *d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIEF  
Présidente



**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT DES MARCHES ET ASSURANCES

NUMÉRO **D/23 – 06/04**

OBJET **Compte rendu des marchés à procédure adaptée notifiés en application des délibérations n° D/21-07/02**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« L'article L1424-30 du code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité pour le conseil d'administration de déléguer une partie de ses attributions à sa présidente.

Cette disposition permet d'étendre la délégation à tous les marchés adaptés, quelle que soit leur forme ainsi qu'à tous leurs avenants sans limitation de montant.

Par délibération D/21-07/02 du conseil d'administration du 9 juillet 2021, vous m'avez accordé délégation, pour la durée de mon mandat, pour les actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés adaptés et leurs avenants, pour les travaux, les fournitures et les services.

À titre d'information, je vous prie de trouver en annexe, la liste des marchés à procédure adaptée passés en application de cette délégation pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023. »

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente



**Compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés du 1er avril 2022 au 31 mars 2023 en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration pour accomplir certains actes de gestion**

N° Marché	Objet du marché	Montant € HT mini	Montant € HT maxi	Montant forfaitaire € HT	Durée en mois	Nom du titulaire	Adresse du titulaire	Date de notification
2022M008	Entretien, réparation et transformation du parc de chaudières générateurs et gerbeurs du SDMIS	10 000,00	40 000,00		48	TOYOTA MATERIAL HANDLING	4 Avenue de l'Europe 77600 BUSSY ST GEORGE	01/04/2022
2022M015	Utilisation d'un logiciel de suivi énergétique des bâtiments SDMIS en mode SAAS et prestations associées	25 250,00	39 000,00		48	ADVIZEO	Immeuble Central Seine, 42-52 Quai de la Râpée 75583 PARIS Cedex 12	08/04/2022
2022M004	Maintenance préventive des électrocardiographes de marque "FUKUDA" du SDMIS ainsi que leurs réparations éventuelles	10 000,00	40 000,00		48	MAINTELEC	12 Rue Roger Planchon 69200 - VENISSIEUX	15/04/2022
2022M018	MOE Installation solaire photovoltaïque			99 962,10	10	FAUCHE CENTRE EST	Z.I Gave 42330 SAINT GALMIER	09/05/2022
2022M016	Mise en place d'une solution de vote électronique exclusif pour les élections CST/CAP/CCP du 8 décembre 2022.			15 173,00	7	KERCIA SOLUTIONS	30 Chemin du Vieux Chêne 38240 MEYLAN	23/05/2022
2022M024	Réalisation d'audits énergétiques sur 10 bâtiments			37 400,00	5	ADVIZEO	Immeuble Central Seine, 42-52 Quai de la Râpée 75583 PARIS Cedex 12	30/05/2022
2022M011	Maintenance des installations de distribution de carburant du Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours	60 000,00	200 000,00		48	MP SERVICES	259 Rue des Chatinières 01120 DAGNEUX	10/06/2022
2022M014	Fourniture de consommables et maintenance d'étiqueteuses, de marque BRADY	20 000,00	80 000,00		48	BRADY SAS	2 Rue de la 3ème Révolution Industrielle 59223 RONCQ	04/07/2022
2022M030	Prestations d'abonnement et de maintenance évolutive de la plateforme NouvelAtrium d'émission et de suivi des demandes d'interventions sur les bâtiments du SDMIS et prestations associées	13 000,00	40 000,00		48	VEOLYS BUILDING SERVICES	13 Domaine de la Boisselière 735 Chemin de la Rouquaire 83600 BAGNOIS EN FORET	25/07/2022
2022M017	Prestations de travaux multiservices pour l'ensemble des casernes et sites État-Major et autres locaux annexes du SDMIS	50 000,00	200 000,00		48	OREVA	2 Allée Moulin Berger 69130 ECULLY	25/07/2022
2022M019	Réparations et contrôles réglementaires des scaphandres de marque MATTSEC contre les risques technologiques et pièces détachées	30 000,00	80 000,00		48	MATTSEC	2 Rue Blaise Pascal 38090 VAULX MILIEU	26/07/2022
2022M033	Prestations de montage de la technologie diphasique DELTAE sur Fourgon Pompe Tonne (FPT) du SDMIS et pièces détachées	50 000,00	200 000,00		24	ZELUP	38 Rue Université 69007 LYON	12/08/2022

**Compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés du 1er avril 2022 au 31 mars 2023 en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration pour accomplir certains actes de gestion**

N° Marché	Objet du marché	Montant € HT mini	Montant € HT maxi	Montant forfaitaire € HT	Durée en mois	Nom du titulaire	Adresse du titulaire	Date de notification
2022M032	Maintenance de la solution informatique de gestion centralisée des accès par badges pour le SDMIS et fourniture de prestations et matériels associés	50 000,00	200 000,00		48	AXIOM	4 Rue Jean Marie Merle 69120 VAULX EN VELIN	30/08/2022
2022M012	Fourniture de matelas immobilisateurs adultes à dépression, de pompes et réparation associées	48 000,00	160 000,00		48	CERTEC	257 Route du Bourg 69210 - SOURCIEUX LES MINES	08/09/2022
2022M029	Prestations de contrôle technique pour la rénovation-extension de la caserne de Villeurbanne La Doua du SDMIS			13 900,00	30	BUREAU ALPES CONTROLES	3 Bis Impasse des Prairies ANNECY LE VIEUX 74940 ANNECY	12/09/2022
2022M009	Marché de maîtrise d'œuvre : construction de la caserne de Millery			127 200,00	30	GROUPE EOLE	49 Rue Aimé Bouchayer - 38170 SEYSSINET-PARISSET	26/09/2022
2022M039	Extension d'installation de caméras de salle de direction au Service Départemental-Métropolitain d'Incendie et de Secours (SDMIS) sur le site de Rabalais et maintenance associée	11 250,00	20 000,00		48	IRELEM	2 Rue Gabriel Lippmann 71110 CHALON S/ SAONE	21/10/2022
2022M034	Mission de coordination de sécurité et de protection de la santé pour la rénovation-extension de la caserne de Villeurbanne La Doua du SDMIS			6 925,00	30	AASTUS (AASCO RHONE ALPES)	28 Rue d'Italie 38110 LA TOUR DU PIN	07/11/2022
2022M023	Maintenance et évolution d'une solution informatique de gestion de la prévention	5 000,00	60 000,00		48	ANTIBIA	45 Rue des portes de la Tapy 84170 - MONTEUX	25/11/2022
2022M035	Fourniture de pièces détachées, d'accessoires et travaux de réparation sur les engins de déneigement de marque EPOKE entretenus par le SDMIS	30 000,00	120 000,00		48	SAS VILLETON	ZI RN6 38490 ST ANDRE LE GAZ	25/11/2022
2022M040	Responsabilité civile de professionnel de l'automobile			13 575,00	48	CHENEY ASSURANCES	23 Rue Sergent Michel Berthet 69009 LYON	12/12/2022
2022M044	Maintenance et évolution de TELIOS, logiciel de gestion automatique des échanges sécurisés de fichiers entre le SDMIS et la paie départementale	20 000,00	39 999,00		48	STUDIA DIGITAL	14 Boulevard Pythagore 13127 VITROLLES	27/12/2022

**Compte-rendu des marchés à procédure adaptée notifiés du 1er avril 2022 au 31 mars 2023 en application de la délégation accordée à la présidente du conseil d'administration pour accomplir certains actes de gestion**

N° Marché	Objet du marché	Montant € HT mini	Montant € HT maxi	Montant forfaitaire € HT	Durée en mois	Nom du titulaire	Adresse du titulaire	Date de notification
2022M042	Fourniture d'un Transit IP 500Mb (accès INTERNET pour le SDMIS) sur le point de livraison du SDMIS chez France-IX Lyon IX 2 Venissieux Netcenter	Sans	20 000,00		48	COGENT	77 Boulevard de la République 92257 LA GARENNE COLOMBE	04/01/2023
2022M045	Prestations de services d'assurance - Lot 2 : Assurance maritime pour une flotte de bateaux			4 085,00	48	CABINET FRAND ET ASSOCIES	23 Avenue Jean Jaurès 67100 STRASBOURG	24/01/2023
2022M043	Fourniture d'un Transit IP 500Mb (accès INTERNET pour le SDMIS) sur le point de livraison du SDMIS chez France-IX Lyon IX 1 Villeurbanne la Doua (IN2P3)	Sans	20 000,00		48	FREE PRO	3 Rue Paul Brutus 13015 MARSEILLE Cedex 15	09/02/2023



**DELIBERATION**  
**DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DES MOYENS MATÉRIELS**  
GROUPEMENT LOGISTIQUE

NUMÉRO **D/23 – 06/09**

OBJET **Restitution des équipements de protection individuelle (EPI) et des matériels mis à disposition des personnels du SDMIS lors de la cessation, temporaire ou définitive, de fonction ou d'activité**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Le SDMIS fournit à ses personnels des équipements de protection individuelle (EPI) et des matériels (BIP, téléphone...) nécessaire à l'exercice de chacune de leurs missions.

Les équipements ainsi mis à disposition demeurent propriété de l'établissement public qui a la charge de leur entretien et de leur renouvellement ainsi que le précise le règlement intérieur du SDMIS (chapitre 1.9).

En conséquence, lorsqu'un personnel vient à cesser, de façon temporaire ou définitive, ses fonctions ou son activité, pour quelque raison que ce soit, il est tenu de restituer au SDMIS l'ensemble de sa dotation d'EPI et ses matériels.

Considérant les difficultés rencontrées dans la restitution des équipements ainsi mis à disposition à l'occasion de la cessation de fonctions ou d'activité des personnels du SDMIS, il apparaît aujourd'hui nécessaire de rappeler ces dispositions et d'actualiser les procédures existantes.

Ainsi, il est proposé que dès connaissance de la cessation de fonctions ou d'activité, le SDMIS rappelle au personnel concerné, par courriel adressé par son supérieur hiérarchique, la composition de la dotation dont il demande la restitution.

Sans restitution des EPI et des matériels suite à ce courriel et après mise en demeure par courrier recommandé, indiquant la valeur de remplacement à neuf de l'équipement dont la restitution est demandée et les conséquences attachées à un défaut de restitution, le SDMIS procédera, à l'encontre du personnel concerné, à l'émission d'un titre de recette d'un montant correspondant à la valeur de remplacement à neuf de chaque équipement non restitué.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir approuver cette procédure dont les modalités d'application seront précisées par note de service du directeur départemental-métropolitain des services d'incendie et de secours. »

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente



**SDMIS**  
**SAPEURS-POMPIERS**

**DELIBERATION**  
**DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RÉUNION DU 30 JUIN 2023 – 15H00**

**DIRECTION DES MOYENS MATÉRIELS**  
GROUPEMENT BÂTIMENTS

NUMÉRO **D/23 – 06/18**

OBJET **Convention C2023-048 entre le SDMIS et la commune de Belleville-en-Beaujolais relative à la construction de la future caserne de sapeurs-pompiers**

PRÉSIDENTE : Zémorda KHELIFI

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE AU JOUR DE LA SÉANCE : 22

PRÉSENTS :

Bertrand ARTIGNY, Charles-Henri BERNARD, Jean-Jacques BRUN, Pascal CHARMOT, Blandine COLLIN, Pascal DAVID, Gilbert-Luc DEVINAZ, Christophe GIRARD, Claude GOY, Christophe GUILLOTEAU, Zémorda KHELIFI, Pierre MARMONIER, Véronique SARSELLI, Gérard TACHON, Sonia ZDOROVITZOFF

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ PROCURATION : Christiane CHARNAY, Mohamed CHIHI, Guy CORAZZOL, Christophe GEOURJON, Jean-Charles KOHLHAAS, Claire PEIGNÉ, Patrice VERCHÈRE

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par sa présidente et après en avoir délibéré :*

« Lors de sa séance du 8 mars 2021, le conseil d'administration du SDMIS a voté, dans le cadre de la programmation pluriannuelle d'investissement, une autorisation de programme « opérations immobilières » prévoyant l'édification d'une nouvelle caserne de sapeurs-pompiers sur le territoire de la commune de Belleville-en-Beaujolais. La convention soumise aujourd'hui à votre approbation vise à formaliser les modalités de réalisation de cette opération.

Elle prévoit que le terrain d'assiette du bâtiment, propriété de la commune de Belleville-en-Beaujolais, sera transféré en pleine propriété au SDMIS à titre gratuit par acte notarié, et ce au plus tard à la date d'activation opérationnelle de la nouvelle caserne.

La commune de Belleville-en-Beaujolais supportera les coûts liés à la viabilisation du terrain et assumera, dès la mise en service de la nouvelle caserne, l'entretien régulier des espaces verts.

Le SDMIS, maître d'ouvrage de l'opération, prendra en charge les travaux de construction de la caserne.

Dès l'activation opérationnelle de la future caserne, les locaux de la caserne existante mis à disposition du SDMIS seront restitués à la commune de Belleville-en-Beaujolais.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir m'autoriser à signer la convention C2023-048 entre le SDMIS et la commune de Belleville-en-Beaujolais relative à la construction de la future caserne de sapeurs-pompiers ainsi que tout acte s'y rattachant. »

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée.

Fait et délibéré à Lyon, le 30 juin 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente



**CONVENTION C 2023-048 RELATIVE A LA CONSTRUCTION D'UNE  
NOUVELLE CASERNE DE SAPEURS-POMPIERS SUR LE TERRITOIRE DE LA  
COMMUNE DE BELLEVILLE-EN-BEAUJOLAIS**

Entre

Le service départemental-métropolitain d'incendie et de secours, ci-après dénommé :  
« le SDMIS », représenté par la présidente du conseil d'administration, habilitée à signer la  
présente convention par délibération du Conseil d'Administration en date du 30 juin 2023,

**d'une part**

Et

La commune de Belleville-en-Beaujolais, représentée par son maire, habilité à signer la  
présente convention par délibération du conseil municipal en date du 14 mars 2022,

**d'autre part**

Il est convenu ce qui suit :

**Préambule :**

Dans sa séance du 8 mars 2021, le conseil d'administration du SDMIS a voté, dans le cadre de la programmation pluriannuelle d'investissement, une autorisation de programme « opérations immobilières » 2021 prévoyant l'édification d'une nouvelle caserne de sapeurs-pompiers sur le territoire de la commune de Belleville-en-Beaujolais.

Si, en application des dispositions de l'article L.1424-18 du Code général des collectivités territoriales, le SDMIS est seul habilité à assurer la maîtrise d'ouvrage de la construction d'un bâtiment affecté au service public d'incendie et de secours, ces mêmes dispositions autorisent les collectivités territoriales à apporter leur concours à la réalisation de cet équipement.

Aussi, pour mener à bien cette opération devant conduire à la mise en service de la nouvelle caserne, le SDMIS et la commune de Belleville-en-Beaujolais ont convenu d'une collaboration dont les modalités sont définies par la présente convention.

**Article 1 :** le SDMIS édifiera sur le territoire de la commune de Belleville-en-Beaujolais une nouvelle caserne de sapeurs-pompiers. Il assurera la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

**Article 2 :** la nouvelle caserne sera édiflée sur un terrain d'assiette d'environ 6020 m<sup>2</sup> situé sur la parcelle cadastrée AK 1211 qui fera l'objet d'un découpage parcellaire ultérieur et dont l'implantation figure en annexe 1 à la présente convention.

**Article 3 :** le terrain d'assiette est propriété de la commune de Belleville-en-Beaujolais, qui en supportera les frais de viabilisation. Elle autorise le SDMIS à déposer le permis de construire et à engager les travaux dès son obtention.

Par ailleurs, la commune effectuera sans tarder les démarches permettant le transfert en pleine propriété au SDMIS à titre gratuit du terrain d'assiette de la nouvelle caserne, qui sera effectif au plus tard à la date d'activation opérationnelle de celle-ci. Ce transfert sera constaté par acte notarié.

**Article 4 :** le SDMIS, maître d'ouvrage, assurera le financement des travaux.

**Article 5 :** les travaux de viabilisation mentionnés à l'article 3 ci-dessus consistent en l'aménée en bordure de parcelle de tous les réseaux nécessaires au fonctionnement de la caserne, le SDMIS faisant son affaire de la viabilisation interne de la parcelle.

Ils comprennent également la mise en place d'un poteau d'incendie dont l'emplacement sera déterminé sur prescription du SDMIS.

**Article 6 :** dès l'activation opérationnelle de la nouvelle caserne, les locaux de la caserne existante de Belleville-en-Beaujolais, mis à disposition du SDMIS par la commune, seront restitués à cette dernière.

**Article 7 :** dès la mise en service de la nouvelle caserne, la commune de Belleville-en-Beaujolais prendra à sa charge, sans contrepartie financière de la part du SDMIS, l'entretien régulier des espaces verts.

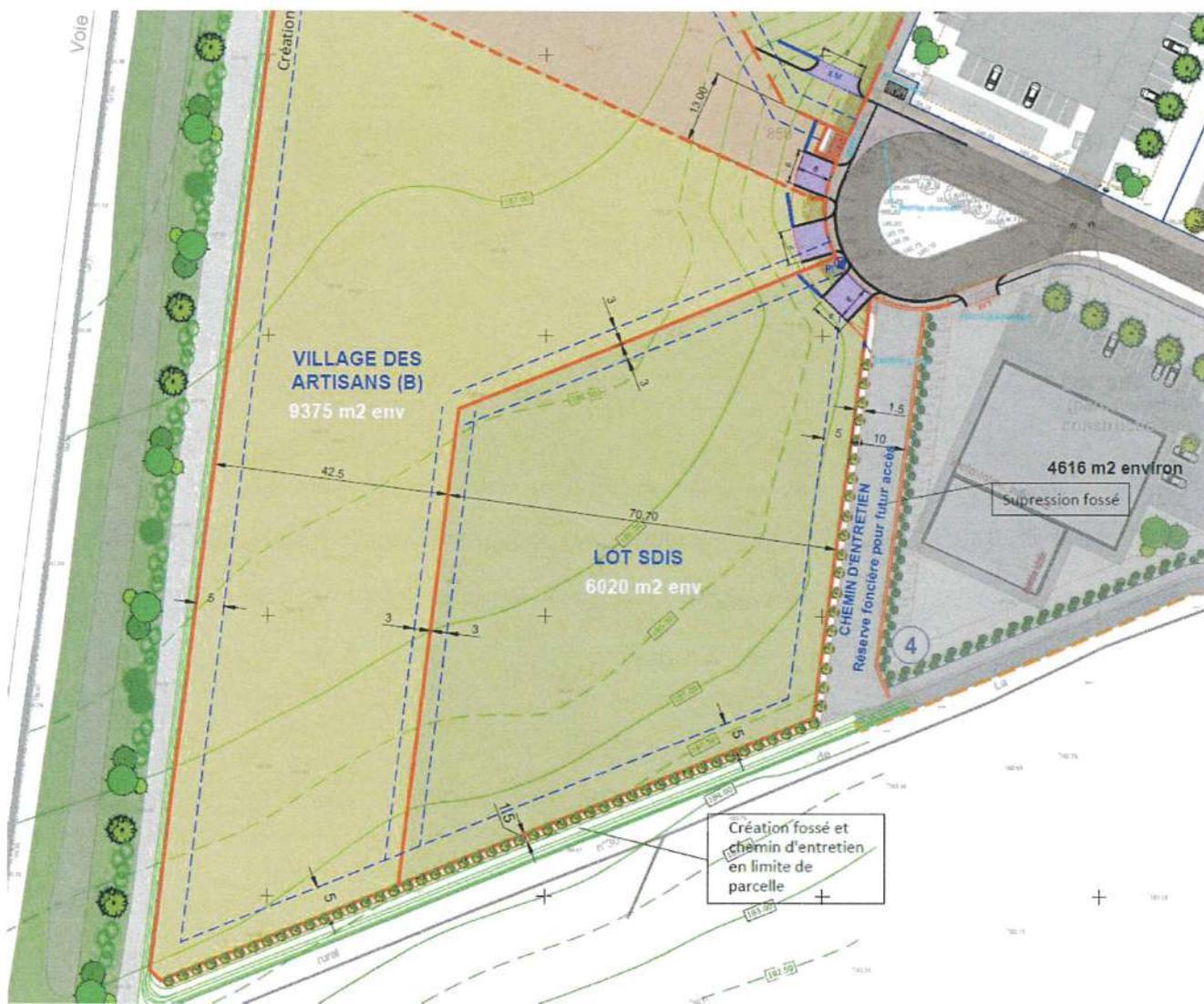
Fait à Lyon, le

En deux exemplaires originaux

La Présidente du conseil  
d'administration du SDMIS

Le maire de Belleville-en-Beaujolais

Annexe 1 à la convention C2023-048  
Implantation du terrain d'assiette prévu à l'article 2





**SDMIS**  
**SAPEURS-POMPIERS**

**ARRÊTÉ N° 23/06/01**

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**  
GROUPEMENT FORMATION  
ÉCOLE DÉPARTEMENTALE-MÉTROPOLITAINE

OBJET Ouverture d'un examen professionnel de caporal de sapeurs-pompiers professionnels, session 2023.

**La présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours,**

- Vu le Code général de la fonction publique ;
- Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 modifié relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française ;
- Vu le décret n° 2012-520 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;
- Vu le décret n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 modifié fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu l'arrêté du 13 juin 2023 fixant la date unique des premières épreuves des concours internes et des examens professionnels de catégorie C de sapeurs-pompiers professionnels au titre des années 2023 et 2024 ;
- Vu la délibération n° D/23-06/08 du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) en date du 30 juin 2023 relative à l'organisation d'un examen professionnel de caporal de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2023 ;

Considérant les besoins exprimés par le SDMIS ;

## ARRÊTE

### Article 1

Le service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) organise au titre de l'année 2023 un examen professionnel de caporal de sapeurs-pompiers professionnels.

### Article 2

L'examen professionnel est ouvert, sous réserve de la validation de la formation d'intégration du sapeur de sapeurs-pompiers professionnels :

- aux agents relevant d'un grade situé en échelle C1 ayant atteint le 4e échelon et comptant au moins trois ans de services effectifs dans ce grade ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.

Conformément à l'article 16 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale, les candidats peuvent subir l'épreuve de l'examen professionnel au plus tôt un an avant la date à laquelle ils doivent remplir les conditions d'inscription sur la liste d'aptitude au grade d'accueil.

### Article 3

Le dossier d'inscription sera accessible à compter du mercredi **9 août 2023** à partir de 14 heures jusqu'au lundi **11 septembre 2023** 16 heures dernier délai à partir du site internet suivant :

- site internet du SDMIS : [www.sdmis.fr](http://www.sdmis.fr)

À défaut, les candidats qui n'ont pas accès à internet peuvent retirer le dossier de candidature à compter du mercredi **9 août 2023** à partir de 14 heures jusqu'au lundi **11 septembre 2023** **16 heures dernier délai**, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (hors jour férié et lundi 14 août 2023), dans les locaux du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) :

- soit au groupement formation - école départementale-métropolitaine – 13-15 avenue de l'Europe – 69800 SAINT-PRIEST,
- soit à la direction des ressources humaines – 76 rue Pierre Corneille – 69003 LYON,
- soit par courrier en adressant une demande écrite à Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) – GFOR, Bureau concours et examens – 17 rue Rabelais – 69421 LYON CEDEX 03.

Les demandes par voie postale doivent être accompagnées d'une enveloppe format 21x29,7 libellée aux nom et adresse du candidat et affranchie au tarif en vigueur (au moins 250 g).

### Article 4

Le dossier complet avec les pièces exigées doit être :

- soit déposé dans les locaux du groupement formation - école départementale-métropolitaine – 13-15 avenue de l'Europe – 69800 SAINT-PRIEST, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (hors jour férié et lundi 14 août 2023) contre récépissé et **au plus tard le lundi 18 septembre 2023 à 16 heures, dernier délai**,

- soit adressé par voie postale au **plus tard le lundi 18 septembre 2023 (date de clôture des inscriptions), dernier délai**, cachet de La Poste ou d'un autre prestataire sur l'enveloppe parvenue au SDMIS faisant foi à l'adresse suivante :

Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS)  
GFOR  
BUREAU CONCOURS ET EXAMENS  
17 rue Rabelais  
69421 LYON CEDEX 03

Tout dossier transmis hors délai sera automatiquement rejeté.

Tout dossier d'inscription, adressé au SDMIS, qui ne serait que la photocopie d'un dossier d'inscription d'un autre candidat sera considérée comme non conforme et refusé.

Tout dossier d'inscription adressé au SDMIS non signé sera considéré comme non conforme et sera refusé.

Tout envoi de pièces justificatives seules et non accompagnées du dossier d'inscription signé sera considéré comme non conforme et sera refusé.

Aucun dossier d'inscription ne sera réceptionné par courriel.

Les captures d'écran ou leur impression ne seront pas acceptées.

De même, tout incident dans la transmission du dossier, quelle qu'en soit la cause (adresse mal libellée, affranchissement insuffisant, retard, perte, grève...), engage la responsabilité de l'émetteur et entraîne un refus systématique d'admission à concourir. Tout dossier demeuré incomplet ne permettra pas au candidat de concourir valablement et de se prévaloir des résultats de l'admission.

Les demandes de modification des coordonnées personnelles sont possibles à tout moment en n'oubliant pas de préciser le numéro de dossier, le nom et le prénom :

- par écrit à Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) – GFOR – Bureau concours et examens – 17 rue Rabelais – 69421 LYON CEDEX 03
- par courriel à [GFOR.CONCOURS@sdmis.fr](mailto:GFOR.CONCOURS@sdmis.fr)

## Article 5

Toute personne en situation de handicap, souhaitant bénéficier des aménagements prévus par la réglementation (dérogations aux règles normales des examens) doit en faire la demande lors de son inscription et doit produire un certificat médical établi par un médecin agréé, qui ne doit pas être son médecin traitant (article 4 du décret n° 86-442 du 14 mars 1986).

Ce certificat médical, qui doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement de l'épreuve, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que les aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée de l'épreuve, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

Les aides et aménagements sollicités sont mis en œuvre par l'autorité organisatrice sous réserve que les charges afférentes ne soient pas disproportionnées au regard des moyens, notamment matériels et humains, dont elle dispose.

La date limite d'envoi du certificat médical établi par un médecin agréé est fixée au 18 septembre 2023. Il devra donc être adressé par voie postale ou déposé dans les locaux du groupement formation au plus tard le 18 septembre 2023, 16h00, (dernier délai, heure métropolitaine).

## Article 6

Si le candidat n'est pas en mesure de transmettre l'ensemble des pièces requises dans les délais impartis, sa demande d'inscription fera l'objet d'une seule et unique relance de pièces.

L'envoi par le SDMIS de tous les documents relatifs au concours se fera par voie dématérialisée : la convocation à l'épreuve d'admission et les résultats d'admission.

## Article 7

L'épreuve orale d'admission se déroulera à l'école départementale-métropolitaine du SDMIS – 13-15 avenue de l'Europe – 69800 SAINT-PRIEST. Les dates prévisionnelles de l'épreuve sont arrêtées au **jeudi 19 octobre 2023 et vendredi 20 octobre 2023**.

## Article 8

Conformément à l'article 15 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, la liste de candidats admis à concourir sera arrêtée par la présidente du SDMIS au vu du dossier constitué conformément aux dispositions des articles 5 à 12 de ce même texte et, le cas échéant, des statuts particuliers.

## Article 9

Tous renseignements complémentaires, en particulier sur les conditions de candidature, pourront être délivrés par le SDMIS et sont disponibles sur le site [www.sdmis.fr](http://www.sdmis.fr).

## Article 10

Le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site <https://www.sdmis.fr> et affiché dans les locaux du SDMIS.

Fait à Lyon,

Le **03 JUL. 2023**

La Présidente,

Zémorda ~~KHELIFI~~



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la présidente du conseil d'administration du SDMIS dans les deux mois suivant sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON CEDEX 03, dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## ARRÊTÉ N° 23/06/02

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**  
GROUPEMENT FORMATION  
ÉCOLE DÉPARTEMENTALE-MÉTROPOLITAINE

OBJET Règlement de l'épreuve d'admission de l'examen professionnel de caporal de sapeurs-pompiers professionnels ouvert par le SDMIS au titre de l'année 2023

**La présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours,**

- Vu le Code général de la fonction publique ;
- Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 modifié relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française ;
- Vu le décret n° 2012-520 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;
- Vu le décret n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 modifié fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu l'arrêté du 13 juin 2023 fixant la date unique des premières épreuves des concours internes et des examens professionnels de catégorie C de sapeurs-pompiers professionnels au titre des années 2023 et 2024 ;
- Vu la délibération n° D/23-06/08 du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) en date du 30 juin 2023 relative à l'organisation d'un examen professionnel de caporal de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2023 ;
- Vu l'arrêté n° 23/06/01 de la présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) relatif à l'ouverture d'un examen professionnel de caporal de sapeurs-pompiers professionnels, session 2023 ;

## ARRÊTE

### Article 1

Le règlement de l'épreuve d'admission de l'examen professionnel de caporal de sapeurs-pompiers professionnels, organisé par le service départemental-métropolitain d'incendie et de secours, au titre de l'année 2023, est arrêté conformément au document joint au présent arrêté.

### Article 2

Le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site <https://www.sdmis.fr> et affiché dans les locaux du SDMIS.

Fait à Lyon,

Le 03 JUL. 2023

La Présidente,

Zémorda KHELIFI



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la présidente du conseil d'administration du SDMIS dans les deux mois suivant sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON CEDEX 03, dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

---

## EXAMEN PROFESSIONNEL DE CAPORAL DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS 2023

### Règlement de l'examen professionnel de caporal de sapeurs-pompiers professionnels organisé par le SDMIS

---

- Le candidat est réputé connaître les règles fixées par les décrets n° 2012-520 du 20 avril 2012, n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 et n° 2013-593 du 5 juillet 2013 ainsi que les règles relatives à l'épreuve orale d'admission.
- Le présent règlement a pour objet de garantir le bon déroulement de l'épreuve de l'examen professionnel organisé par le SDMIS ainsi que l'égalité de traitement des candidats.

**Tout manquement au présent règlement et tout incident pourront être considérés  
comme une fraude.**

Le SDMIS est chargé du bon déroulement de l'épreuve. Le jury est souverain et reste seul compétent pour prononcer l'annulation de l'épreuve au vu du procès-verbal de déroulement d'épreuve dressé. En cas d'annulation de l'examen, les frais personnels du candidat engagés à raison de l'examen ne seront pas remboursés.

Le candidat admis à concourir de manière conditionnelle doit produire au SDMIS, avant le début de l'épreuve, la ou les pièces manquantes de son dossier. Le défaut de production de la ou des pièces réclamées avant la distribution des sujets sera consigné dans un procès-verbal signé par le responsable du centre d'examen et le candidat concerné. Ce dernier sera informé par le responsable du centre d'examen du risque potentiel d'élimination décidée ultérieurement par le jury.

#### **Article 1 : Vérification de l'identité**

Le candidat doit obligatoirement être en possession de sa convocation et d'une pièce d'identité en cours de validité (carte nationale d'identité, passeport ou permis de conduire avec photographie permettant de reconnaître le candidat).

En cas de perte ou de vol de sa pièce d'identité, le candidat devra présenter, au moment du contrôle d'identité, une attestation de perte ou de vol délivrée par les services de gendarmerie ou de la police nationale.

Au début de l'épreuve, ces deux pièces seront systématiquement contrôlées. La non-présentation de la pièce d'identité avant le début de l'épreuve orale d'admission sera consignée dans un procès-verbal qui sera transmis au président du jury. Le candidat sera informé du risque potentiel d'élimination décidée ultérieurement par le jury.

### **Article 2 : Dispositions applicables aux candidats en situation de handicap**

Toute personne en situation de handicap, souhaitant bénéficier des aménagements prévus par la réglementation (dérogations aux règles normales des examens) doit en faire la demande lors de son inscription et doit produire un certificat médical établi par un médecin agréé, qui ne doit pas être son médecin traitant (article 4 du décret n° 86-442 du 14 mars 1986).

Ce certificat médical, qui doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement de l'épreuve, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que les aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée de l'épreuve, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

Les aides et aménagements sollicités sont mis en œuvre par l'autorité organisatrice sous réserve que les charges afférentes ne soient pas disproportionnées au regard des moyens, notamment matériels et humains, dont elle dispose.

La date limite d'envoi du certificat médical délivré par un médecin agréé est fixée au 18 septembre 2023. Il devra donc être adressé par voie postale ou déposé dans les locaux du groupement formation au plus tard le 18 septembre 2023, 16h00, (dernier délai, heure métropolitaine).

### **Article 3 : Règles générales relatives au déroulement de l'épreuve orale d'admission**

Chaque candidat doit se présenter le jour et à l'heure figurant sur sa convocation. Le candidat absent à l'épreuve obligatoire sera automatiquement non admis à l'examen.

La convocation du candidat est établie par l'autorité organisatrice. Aucune demande de dérogation à cette règle ne sera prise en compte.

Par ailleurs, l'horaire indiqué est une heure de convocation et non de passage de l'épreuve. Ce dernier s'effectue en fonction de la disponibilité des jurys.

Tout candidat qui renoncerait à passer son épreuve doit le signaler à l'autorité organisatrice et signer son bordereau de notation. Un candidat peut renoncer à la totalité de la durée de son épreuve. Dans cette hypothèse, le jury mentionnera cette décision sur le bordereau de notation et invitera le candidat à contresigner ce document. L'épreuve d'admission ne pourra faire l'objet d'aucun enregistrement par le candidat.

#### **A. Tenue vestimentaire et comportement**

Les termes de la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010, interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public sont rappelés aux candidats.

*Article 1 : Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage.*

*Article 2 :*

I. *Pour l'application de l'article 1er, l'espace public est constitué des voies publiques ainsi que des lieux ouverts au public ou affectés à un service public.*

II. *L'interdiction prévue à l'article 1er ne s'applique pas si la tenue est prescrite ou autorisée par des dispositions législatives ou réglementaires, si elle est justifiée par des raisons de santé ou des motifs professionnels, ou si elle s'inscrit dans le cadre de pratiques sportives, de fêtes ou de manifestations artistiques ou traditionnelles.*

Le candidat doit porter une tenue civile correcte et décente. Il doit faire preuve d'un comportement posé et sérieux, et ne pas perturber le bon déroulement de l'épreuve. Par souci de neutralité, le candidat devra s'abstenir de porter tout signe ostentatoire d'appartenance philosophique, religieuse, politique ou syndicale.

Il doit respecter les installations et le matériel mis à disposition et ne doit pas perturber le bon déroulement des épreuves. Il est interdit de consommer dans les salles de concours, et pendant toute la durée des épreuves, des boissons alcoolisées ou des stupéfiants.

Il est interdit de porter des écouteurs ; aux fins de vérification, les oreilles des candidats ne doivent pas être cachées, pendant toute la durée des épreuves.

En application du décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006 modifié fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux afférents à un usage collectif, IL EST INTERDIT DE FUMER DANS LES LIEUX PUBLICS. Il est interdit de fumer ou d'utiliser une cigarette électronique (vapoter) dans les locaux où se déroulent les épreuves y compris dans les toilettes.

Le jury, qui assure la police de l'examen professionnel, peut décider de l'exclusion (en début, en cours d'épreuve ou a posteriori compte tenu du procès-verbal de déroulement de l'épreuve) de tout candidat, dont la tenue ou le comportement sont de nature à perturber le déroulement de l'épreuve ou à compromettre l'égalité de traitement des candidats.

#### **B. Matériels autorisés**

Sous peine d'exclusion immédiate et de poursuites, le candidat ne doit introduire dans la salle de concours ou d'examen, aucun cahier, papier, livre, aucune note, aucun document ni matériel qui n'auraient été permis et indiqués dans la convocation.

L'utilisation dans la salle d'épreuve d'appareils électroniques informatiques, photographiques ou audiovisuels de toute nature est strictement interdite. L'ensemble de ces appareils doit être totalement et impérativement éteint et inaccessible pendant l'épreuve. Ces matériels ne doivent en aucun cas être visibles ou audibles.

#### **Article 4 : Fraudes et sanctions**

Tout manquement au présent règlement sera consigné dans le procès-verbal de l'épreuve d'admission, ainsi que tout incident qui se sera produit pendant le déroulement de celle-ci.

Les membres du jury statuent sur les faits, incidents, les cas de fraudes constatés inscrits au procès-verbal de déroulement de l'épreuve d'admission. En cas de fraude avérée, le jury décide de l'éviction du candidat de l'examen professionnel, et de l'attribution de la note zéro à l'épreuve concernée.

L'autorité organisatrice se réserve en outre la faculté d'engager à l'encontre du candidat des poursuites pénales, conformément à la loi du 23 décembre 1901 modifiée réprimant la fraude dans les examens et concours publics, et le cas échéant de signaler l'incident à l'autorité territoriale employeur de l'agent, en vue d'éventuelles poursuites disciplinaires.

Toute fraude de la part du candidat est passible de la répression prévue par la loi du 23 décembre 1901 modifiée.

*Article 1 : Toute fraude commise dans les examens et les concours publics qui ont pour objet l'entrée dans une administration publique ou l'acquisition d'un diplôme délivré par l'Etat constitue un délit.*

*Article 2 : Quiconque se sera rendu coupable d'un délit de cette nature, notamment en livrant à un tiers ou en communiquant sciemment, avant l'examen ou le concours, à quelqu'une des parties intéressées, le texte ou le sujet de l'épreuve, ou bien en faisant usage de pièces fausses, telles que diplômes, certificats, extraits de naissance ou autres, ou bien en substituant*

*une tierce personne au véritable candidat, sera condamné à un emprisonnement de trois ans et à une amende de 9 000 euros ou à l'une de ces peines seulement.*

*Article 3 : Les mêmes peines seront prononcées contre les complices du délit.*

*Article 4 : L'action publique ne fait pas obstacle à l'action disciplinaire dans tous les cas où la loi a prévu cette dernière.*

### **Article 6 : Diffusion des résultats aux candidats**

A l'issue des épreuves d'admission, le jury arrête, par ordre alphabétique, la liste des candidats admis à l'examen professionnel, signée par le président de jury.

La consultation de ces listes s'effectue :

- soit par affichage au SDMIS
- soit sur le site internet à l'adresse suivante : [www.sdmis.fr](http://www.sdmis.fr)

Les candidats sont informés individuellement.

Aucun résultat n'est communiqué par téléphone, ni de façon physique.

Les candidats non admis reçoivent communication de leur note par courrier.

## ARRÊTÉ N° 23/06/03

### DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

GROUPEMENT FORMATION

ÉCOLE DÉPARTEMENTALE-MÉTROPOLITAINE

OBJET Modification de l'arrêté n° 23/01/24 du 6 janvier 2023 portant ouverture des concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels, session 2023

### La présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours,

- Vu le Code général de la fonction publique ;
- Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu le décret n° 94-163 du 16 février 1994 modifié ouvrant aux ressortissants des États membres de la Communauté européenne autres que la France l'accès à certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 95-681 du 9 mai 1995 modifié fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours d'accès à la fonction publique de l'État et à la fonction publique hospitalière par voie électronique ;
- Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;
- Vu le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 modifié relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française ;
- Vu le décret n° 2012-520 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 modifié relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;
- Vu le décret n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 modifié fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu l'arrêté du 26 juillet 2007 modifié fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation ;

- Vu les arrêtés du 30 novembre 2020 relatifs aux programmes des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels et aux épreuves physiques communes aux concours externes ouverts pour le recrutement de sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu l'arrêté du 7 décembre 2022 fixant les dates d'ouverture des concours et examens professionnels de catégorie C de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2023 ;
- Vu l'arrêté n° 23/01/24 du 6 janvier 2023 portant ouverture des concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels, session 2023 ;
- Vu la convention de mise à disposition de moyens humains, techniques et logistiques conclue entre le SDMIS et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon (cdg69) et confiant à ce dernier l'organisation des concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu la délibération n° 2022-55 du conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon en date du 12 décembre 2022 relative à l'organisation des concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels session 2023 au profit du SDMIS ;
- Vu la délibération n° D/22-12/09 du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) en date du 16 décembre 2022 relative à l'organisation de deux concours externes de caporal de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2023, en partenariat avec les SDIS de la zone de défense et de sécurité Sud-Est et le cas échéant d'autres SDIS ;

Considérant les nouveaux besoins exprimés par le SDMIS et les onze SDIS de la zone de sécurité et de défense Sud-Est ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le nombre de postes ouverts aux concours externes d'accès au grade de caporal de sapeurs-pompiers, au titre de l'année 2023, est modifié comme suit :

- 100 postes au titre du 1° de l'article 5 du décret n° 2012-520 du 20 avril 2012 susvisé,
- 400 postes au titre au titre du 2° de l'article 5 du décret n° 2012-520 du 20 avril 2012 précité.

### **Article 2**

Le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur les sites [www.cdg69.fr](http://www.cdg69.fr) ou <https://www.cdg-aura.fr> et <https://www.sdmis.fr>, et affiché dans les locaux du SDMIS et transmis à la délégation régionale du CNFPT d'Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi qu'à l'institution mentionnée à l'article L5312-1 du Code du Travail.

Fait à Lyon,  
Le 28 JUIN 2023  
La Présidente,



Zémorda KHELIFI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la présidente du conseil d'administration du SDMIS dans les deux mois suivant sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON CEDEX 03, dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**SDMIS**  
**SAPEURS-POMPIERS**

## ARRETE N° 23/06/05

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

**OBJET** **Composition de la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie B**

**La présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours,**

- vu le code général des collectivités territoriales,
- vu le code général de la fonction publique territoriale,
- vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- vu la délibération du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n° E/20-11-1/06 du 3 novembre 2020 relative à la désignation des membres du conseil d'administration et des représentants de l'administration appelés à siéger au sein des comités et commissions du SDMIS ainsi qu'au sein de certains organismes extérieurs au SDMIS, modifiées par les délibérations n° E/20-12/01 du 16 décembre 2020, n° E/21-03/02 du 8 mars 2021 et n° E/21-07/06 du 9 juillet 2021 ;
- vu le procès-verbal des opérations électorales pour désigner les personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie B à la commission administrative paritaire du 8 décembre 2022 ;
- considérant la perte de la qualité d'électeur à la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie B de madame Laure FONTVIEILLE à raison de sa radiation des effectifs du SDMIS à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 suite à une mutation, et la nécessité de procéder à son remplacement en qualité de suppléante de ladite commission au titre des représentants élus des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie B ;
- considérant la désignation de monsieur Vincent MUSSARD en tant que membre suppléant à la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie B au titre des représentants élus des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie B, en remplacement de madame Laure FONTVIEILLE ;
- vu l'arrêté n° 23/02/07 du 3 mars 2023 relatif à la composition de la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie B du SDMIS ;

### ARRETE

#### Article 1 :

Siègent comme représentants de l'établissement à la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie B :

#### Membres titulaires

Monsieur Bertrand ARTIGNY  
Madame Sonia ZDOROVITZOFF  
Madame Blandine COLLIN  
Monsieur Pierre MARMONIER

#### Membres suppléants

Monsieur Mohamed CHIHI  
Madame Muriel LECERF  
Monsieur Jean-Charles KOHLHAAS  
Madame Claude GOY

La CAP sera présidée par monsieur Bertrand ARTIGNY, membre du bureau du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours, représentant de la présidente du conseil d'administration.

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Bertrand ARTIGNY, la présidence de la commission sera assurée par madame Sonia ZDOROVITZOFF membre du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours. En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Bertrand ARTIGNY et de madame Sonia ZDOROVITZOFF, la présidence de la commission sera assurée par madame Blandine COLLIN vice-présidente du conseil d'administration du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours.

**Article 2 :**

Siègent comme représentants élus des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie B :

**Membres titulaires**

Monsieur Patrick BOCCARDO  
Madame Isabelle MOBAILLY  
Monsieur Éric BATTAGLIA  
Madame Lauriane VERNAY

**Membres suppléants**

Madame Frédérique NICOLA  
Monsieur Hervé CHAMPEAU  
Madame Sylvie VILLARD  
Monsieur Vincent MUSSARD

**Article 3 :**

Le directeur départemental et métropolitain des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

**Article 4 :**

L'arrêté n° 23/02/07 du 3 mars 2023 est abrogé.

Fait à Lyon, le 03 JUL. 2023

Zémorda KHELIFI  
Présidente

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).